



التجاري ليزنف
Attijari Leasing

Ex-GENERAL LEASING

SA au capital de 12.500.000 dinars
Divisé en 1 250 000 actions de valeur nominale
10 dinars entièrement libérées

Siège social : Rue du Lac d'Annecy - 1053 Les Berges du Lac
RC N° B125651997

ATTIJARI LEASING a reçu la note « B+ » à long terme
et « B » à court terme sous surveillance positive par
l'Agence de notation Fitch Ratings en date du 08 février 2008

Prospectus mis à la disposition du public à l'occasion de :

- La réduction du capital de 12 500 000 dinars à 8 750 000 dinars
- L'augmentation du capital de 8 750 000 dinars à 21 250 000 dinars par l'émission de 1 250 000 actions nouvelles à souscrire en numéraire à un prix d'émission de 10 dinars l'action

Visa n° 0.8 - 0.6.0.1 du 04 AVR. 2008 du Conseil du Marché Financier donné en application de l'article 2 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994. Ce visa n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Responsable de l'information

Mme. Olfa BEN ABDALLAH

Chef du département financier d'ATTIJARI LEASING
Tél : 71 862 122 Fax : 71 861 545

Intermédiaire en bourse chargé de l'opération :
SUD INVEST, Intermédiaire en Bourse



Résidence OMAR Bloc A 2ème étage, Montplaisir Ennassim - 1073 Tunis.
Téléphone : 71.841.034 Fax : 71.847.366



Avril 2008

SOMMAIRE

PRESENTATION RESUMEE DE LA SOCIETE	5
FLASH – REDUCTION ET AUGMENTATION DE CAPITAL	8
CHAPITRE 1 : RESPONSABLES DU PROSPECTUS ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.1 Responsables du prospectus	Erreurs ! Signet non défini.
1.2 Attestation des responsables du prospectus.....	Erreurs ! Signet non défini.
1.3 Responsables du contrôle des comptes	Erreurs ! Signet non défini.
1.4 Attestation de l'intermédiaire en Bourse chargé du montage de l'opération	Erreurs ! Signet non défini.
1.5 Responsable de l'information	Erreurs ! Signet non défini.
CHAPITRE 2 : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPERATION DE REDUCTION ET D CAPITAL.....	28
2.1 Renseignements relatifs à l'émission.....	28
2-1-1 Décisions à l'origine de la réduction et de l'augmentation de capital :	28
2-1-2 Caractéristiques de la réduction du capital	28
2-1-3 Caractéristiques de l'augmentation du capital	29
2-1-4 Prix d'émission	29
2-1-5 Droit préférentiel de souscription	29
2-1-6 Période de souscription	29
2-1-7 Etablissements domiciliataires.....	30
2-1-8 Modalités et délais de délivrance des titres :	30
2-1-9 Jouissance des actions nouvelles souscrites :	30
2-1-10 Mode de placement :	30
2-1-11 But de l'émission:	30
2-2 Renseignements généraux sur les valeurs mobilières émises:	31
2-2-1 Droits attachés aux valeurs mobilières offertes :	31
2-2-2 Régime de négociabilité :	31
2-2-3 Régime fiscal applicable	31
2-3 Marché des titres:	31
2-4 Tribunaux compétents en cas de litige :	32
2-5 Prise en charge par la STICODEVAM :	32
CHAPITRE 3 : RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT ATTIJARI LEASING ET SON CAPITAL.....	33
3-1 Renseignements de caractère général concernant Attijari Leasing	33
3-1-1 Dénomination et siège social :	33
3-1-2 Forme juridique et législation particulière applicable :	33
3-1-3 Date de constitution et durée :	33
3-1-4 Objet social :	33
3-1-5 Registre de commerce :	33
3-1-6 Exercice Social:	33
3-1-7 Nationalité :	33
3-1-8 Régime Fiscal :	34
3-1-9 Matricule fiscal :	34

3-1-10 Lieu où peuvent être consultés les documents relatifs à la société :	34
3-1-11 Responsable chargé de l'information et des relations avec les actionnaires, les obligataires, le CMF, la BVMT et la STICODEVAM :.....	34
3-1-12 Clauses statutaires particulières :	34
3-2 Renseignements de caractère général concernant le capital social	36
3-3 Tableau d'évolution du capital social	36
3-4 Répartition du capital et des droits de vote au 31/01/ 2008	36
3-4-1 Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital et des droits de vote au 31/01/2008	37
3-4-2 Pourcentage du capital et des droits de vote détenus par les organes d'administration et de direction au 31/01/ 2008	37
3.4.3 Nombre d'actionnaires	37
3.5 Description sommaire du groupe ATTJARI BANK.....	38
3.5.1 Présentation générale du groupe ATTJARI BANK au 31/12/2006.....	38
3.5.2 Relations d'ATTJARI LEASING avec les sociétés du groupe ATTJARI BANK au 31/12/2006.....	43
3.5.3 Relation d' ATTJARI LEASING avec les autres parties liées autre que les sociétés du groupe ATTJARI BANK au 31/12/2006	45
3.6 Dividendes	46
3.7 Marché des titres.....	46
3.8 Notation d'ATTJARI LEASING EX GENERAL LEASING	46

CHAPITRE 4 : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE D'ATTJARI LEASING EX GENERAL LEASING..... 53

4.1 Présentation de la société	53
4.2 Organisation de la société.....	53
4.3 Contrôle interne	56
4.4 Système d'information	56
4.5 Politique sociale et évolution de l'effectif.....	58
4.6 Description de l'activité au 31 décembre 2006 :	59
4.7 –Description de l'activité au 30 juin 2007 :	62
4.8 Indicateurs d'activité arrêtés au 31/12/2007.....	66
4.9 Facteurs de risques et nature spéculative de l'activité d'ATTJARI LEASING:	67
4.10 Dépendance de l'émetteur	67
4.11 Litige ou arbitrage	67
4.12 Politique d'Investissement	68

CHAPITRE 5 : PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE, RESULTATS69

5.1 Patrimoine de la société	69
5.1.1 Patrimoine de la société au 31 décembre 2006.....	69
5.1.2 Patrimoine de la société au 30 juin 2007	70
5.2 Etats financiers comparés au 31 décembre	72
5.3 Les engagements financiers au 31/12/2006	117
5.4 Encours des crédits contractés par ATTJARI LEASING au 31 décembre 2006.....	118
5.4.1 Encours des emprunts obligataires émis par ATTJARI LEASING.....	118
5.4.2 Encours des emprunts bancaires contractés par ATTJARI LEASING.....	118
5.5 Structure des souscripteurs à l'emprunt obligataire GL 2004 – 1	118
5.6 Soldes intermédiaires de gestion comparés au 31 décembre (MD)	119
5.7 Tableau de mouvements des capitaux propres	120
5.8 Affectation des résultats des deux derniers exercices	121
5.9 Evolution des revenus et du résultat d'exploitation :	121
5.10 Evolution du résultat net	121
5.11 Evolution des dividendes	121
5.12 Evolution de la marge brute d'autofinancement	122
5.13 Evolution de la structure financière	122

5.14 Indicateurs de gestion et ratios	122
5.15 Etats financiers intermédiaires comparés arrêtés au 30 juin	124
CHAPITRE 6 : ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE DES COMPTES	150
6.1 Conseil d'Administration	150
6.1.1 Membres des organes d'Administration	150
6.1.2 Fonctions des membres des organes d'administration et de direction dans la société	150
6.1.3 Principales activités exercées en dehors de la société au cours des trois dernières années	150
6.1.4 Mandats d'administrateurs les plus significatifs dans d'autres sociétés.....	151
6.1.5 Fonctions des représentants permanents des personnes morales administrateurs dans la société qu'ils représentent.....	151
6.2 Intérêts des dirigeants dans la société au 31/12/2006	151
6.2.1 Rémunerations et avantages en nature attribués aux membres des organes d'Administration et de direction au 31/12/2006.....	151
6.2.2 Prêts et garanties accordés en faveur des membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2006.....	151
6.3 Contrôle	151
6.4 Nature et importance des opérations conclues depuis le début du dernier exercice avec les membres du conseil d'administration ou de direction ainsi qu'avec un candidat à un poste de membre du conseil, et un actionnaire détenant plus de 5% du capital :	152
CHAPITRE 7 : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR.....	153
7.1 Evolution récente et stratégie future	153
7.1.2 Stratégie future	153
7.1.3 Note sur les principaux changements des prévisions par rapport au dernier prospectus	154
7.2 Perspectives d'avenir	154
7.2.1 Hypothèses retenues.....	154
7.2.2 Etats Financiers prévisionnels.....	161
7.2.3 Etats des cash-flows prévisionnels	163
7.2.4 Indicateurs de gestion et ratios prévisionnels	164
AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PREVISIONNELLE	166
BULLETINS DE SOUSCRIPTION.....	168

PRESENTATION RESUMEE DE LA SOCIETE

ATTIJARI LEASING Ex GENERAL LEASING a été créée en décembre 1994 avec un capital initial de 5 MD pour le porter par la suite à 7,5 MD en mars 1999 puis à 10 MD en Avril 2000 puis à 12,5MD en juin 2006.

La société a été introduite au premier marché de la cote de la bourse en juillet 1999 par une offre publique de vente portant sur 225.000 titres de capital ce qui lui a permis de bénéficier d'un taux d'impôt sur les sociétés réduit à 20% pour une période de 5 ans à partir de l'année d'ouverture du capital et ce, dans le cadre des dispositions de l'article 2 de la loi n° 99-92 du 17 août 1999 relative à la relance du marché financier. Cet avantage a pris fin avec la clôture de l'exercice 2003.

La société a pour activité principale de réaliser des opérations de leasing portant sur les biens à usage industriel, professionnel, meubles et immeubles ainsi que le factoring qui a démarré en Juillet 2002 assurant le suivi de l'encours commercial, la gestion du poste client et le financement à court terme des entreprises.

En 2005, **ATTIJARI LEASING** Ex GENERAL LEASING a commencé à connaître des difficultés. En effet, et suite au refus du commissaire aux comptes d'accepter la qualification de leasing pour certaines opérations réalisées par **ATTIJARI LEASING** EX GÉNÉRAL LEASING et de les qualifier plutôt d'opérations d'intermédiation, l'administration fiscale a effectué un contrôle portant sur les exercices 2001 à 2004 qui a généré une dette fiscale d'un montant de 5,6MD, payable sur 7 ans. De ce fait, **ATTIJARI LEASING** Ex GENERAL LEASING, a vu ses comptes lourdement plombés par la constitution d'une provision pour risque fiscal suite au redressement intervenu en juillet 2005 au titre de la TVA relative au financement du matériel spécifique effectué durant les exercices 2003 & 2004. Il est à noter que ces opérations concernent des transactions qualifiées par le commissaire aux comptes « d'intermédiation » plutôt que de leasing, portant sur la fourniture et le montage de chambres frigorifiques (en partie fictives). Ces opérations ont été consenties moyennant la perception par **ATTIJARI LEASING** EX GÉNÉRAL LEASING d'une marge intitulée « intérêts de leasing » et ont été réalisées moyennant l'octroi aux clients de l'avantage de suspension de la TVA, chose qui est devenue irrégulière avec le reclassement de ces opérations en tant qu'opérations d'intermédiation et non pas de leasing.

L'irrecevabilité de la qualification de « leasing » par l'administration fiscale au titre des transactions précitées ainsi que l'inexistence d'une partie importante de matériels, a mis à la charge d'**ATTIJARI LEASING** Ex GENERAL LEASING, la TVA déduite à tort par elle. Ces évènements ont perturbé sensiblement l'activité d'**ATTIJARI LEASING** Ex GENERAL LEASING (indisponibilité du matériel durant 6 mois) ce qui a entraîné une forte détérioration de sa rentabilité et de ses indicateurs d'activités au cours des trois derniers exercices 2004, 2005 et 2006. A cet effet, les indicateurs d'activité à savoir les approbations et les mises en forces d'**ATTIJARI LEASING** Ex GENERAL LEASING relatifs à la période ci-dessus citée n'ont cessé de se détériorer.

Avec l'augmentation du capital réalisée au cours de l'exercice 2006 dans le but de permettre à la société de se conformer aux obligations de la BCT concernant les ratios propres au secteur financier et de leasing spécifiquement, l'activité d'**ATTIJARI LEASING** Ex GENERAL LEASING a légèrement repris, avec une amélioration de 28,3% en termes d'approbations soit 57,5MD afférent à 1 144 dossiers et la progression de 6,4% des mises en force soit 37,8MD. Cette amélioration des mises en force aurait pu être meilleure, mais l'indisponibilité du matériel sur le marché et le retard pour la reprise de l'activité, ont fait que le taux de concrétisation des approbations en 2006 s'est établi à 52% contre 86% en 2005. Avec 91MD d'encours à fin 2006, **ATTIJARI LEASING** Ex GENERAL LEASING dispose d'une part de marché de 10,28%.

Concernant l'activité de factoring, la société a dégagé un chiffre d'affaires de 10,739MD en baisse de 26% par rapport à 2005. Cette baisse est due d'une part, à la résiliation de certains contrats et d'autre part, au quasi arrêt de l'activité durant une bonne période de 2006 suite notamment aux incidents qu'a vécu **ATTIJARI LEASING** Ex GENERAL LEASING au cours des années 2005 et 2006.

A cet effet, l'exercice 2006 a connu la résiliation de neuf anciens contrats, la suspension de deux autres et le démarrage de cinq nouveaux contrats.

Suite à cette baisse du niveau d'activité, le département a dégagé un total revenu de 526mD en baisse de 16% par rapport à 2005 à 629mD.

Ce total revenu a été réparti en 166mD commissions de factoring et de 360mD intérêts de financement.

En avril 2006, l'agence de notation Fitch Ratings a abaissé de nouveau les notes attribuées à **ATTIJARI LEASING** EX GÉNÉRAL LEASING pour les situer à B+ à long terme avec perspective d'évolution stable et B à court terme.

La note à LT « B+ » indique des Créances pour lesquelles il existe une forte incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heures du principal et des intérêts, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Le principal et l'intérêt sont pour le moment payés en temps et en heures, mais la marge de sécurité est faible et dépend d'une persistance de conditions économiques et financières favorables. Les signes «+ » et « -» marquent des nuances de qualité.

La note à CT « B » indique des créances pour lesquelles il existe une incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heures du principal et des intérêts, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Cette aptitude au paiement en temps et en heure est très sensible aux évolutions défavorables des conditions économiques et financières.

Les notes nationales attribuées par Fitch à **ATTIJARI LEASING** EX GÉNÉRAL LEASING reflètent la forte dégradation des fondamentaux financiers de la société, parmi les plus faibles du secteur, avec en particulier un ratio de solvabilité en deçà de la norme réglementaire. Elles intègrent aussi le soutien possible d'**ATTIJARI BANK**, principal actionnaire d'**ATTIJARI LEASING** EX GÉNÉRAL LEASING, en matière de besoins de financement.

L'agence de notation précise dans son rapport que l'inspection de l'administration fiscale sur la nature des opérations de leasing figurant pour 35,5 MD au bilan d'**ATTIJARI LEASING** EX GÉNÉRAL LEASING à fin 2004 et contestée par les auditeurs, a abouti en 2005 à l'imposition d'un redressement fiscal de 5,6 MD payables sur 7 ans. Les états financiers audités de l'exercice 2004, publiés en décembre 2005, ont été établis déduction faite des opérations de leasing litigieuses et après provisionnement de la pénalité fiscale, induisant une grave dégradation du résultat et des fonds propres d'**ATTIJARI LEASING** EX GÉNÉRAL LEASING.

Depuis Avril 2006, L'agence Fitch Ratings n'a publié aucun rapport de notation sur **ATTIJARI LEASING** EX GÉNÉRAL LEASING, jusqu'au 08 février 2008, date de la dernière révision de la notation d'**ATTIJARI LEASING** EX GÉNÉRAL LEASING, maintenue à « B+ (tun) » à long terme avec surveillance positive et « B(tun) » à court terme.

Historique de l'évolution de la notation d' ATTIJARI LEASING Ex GL

Date de modification	Note Court Terme	Note Long Terme	Perspective de la note LT
12/03/1999	F2	BBB+	
20/07/2000	F2	BBB+	
27/03/2003	F2	BBB+	
16/06/2003	F3	BBB	NEGATIVE
16/04/2004	F3	BBB	NEGATIVE
08/04/2005	F3	BBB-	STABLE
06/10/2005	B	BB-	Avec prise sous surveillance
26/04/2006	B	B+	STABLE
08/02/2008	B	B+	Sous surveillance positive

Le total des engagements courants sur la clientèle est passé de 75 402mD en 2005 à 69 469mD en 2006 soit une baisse de 8% et le montant des créances classées est passé de 59 551mD au 31/12/2005 à 65 036mD au 31/12/2006 soit une variation de 9%.

Le ratio des créances classées est ainsi passé de 43 ,7% au 31/12/2005 à 48,35% au 31/12/2006.

(en mD)	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006
Montant Total des engagements sur la clientèle (a) *	122 983	130 474	154 543	136 136	134 506
Montant des engagements courants sur la clientèle	59 691	69 196	109 459	75 402	69 469
Montant des créances classées (b)	63 292	61 278	45 084	59 551	65 036
Dont actifs classe 4	55 949	42 065	30 833	40 469	56 463
Dont actifs classe 3	2 167	10 928	7 557	12 241	4 523
Dont actifs classe 2	5 176	8 285	6 694	6 841	4 052
Provisions + agios réservés (c)	41 715	32 074	22 162	30 028	42 247
Provisions affectés	35 888	26 211	17 204	24 040	35 961
Marges réservées	5 828	5 863	4 955	5 988	6 287
Ratio des créances classées (b/a)	51,46%	46,97%	29,17%	43,74%	48,35%
Taux de couverture des créances classées (c/b)	65,91%	52,34%	49,16%	50,42%	64,96%

*Total engagement comprenant le leasing, factoring et participations

FLASH – REDUCTION ET AUGMENTATION DE CAPITAL

Réduction de capital

Montant : 3,750MD

Le capital social sera réduit à concurrence de 3 750 000 dinars et ramené de 12 500 000 dinars à 8 750 000 dinars, et ce par l'annulation de 375 000 actions de nominal 10 dinars chacune

L'annulation des 375 000 actions anciennes se fera à raison de 3 actions anciennes pour 10 actions anciennes détenues.

Traitements des rompus :

En vue de la réalisation de l'opération de réduction du capital et afin d'éviter l'existence d'actions anciennes rompues, les actionnaires d'ATTIJARI LEASING peuvent, à partir de la date de publication au JORT de l'avis de l'augmentation de capital, vendre ou acheter des actions anciennes ATTIJARI LEASING de façon à avoir un multiple de 10 actions anciennes le jour de la réduction du capital de la société et de la conversion des actions anciennes en actions nouvelles prévue pour le 18 Avril 2008

Pour faciliter cette opération, ATTIJARI BANK, principal actionnaire dans le capital d'ATTIJARI LEASING, s'engage à acheter et vendre des actions anciennes de manière à permettre à chaque actionnaire d'atteindre un multiple de 10 actions anciennes.

Le jour de la réduction du capital, la STICODEVAM procédera à la conversion des actions anciennes inscrites sur ses livres dans les comptes des intermédiaires en Bourse en actions nouvelles à raison de 7 actions nouvelles pour 10 actions anciennes.

A partir de cette date, les actions nouvelles issues de l'opération de réduction du capital seront négociées en Bourse séparément des actions anciennes.

Jouissance des actions nouvelles :

Les actions nouvelles issues de la réduction du capital porteront jouissance en dividendes à partir du 1er janvier 2007.

Augmentation de capital

Montant : 12,500MD

Caractéristiques de l'augmentation du capital

Nombre d'actions	: 1 250 000 actions à souscrire en numéraire
Valeur nominale des actions	: 10 dinars
Forme des actions	: Nominative
Catégorie	: Ordinaire

Prix d'émission

Les actions nouvelles à souscrire en numéraire seront émises à 10 dinars l'action soit à la valeur nominale de l'action à libérer en totalité à la souscription.

Droit préférentiel de souscription

L'exercice de ce droit s'effectue de la manière suivante

A titre irréductible

A raison de dix (10) actions nouvelles à souscrire en numéraire pour sept (7) actions nouvelles (détenues après la réduction de capital). Les actionnaires qui n'auront pas un nombre d'actions nouvelles issues de la réduction du capital, correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles à souscrire en numéraire, pourront soit acheter soit vendre en Bourse les droits de souscription formant les rompus sans qu'il puisse en résulter une souscription indivise. ATTIJARI LEASING ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

A titre réductible

En même temps qu'ils exercent leurs droits à titre irréductible, les propriétaires d'actions nouvelles issues de la réduction du capital et/ou les cessionnaires de droits de souscription pourront, en outre, souscrire à titre réductible, le nombre d'actions nouvelles à souscrire en numéraire qu'ils veulent. Leurs demandes seront satisfaites en utilisant les actions nouvelles à souscrire en numéraire qui n'auraient pas été absorbées par les demandes à titre irréductible. Chaque demande sera satisfaite au prorata du nombre de ses droits de souscription exercés à titre irréductible et en fonction du nombre d'actions nouvelles à souscrire en numéraire disponibles.

Période de souscription

La souscription aux actions nouvelles à souscrire en numéraire est réservée, en priorité, aux anciens actionnaires détenteurs des actions composant le capital social après l'opération de réduction et aux cessionnaires de droits de souscription en Bourse, tant à titre irréductible que réductible, à raison de dix (10) actions nouvelles à souscrire en numéraire pour sept (7) actions nouvelles détenues après la réduction du capital et ce, du 22 avril au 06 mai 2008 inclus*.

Etablissements domiciliataires

Les souscriptions seront reçues et les versements effectués, sans frais, auprès de tous les intermédiaires en bourse.

En souscrivant, il devra être versé par action nouvelle souscrite le montant de 10 dinars représentant la valeur nominale de l'action.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés dans un compte indisponible ouvert à ATTIJARI BANK Agence les Berges du Lac sous le n° **04015101404200177804**

Après répartition, les sommes restant disponibles sur les fonds versés, à l'appui des souscriptions à titre réductible, non satisfaites, seront remboursées, sans intérêts, au guichet qui aura reçu les souscriptions dans un délai ne dépassant pas les 10 jours à partir de la date de clôture des souscriptions à titre préférentiel, soit au plus tard le 16 mai 2008.

Jouissance des actions nouvelles souscrites :

Les 1 250 000 actions nouvelles souscrites en numéraire porteront jouissance en dividendes à partir du 1^{er} janvier 2008.

* Les actionnaires et ou cessionnaires des droits préférentiels de souscription n'ayant pas exercé ou chargé leurs dépositaires d'exercer leurs droits avant la séance de Bourse du 6 mai 2008 sont informés que leurs dépositaires procéderont à la vente de leurs droits non exercés pendant la dite séance.

Chapitre 1 : RESPONSABLES DU PROSPECTUS ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

1.1 Responsables du prospectus

Mr Khaled BEN JEMAA
Président du conseil

Mr Mouldi OUELHAZI
Directeur Général

1.2 Attestation des responsables du prospectus

« A notre connaissance, les données du présent du prospectus sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leurs jugements sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée ».

Le Président du Conseil
Mr Khaled BEN JEMAA

Le Directeur Général
Mr Mouldi OUELHAZI



1.3 Responsables du contrôle des comptes

Etats financiers arrêtés au 31/12/2004 : Société Ahmed Mansour & Associés, société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par Monsieur Ahmed MANSOUR, 51 Avenue Aboulbaba EL ANSARI, El Menzah VI - 2091 Tunis.

Etats financiers arrêtés au 31/12/2005 : Société Ahmed Mansour & Associés, Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par Monsieur Ahmed MANSOUR, 51 Avenue Aboulbaba EL ANSARI, EI MENZAH VI - 2091 Tunis.

Etats financiers arrêtés au 31/12/2006 : L'Union des Consultants Auditores, Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par Monsieur Fethi NEJI, 2 Rue Hamza Abdelmottaleb Menzah 6-2037 Tunis-Tunisie & Cabinet Salah DHIBI, membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représenté par Monsieur Salah DHIBI, 92 Rue 8600 2035 Charguia 1 Tunis-Tunisie.

Etats financiers arrêtés au 30/06/2007 : L'Union des Consultants Auditores, Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par Monsieur Fethi NEJI, 2 Rue Hamza Abdelmottaleb Menzah 6-2037 Tunis-Tunisie & Cabinet Salah DHIBI, membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représenté par Monsieur Salah DHIBI, 92 Rue 8600 2035 Charguia 1 Tunis-Tunisie.



Attestation des commissaires aux comptes

« Nous avons procédé à la vérification des informations financières et des données comptables figurant dans le présent prospectus en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la régularité des informations financières et comptables présentées ».

Opinion sur les états financiers arrêtés au 31/12/2004 :

Cf opinion en annexe (à la suite des attestations)

Opinion sur les états financiers arrêtés au 31/12/2005 :

Cf opinion en annexe (à la suite des attestations).

Opinion sur les états financiers arrêtés au 31/12/2006

Les états financiers relatifs à l'exercice clos le 31/12/2006 arrêtés par le Conseil d'Administration ont fait l'objet d'un audit effectué par la société Union des Consultants Auditores représentée par Mr Fethi NEJI & Cabinet Salah DHIBI représenté par Mr Salah DHIBI en tant que co-commissaire aux comptes, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et ont fait l'objet d'un rapport général en date du 06/09/2007 reproduit ci-après :

I- Opinion sur les états financiers :

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de la Société GENERAL LEASING arrêtés au 31 décembre 2006, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Nous avons audité les états financiers de la GENERAL LEASING faisant apparaître un total de l'actif net d'amortissements & de provisions de 101 324 091 DT et un résultat déficitaire de (11 589 786 DT) au 31 décembre 2006. Ces états financiers ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de la société conformément aux normes professionnelles applicables en Tunisie. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit effectué selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers de la GENERAL LEASING, arrêtés au 31 décembre 2006, ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, nous prenons en compte le contrôle interne en vigueur dans la société relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit

appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par les organes de direction et d'administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Les comptes de GENERAL LEASING arrêtés au 31 décembre 2005 ont été audités et certifiés avec réserves par notre confrère Ahmed MANSOUR. Ainsi, les soldes d'ouverture de l'exercice 2006 n'ont pas fait l'objet, de notre part, de diligences particulières.

Nous estimons que les travaux accomplis, dans ce cadre, constituent une base raisonnable pour fonder notre opinion à l'exception des points suivants :

1. Les fonds propres nets sont devenus négatifs de (4 380 723 DT). Par conséquent, l'application des règles et des conventions comptables généralement admises dans le cadre normal de continuité d'exploitation ne semble plus appropriée à la situation financière de la société GENERAL LEASING. Les dispositions de l'article 388 du Code des Sociétés Commerciales de Tunisie doivent être appliquées.

2. Nos travaux ont été limités par :

- L'absence de procédures de vérification matérielle des immobilisations données en location. Ce défaut constitue un cas d'inobservation, par la société GENERAL LEASING, des dispositions de l'article 17 de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au système comptable des entreprises.
- L'indisponibilité d'informations actualisées et d'états financiers certifiés des relations de la société GENERAL LEASING, notamment celles dont les engagements auprès du secteur se situent au delà des seuils fixés par la circulaire aux banques 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par la circulaire n° 2001-12 du 4 mai 2001.

A notre avis, et sous réserve des paragraphes ci-dessus mentionnées, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la Société GENERAL LEASING, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

II- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport du conseil d'administration sur la gestion de l'exercice.

Nous avons également procédé dans le cadre de notre audit et conformément à l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 telle que modifiée par l'article 15 de la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, relative au renforcement de la sécurité des relations financières, à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers.

Notre examen nous a permis de constater que le système d'information renferme des insuffisances telles que mentionnées dans notre rapport d'évaluation du système de contrôle interne et du système d'information. En effet, des discordances ont été relevées entre les soldes comptables des biens immobilisés donnés en location et des créances

et ceux de la base de données, s'élevant respectivement à 9 641 KDT et 147 KDT. Ces différences émanent principalement de la non prise en charge par la base de données de l'actualisation de la valeur d'origine des mises en force des opérations de remplacement et de cessions par anticipation.

En outre, par référence aux termes de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 91-24 telle que modifiée par les circulaires subséquentes, nous avons procédé aussi à l'étude de la couverture et de la division des risques de la société GENERAL LEASING. En considérant les fonds propres dégagés, les seuils fixés par les textes de références sus-précisés ne sont pas observés par la société.

En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001 tel que modifié par le décret n°2005-3144 du 6 décembre 2005 portant sur la tenue des comptes en valeurs mobilières, la Société GENERAL LEASING se limite actuellement au suivi de la liste des actionnaires sur la base de l'état communiqué par l'intermédiaire agréé mandaté pour la tenue des comptes en valeurs mobilières.

Les dispositions des décrets susvisés et de l'arrêté du Ministre des finances du 28 août 2006, portant visa du règlement du CMF au titre de la tenue et de l'administration des comptes en valeurs mobilières ainsi que du cahier des charges y relatif, sont partiellement respectées.

Avis sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2007

Les états financiers intermédiaires au 30/06/2007, arrêtés par le conseil d'administration, ont fait l'objet d'un examen limité effectué par la société Union des Consultants Auditeurs représentée par Monsieur Fethi NEJI et par le cabinet Salah DHIBI représenté par Mr Salah DHIBI en tant que co-commissaire aux comptes, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et ont fait l'objet d'un avis en date du 26/11/2007 reproduit ci-après :

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes et en application des dispositions de l'article 21 bis de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier tel qu'ajouté par l'article 18 de la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières, nous avons procédé à un examen limité des états financiers semestriels de la Société «GENERAL LEASING » couvrant la période du 1er Janvier au 30 Juin 2007, et qui font apparaître un total net de bilan de 93 671 074 DT et un bénéfice net d'impôt de 788 032 DT.

Ces états relèvent de la responsabilité des organes de direction et d'administration de la société. Notre responsabilité consiste à émettre un avis sur ces états financiers sur la base de notre examen limité et selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers intermédiaires ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des procédures analytiques appliquées aux données financières. Il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit et nous n'exprimons pas, en conséquence, d'opinion d'audit.

Les informations données dans les états financiers semestriels annexés au présent avis appellent de notre part les observations suivantes :

1. Les fonds propres nets demeurent négatifs de (3 592 691 DT). Par conséquent, l'application des règles et des conventions comptables généralement admises dans le cadre normal de continuité d'exploitation ne semble plus appropriée à la situation financière de la société « GENERAL LEASING ». Les dispositions de l'article 388 du Code des Sociétés Commerciales de Tunisie doivent être appliquées. Une assemblée générale extraordinaire tenue le 27 septembre 2007 a décidé la continuité d'exploitation de la société.

2. Nos travaux ont été limités par l'absence de procédures de vérification matérielle des immobilisations données en location. Ce défaut constitue un cas d'inobservation, par la société « GENERAL LEASING », des dispositions de l'article 17 de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au système comptable des entreprises.

Sous réserve de l'effet de ce qui est indiqué au niveau des paragraphes 1 et 2 susmentionnés et sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas eu connaissance ou relevé d'autres éléments pouvant affecter de façon significative la représentation fidèle des états financiers semestriels annexés au présent avis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Les Commissaires aux Comptes

Union des Consultants Auditores
Fethi NEJI



Cabinet Salah DHIBI
Salah DHIBI

Salah DHIBI
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes
92, Rue 8600 Charguia 1-2035 TUNIS
Tél: 71 206 350 - 71 206 341 - Fax: 71 206 341

1.4 Attestation de l'intermédiaire en Bourse chargé du montage de l'opération

« Nous attestons avoir accompli les diligences d'usage pour s'assurer de la sincérité du prospectus ».

SUD INVEST
Le Directeur Général
M. Hassine TRAD

SUD - INVEST
INTERMEDIAIRE EN BOURSE
Arr. N° 38-96 du 14-11-1995
B.P. Omar Bloc A 2ème Etage
Montelaisir Ennassim - 1073 TUNIS
tel: 71 842.751 - 71 840.463

1.5 Responsable de l'information

Chef du département financier
Mme. Olfa BEN ABDALLAH
- Tél. 71 862 122 -



LA NOTICE LEGALE A ETE PUBLIEE AU JORT N° DU 29 AVR. 2008

Conseil du Marché Financier
Visa n° 8 - 0601 04 AVR. 2008

Délivré au vu de l'article 2 de la loi n°94-117 du 14 Novembre 1994
Le Président du Conseil du Marché Financier

Signé: Mohamed Ridha CHALGHOUN

- 14 -



ANNEXES

Deloitte

Ahmed Mansour & Associés
51 Avenue Aboulbaba El Ansari
El Menzah VI
2091 - Tunis
Tunisia

Tel: +216 71 755 755
Fax: +216 71 766 692
amansour@deloitte.com.tn
www.deloitte.com.tn

Tunis le 30 mai 2005

Messieurs les actionnaires de la *Société Général Leasing*

En exécution de la mission que vous avez bien voulu nous confier lors de votre Assemblée Générale du 28 juin 2004, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2004.

1. Nous avons audité le bilan de la *Société Général Leasing* au 31 décembre 2004, ainsi que l'état de résultats, l'état des flux de trésorerie et les notes aux états financiers pour l'exercice clos à la même date ; ces états relèvent de la responsabilité du Conseil d'Administration de la *Général Leasing*. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion indépendante sur ces états financiers sur la base de notre audit.

2. Nous avons effectué notre audit selon les normes généralement admises, ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers, considérés dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'audit comprend l'examen, par sondage, des éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par le Conseil d'Administration, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble.

3. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

4. Nous avons vérifié l'observation par la *Général Leasing* de la convention comptable de la permanence des méthodes. A ce sujet, nous avons relevé ce qui suit :

- Antérieurement à l'exercice, les provisions constituées, pour couvrir les risques d'insolvabilité de la clientèle, étaient présentées en totalité en déduction de la rubrique clients et comptes rattachés ; au cours de l'exercice audité, ces provisions ont fait l'objet d'une ventilation et ont été rattachées à la rubrique immobilisations données en location et de la rubrique clients et comptes rattachés. Comparativement, les provisions constituées en 2003 ont été rétroactivement retraitées.
- Les charges financières étaient présentées antérieurement à l'exercice, au niveau de l'état de résultats, en dehors des éléments concourant à la formation du résultat d'exploitation. Un changement de présentation est intervenu au cours de l'exercice 2004 et a consisté à rattacher les dites charges aux revenus nets de leasing. Rétroactivement, les comptes de résultat de l'exercice 2003 ont été retraités pour les besoins de la comparaison.

5. Les comptes de *Général Leasing* arrêtés au 31 décembre 2003 ont été audités par notre confrère KPMG. Ainsi, les soldes d'ouverture de l'exercice 2004 n'ont pas fait l'objet de notre part de diligences particulières d'audit, à l'exception :

- de l'appréciation de la validité des garanties réelles consenties, antérieurement à

l'exercice, et considérées dans l'évaluation des risques d'insolvabilité des créances classées au 31 décembre 2004 ;

- des intérêts impayés durant les exercices antérieurs par les relations classées au 31 décembre 2004, indûment constatés parmi les produits des dits exercices ;
- des montants portés en 2003 en soustraction de la rubrique « clients et comptes rattachés », représentant des sommes encaissées effectivement en 2003 au titre d'opérations d'intermédiation injustement assimilées à des opérations de leasing.

6. Les procédures administratives, financières, comptables et informatiques ont fait l'objet d'un rapport d'évaluation du système de contrôle interne qui a été remis à la direction générale de la *Général Leasing* le 19 février 2005. Il fait partie intégrante de notre présent rapport.

7. Nous avons assisté aux opérations d'inventaire physique des valeurs au 31 décembre 2004, et avons relevé, sur un échantillon sélectionné de 88 contrats, l'indisponibilité de 3 chaînes d'effets et l'absence d'indication d'échéances sur 29 autres.

8. Nos travaux ont été limités par suite à l'inobservation par la *Général Leasing* des dispositions de l'article 17 de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996 et particulièrement par l'absence de procédures de vérification matérielle des immobilisations données en location.

9. L'étendue de nos investigations a été limitée par l'indisponibilité de rating et/ou d'informations actualisées sur la situation financière des relations de la *Général Leasing*, dont les engagements auprès du secteur se situent au delà des seuils fixés par l'article 2 de la circulaire 2001-12 de la Banque Centrale de Tunisie.

10. Les insuffisances de provisions, dégagées au terme de l'exercice précédent pour 2.100.000 DT, ont été imputées postérieurement à la date de clôture de l'exercice sur les fonds propres de la *Général Leasing*, en déduction des réserves pour risques divers, à concurrence de 700.000 DT, et des autres réserves, à concurrence de 1.400.000 DT. Ces imputations décidées par l'Assemblée Générale de la *Général Leasing* du 28 juin 2004, n'ont pas été traduites rétroactivement dans les comptes de l'exercice 2003. Conséquemment, la présentation comparée des états financiers 2003-2004 se trouve être affectée et les capitaux propres au titre de 2003, indûment majorés de 2.100.000 DT.

11. Les pertes dues à la radiation de créances, constatées pour 2.539.710 DT, sont présentées parmi les autres pertes ordinaires, en dehors des éléments concourant à la formation du résultat d'exploitation. Cette présentation revêt, à notre avis, un caractère inapproprié, d'autant, qu'il s'agit de créances couvertes antérieurement à l'exercice par des provisions constatées parmi les charges d'exploitation de la *Général leasing*.

12. Des effets non échus à la date de clôture, représentant les loyers futurs d'immobilisations baillées, ont fait l'objet d'escompte en valeur au terme de l'exercice audité pour 2.143.260 DT. Cette opération, inscrite au bilan de la *Général Leasing* au débit de la rubrique liquidités et équivalents de liquidités en contrepartie de la rubrique concours bancaires et autres passifs financiers, fait double emploi avec les engagements futurs de la clientèle figurant sous la rubrique immobilisations destinées à la location.

Conséquemment, l'actif de la *Général Leasing* ainsi que le solde de la rubrique liquidités et équivalents, se trouvent être artificiellement majorés à concurrence du montant sus indiqué.

13. Les engagements hors bilan, présentés parmi les notes aux états financiers sous le n° 19, se composent d'engagements donnés pour 9.670.513 DT et d'autres reçus pour 23.834.356 DT.

Ces montants dépassent le niveau réel des engagements de la *Général Leasing* de 71.500 DT au titre des engagements donnés et de 4.537.232 DT au titre des engagements reçus. Ces différences sont principalement liées au défaut d'actualisation des garanties reçues de la clientèle, et représentent une majoration indue des engagements de la société.

14. Des transactions d'intermédiation, portant sur des opérations, en partie fictives, de fourniture et de montage d'équipements spécifiques, ont été injustement assimilées à des opérations de leasing et constatées comme telles parmi les comptes de la *Général Leasing* :

- Ces opérations, situées en dehors de l'objet social de la *Général Leasing*, ont porté sur des montants toutes taxes comprises de 4.442.291 DT en 2003 et de 31.011.000 DT en 2004 représentant les sommes payées par la Société à deux fournisseurs d'équipements spécifiques dont les articles sont destinés à être directement remis aux clients des dits fournisseurs moyennant paiement au comptant entre les mains de la *Général Leasing*.
- Les opérations en question ont été consenties moyennant la perception par la *Général Leasing* d'une marge de 1.360.923 DT, injustement intitulée « intérêts de leasing », et ont été réalisées moyennant l'octroi aux clients de l'avantage de la suspension de la TVA ; avantage, que la Société est en droit de consentir, estimons nous, seulement dans le cadre de contrat de leasing proprement dit, en application des disposition de l'article 19 de la loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001.
- Les diligences d'observation physique que nous avons accomplies les 28 et 29 avril 2005 pour nous assurer de la réalité des dites opérations nous ont révélé, sur un échantillon de 208 unités sélectionnées (23.765.550 DT), l'existence de 14 unités en activité (1.224.250 DT) et de 45 en cours de construction (4.682.000 DT) ; le reste, soit 149 unités (17.859.300 DT) sont ou inexistantes (58), ou introuvable en raison de l'ignorance invoquée par la Société de leurs lieux d'implantation (91).

En conséquence de ce qui précède, nous estimons, que les actifs immobilisés de la *Général Leasing*, figurent au bilan arrêté au 31 décembre 2004 pour une valeur d'origine de 30.045.111 DT supérieure à son niveau réel, que le montant des amortissements cumulés est indûment majoré de 11.918.674 DT, que le solde de la rubrique clients et comptes rattachés ainsi que celui des autres actifs courants sont minorés respectivement de 71.702 DT et de 268.494 et que les autres passifs courants sont majorés de 18.483.676 DT.

Corrélativement, les revenus bruts de leasing ainsi que les dotations aux amortissements des immobilisations en location, tels que figurant au niveau de l'état de résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2004, se trouvent être majorés respectivement de 12.538.942 DT et de 11.888.410 DT. La marge définitivement réalisée au titre des transactions d'intermédiation décrites ci-dessus porte sur 1.360.923 DT, dont 1.070.482 DT sont imputables aux opérations conclues en 2004, le reste soit, 290.441 DT le sont au titre de l'exercice 2003.

L'impact net avant impôts sur les résultats de l'exercice 2004 s'élève en conséquence à 697.435 DT dont 277.485 DT sont imputables aux exercices antérieurs. Consécutivement, les résultats de l'exercice et les capitaux propres d'ouverture se trouvent, à notre avis, minorés respectivement de 419.950 DT et de 277.485 DT.

Comparativement, les états financiers au titre de l'exercice 2003 renferment une majoration de la valeur d'origine des actifs immobilisés de 3.764.654 DT, des amortissements cumulés de 30.264 DT, des autres passifs courants de 3.888.431 DT, des revenus de 43.220 DT, et des dotations aux amortissements de 30.264 DT. Le solde de la rubrique « clients et comptes rattachés » renferme de son côté une minoration de 123.444 DT.

15. Se fondant sur l'assimilation à des « opérations de leasing » des transactions décrites aux paragraphe 14 ci-dessus, la *Général Leasing* a renoncé volontairement durant les exercices 2003 et 2004 au bénéfice de l'avantage de la suspension de la TVA en s'abstenant d'exiger de ses clients la production des attestations administratives lui permettant de bénéficier, à son tour, d'un tel avantage. L'irrecevabilité, estimons nous, de la qualification de « leasing » au titre des transactions précitées, risque fortement, à notre avis, de mettre à la charge de la Société la TVA, non collectée, injustement, auprès de ses clients, ou de la déchoir du droit à déduction de la TVA payée aux fournisseurs des dits clients.

Ce risque évalué à environ 5.653.086 DT, justifie, à notre avis, la constitution d'une provision pour charges fiscales d'égal montant. Les résultats de l'exercice se trouvent être, à notre avis, majorées à due concurrence.

16. Nous avons procédé à l'appréciation des risques inhérents aux engagements de la clientèle de la *Société Général Leasing* et à ses participations, conformément aux normes comptables et aux dispositions légales et réglementaires, notamment celles énoncées par les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie n°91-24, 93-23, 99-04 et 2001-12 datées respectivement du 17/12/1991, du 30/07/1993, du 19/03/1999 et du 04/05/2001.

En dehors des risques mentionnés dans le paragraphe 15 ci-dessus, les risques liés aux engagements de la clientèle et aux participations et devant donner lieu à une couverture par des provisions pour dépréciation portent au 31 décembre 2004 sur 19.622.749 DT dont 15.877 DT au titre des participations. En couverture des mêmes risques, la *Général Leasing* a constitué des provisions pour 15.037.868 DT réparties, au cas par cas, sur les créances et les participations et a réservé des agios pour 4.584.882 DT soit un total de 19.622.749 DT.

Exceptés les risques indiqués au paragraphe 15 ci-dessus, nous estimons en conséquence que les provisions constituées et les agios réservés par la *Général Leasing* couvrent au 31/12/2004 raisonnablement les risques inhérents aux engagements de sa clientèle et à ses participations.

Parmi ces provisions et agios réservés, 944.655 DT provenant d'une correction des modes d'évaluation des risques au titre des exercices antérieurs ont été rattachés aux dits exercices et enregistrés en déduction des fonds propres de la *Général Leasing* sous la rubrique « modification comptable ».

Cette correction n'a pas été traduite rétroactivement dans les comptes de l'exercice 2003.

Conséquemment, la présentation comparée des états financiers 2003-2004 se trouve être affectée à concurrence du montant de la correction précitée.

17. Nous avons accompli les diligences se rapportant à la pondération des actifs de la *Général Leasing* (classement) en conformité avec les normes professionnelles généralement acceptées et les termes des circulaires de la B.C.T n° 91-24, 93-23, 99-04 et 2001-12 datées respectivement du 17/12/1991, du 30/07/1993, du 19/03/1999 et du 04/05/2001. Compte tenu des éléments figurant dans les paragraphes 12 à 16 ci-dessus, les actifs pondérés de la *Général Leasing* portent au 31 décembre 2004 sur 128.359.301 DT dont 7.234.491 DT au titre des engagements hors bilan et représentent 82 % du total du bilan et des éléments hors bilan de la Société, diminués des avances proprement dites de la clientèle (2.877.183 DT), des quotes-parts des produits constatées d'avance, ainsi que des provisions constituées et des agios réservés au 31 décembre 2004. Les fonds propres de la Société, corrigés de l'impact de ce qui est mentionné aux paragraphes 14 et 15 ci-dessus, totalisent 9.544.281 DT et représentent environ 7,44 % du total des actifs pondérés.

18. En application des normes professionnelles généralement acceptées et des termes des circulaires de la B.C.T visées ci-dessus, nous avons procédé à l'étude, au cas par cas, de 80,47% des créances sur la clientèle. Notre étude a couvert 661 cas et a porté sur 136.505.797 DT pour un total de 169.627.097 DT (font partie des cas étudiés les clients des fournisseurs d'équipements spécifiques avec lesquels la Société a réalisé les transactions visées au paragraphe 14 ci-dessus, transactions que la *Général Leasing* a injustement considéré comme des « opérations de leasing » et incorporé parmi l'état de ses engagements).

La répartition par classe desdits engagements, dûment déduits de l'impact des transactions d'intermédiation visées au paragraphe 14 ci-dessus, se présente au 31/12/2004 comme suit :

Engagements courants (0)	Engagements nécessitant un suivi particulier (1)	Engagements incertains (2)	Engagements préoccupants (3)	Engagements compromis (4)
80.903.499	29.626.377	6.994.225	7.557.131	28.293.734

19. Par référence aux circulaires de la B.C.T précédemment visées, nous avons procédé à l'étude de la division des risques et avons constaté que les engagements pondérés de 38 relations dépassent individuellement le seuil de 5% des fonds propres sans que leur total n'atteigne la limite de 5 fois les fonds propres de la *Général Leasing*. Nous avons constaté également que les engagements pondérés de 6 relations dépassent individuellement le seuil de 15% des fonds propres sans que leur total n'atteigne la limite de 2 fois les mêmes fonds propres de la Société, nous avons relevé en outre que les engagements d'une relation (un groupe de sociétés) dépassent la limite de 25% des fonds propres de la *Général Leasing*, ce dépassement est contraire aux prescriptions du paragraphe 2 de la circulaire de la B.C.T n° 99-04 du 19 mars 1999.

En application des termes des mêmes circulaires de la B.C.T, nous avons procédé à l'étude de la division des risques relatifs aux engagements des membres du Conseil d'Administration et des actionnaires possédant plus de 10% du capital social. Il appert que le total de ces engagements est inférieur à la limite fixée par les textes de référence ci-dessus visés.

20. A notre avis, en raison de l'incidence des questions exposées dans les paragraphes ci-avant, les états financiers arrêtés au 31 décembre 2004 de la Société *Général Leasing*, tels que figurant aux pages 11 à 43 de notre présent rapport ne présentent pas sincèrement dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société *Général Leasing* au 31 décembre 2004 ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables généralement acceptées.

21. En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons procédé à l'examen du rapport du Conseil d'Administration et du projet des résolutions soumises à l'Assemblée Générale.

Nous estimons que les informations contenues dans ledit rapport ne reflètent pas sincèrement la situation financière de la société au 31 décembre 2004 et que la première et la deuxième résolutions proposées à l'Assemblée Générale des actionnaires, prévue pour le 28 juin 2005, sont irrégulières et renferment des infractions prévues par le code des sociétés commerciales.

Ahmed Mansour





Ahmed Mansour & Associés
51 Avenue Aboulbaba El Ansari
El Menzah VI
2091 - Tunis
Tunisia

Tel: +216 71 755 755
Fax: +216 71 766 692
amansour@deloitte.com.tn
www.deloitte.com.tn

Tunis le 30 mai 2004

Messieurs les actionnaires de la *Société Général Leasing*

En application des dispositions de l'article 29 de la Loi n° 65-2001 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit et de l'articles 200 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons l'honneur de vous informer que votre conseil d'administration ne nous a avisé d'aucune convention conclue par la Société entrant dans le domaine d'application des articles précités.

Nous avons également l'honneur de vous informer que nous n'avons pas relevé à l'occasion de nos travaux de commissariat aux comptes de conventions conclues par la Société telles que prévues par les textes de loi sus-indiqués.

Ahmed Mansour

Ahmed Mansour & Associés
51 Avenue Aboulbaba El Ansari
El Menzah VI
2091 - Tunis
Tunisia

Tél: +216 71 755 755
Fax: +216 71 766 692
amansour@deloitte.com.tn
www.deloitte.com.tn.

Tunis le 13 décembre 2005

Messieurs les actionnaires de la *Société Général Leasing*

1. En exécution de la mission de commissaire aux comptes que vous avez bien voulu nous confier lors de votre Assemblée Générale du 28 juin 2004, et sur la base des états financiers arrêtés par votre conseil d'administration du 23 mai 2005 nous avions remis à votre attention le 30 mai 2005 notre rapport général et notre rapport spécial au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2004.
2. Réuni le 14 novembre 2005, votre conseil d'administration a décidé d'arrêter de nouveaux états financiers au titre du même exercice clos le 31 décembre 2004. Ces états financiers nouvellement arrêtés relèvent également de la responsabilité du conseil d'administration.
3. Cette décision nous a été notifiée formellement en date du 24 novembre 2005.

4. A la lumière des corrections comptables apportées aux états financiers par le conseil d'administration de la *Société Général Leasing* nous estimons que le bilan, l'état de résultats, l'état des flux de trésorerie et les notes aux états financiers soumis à votre assemblée générale du 15 décembre 2005 tiennent compte, dans leur version actuelle, des aspects comptables des qualifications présentées dans notre rapport du 30 mai 2005 notamment celles figurant aux paragraphes 10, 11, 12, 13, 14 et 15 ainsi qu'aux alinéas 5 et 6 du paragraphe 16. Pour les autres aspects réglementaires, leur impact découlera des résultats des procédures judiciaires en cours.

5. Ces nouvelles donnes nous autorisent en conséquence, estimons nous, à reformuler notre opinion exprimée dans notre rapport du 30 mai 2005 en la remplaçant comme suit :

Compte tenu des diligences que nous avons accomplies et sous réserve de ce qui est mentionné au paragraphe 4 ci-dessus et aux paragraphes 7 à 9 de notre rapport du 30 mai 2005, nous estimons que les états financiers tels que figurant aux pages 4 à 36 du présent additif présentent sincèrement dans tout leurs aspects significatifs, la situation financière de la *Société Général Leasing* au 31 décembre 2004 ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables généralement acceptées.

6. En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons procédé à l'examen des informations sur les comptes figurant dans le rapport du Conseil d'Administration. Excepté ce qui est mentionné au paragraphe 4 et 5 ci avant, ces informations n'appellent pas de notre part de remarque particulière.

Ahmed Mansour



Audit.Tax.Consulting.Corporate Finance.

Member of
Deloitte Touche Tohmatsu



Ahmed Mansour & Associés
51 Avenue Aboubaba El Ansari
El Menzah VI
2091 - Tunis
Tunisia

Tél: +216 71 755 755
Fax: +216 71 766 692
amansour@deloitte.com.tn
www.deloitte.com.tn

Tunis le 21 juin 2006

Messieurs les actionnaires de la *Société Général Leasing*

En exécution de la mission que vous avez bien voulu nous confier lors de votre Assemblée Générale du 28 juin 2004, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2005.

1. Nous avons audité le bilan de la *Société Général Leasing* au 31 décembre 2005, ainsi que l'état de résultats, l'état des flux de trésorerie et les notes aux états financiers pour l'exercice clos à la même date ; ces états relèvent de la responsabilité du Conseil d'Administration de la *Général Leasing*. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion indépendante sur ces états financiers sur la base de notre audit.

2. Nous avons effectué notre audit selon les normes généralement admises, ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers, considérés dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'audit comprend l'examen, par sondage, des éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par le Conseil d'Administration, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble.

3. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

4. Nous avons vérifié l'observation par la *Général Leasing* de la convention comptable de la permanence des méthodes. A ce sujet, nous avons relevé ce qui suit :

Des contrats de leasing non soldés au 31 décembre 2004 portant sur des équipements spécifiques donnés en location dont la valeur nette comptable totalisait à la même date 1.018.334 DT ont fait l'objet d'annulation au cours de l'exercice précédent en raison de la constatation de l'inexistence des biens en question. Cette opération avait eu pour effet de réduire d'égal montant la valeur nette des actifs immobilisés de la société en contrepartie des avances reçues des clients pour 258.567 DT et d'une perte exceptionnelle pour la différence soit 759.767 DT.

Au cours de l'exercice audité, les écritures enregistrées en 2004 ont été rétroactivement contrepassées et la perte exceptionnelle remplacée à due concurrence par des provisions. En conséquence les états financiers au titre de l'exercice 2004, présentés comparativement à ceux de l'exercice audité, ont été retraités.

Audit.Tax.Consulting.Corporate Finance.

Member of
Deloitte Touche Tohmatsu

Nous estimons que de telles corrections, effectuées en conformité avec les prescriptions de la norme comptable n° 11, sont de nature à préserver davantage les intérêts de la société. Des poursuites ont été engagées par la société contre les clients et les fournisseurs des équipements concernés.

5. Les procédures administratives, financières, comptables et informatiques ont fait l'objet d'un rapport d'évaluation du système de contrôle interne qui a été remis sous forme de projet à la direction générale de la *Général Leasing* le 21 avril 2006, et sous sa forme définitive le 19 juin 2006. Dans ce rapport nous avons signalé notamment la nécessité d'asseoir la répartition des immobilisations destinées à la location, entre équipements spécifiques et équipements standards, sur des critères de distinction prédéfinis permettant la détermination annuelle de la valeur des garanties en tenant compte de la nature réelle des biens en question et par référence à des normes homogènes et régulières.

Nos conclusions consignées dans le rapport d'évaluation du système de contrôle interne font partie intégrant de notre présent rapport

6. Nous avons assisté à l'inventaire physique de la caisse au 31 décembre 2005.

7. Nos travaux ont été limités par :

- L'absence de procédures de vérification matérielle des immobilisations données en location. Cette omission constitue un cas d'inobservation, par la *Général Leasing*, des dispositions de l'article 17 de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996.

Il en est de même des effets en portefeuille qui n'ont pas donné lieu à un inventaire physique à la date de clôture. Ces valeurs ont été, d'après les déclarations des responsables de la société, inventorier postérieurement au 31 décembre de l'exercice audité, opération dont nous n'avons pas été avisés et à laquelle nous n'avons pas assisté. L'inventaire en question, faute d'avoir été documenté n'a pu être vérifié.

- L'indisponibilité de rating et/ou d'informations actualisées sur la situation financière des relations de la *Général Leasing*, dont les engagements auprès du secteur se situent au delà des seuils fixés par l'article 2 de la circulaire 2001-12 de la Banque Centrale de Tunisie.

8. Des équipements spécifiques donnés en location n'ont pas été retrouvés sur les sites d'implantation des projets tels que spécifiés dans les contrats de leasing correspondants. Ces contrats totalisent en principal 309.213 DT dont 293.268 DT demeurent au 31 décembre 2005 dus par les clients de la société.

Conséquemment la société a couvert le risque de contrepartie correspondant à concurrence de ladite créance, et a engagé des poursuites judiciaires contre les débiteurs et les fournisseurs concernés.

9. Nous avons procédé à l'appréciation des risques inhérents aux engagements de la clientèle de la Société *Général Leasing* et à ses participations, conformément aux normes comptables et aux dispositions légales et réglementaires, notamment celles énoncées par les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie n°91-24, 93-23, 99-04 et 2001-12 datées respectivement du 17/12/1991, du 30/07/1993, du 19/03/1999 et du 04/05/2001.

Les risques liés aux engagements de la clientèle et aux participations et devant donner lieu à une couverture par des provisions pour dépréciation portent au 31 décembre 2005 sur 30.028.134 DT dont 83.384 DT au titre des participations. En couverture des mêmes risques, la *Général Leasing*

a constitué des provisions pour 24.039.414 DT réparties, au cas par cas, sur les créances et les participations et a réservé des agios pour 5.988.720 DT soit un total de 30.028.134 DT.

Nous estimons en conséquence que les provisions constituées et les agios réservés par la *Général Leasing* couvrent au 31/12/2005 raisonnablement les risques inhérents aux engagements de sa clientèle et à ses participations.

10. Nous avons accompli les diligences se rapportant à la pondération des actifs de la *Général Leasing* (classement) en conformité avec les normes professionnelles généralement acceptées et les termes des circulaires de la B.C.T n° 91-24, 93-23, 99-04 et 2001-12 datées respectivement du 17/12/1991, du 30/07/1993, du 19/03/1999 et du 04/05/2001.

Les actifs pondérés de la *Général Leasing* portent au 31 décembre 2005 sur 102.529.138 DT dont 2.025.078DT au titre des engagements hors bilan et représentent 79 % du total du bilan et des éléments hors bilan de la Société, diminués des avances de la clientèle (2.192.064 DT), des quotes-parts des produits constatées d'avance, ainsi que des provisions constituées et des agios réservés au 31 décembre 2005. Les fonds propres de la Société totalisent 4.257.490 DT et représentent environ 4,15 % du total des actifs pondérés.

11. En application des normes professionnelles généralement acceptées et des termes des circulaires de la B.C.T visées ci-dessus, nous avons procédé à l'étude, au cas par cas, de 80,07% des créances sur la clientèle. Notre étude a couvert 765 cas et a porté sur 109.008.452 DT pour un total de 136.136.487 DT.

La répartition par classe desdits engagements se présente au 31/12/2005 comme suit :

Engagements courants (0)	Engagements nécessitant un suivi particulier (1)	Engagements incertains (2)	Engagements préoccupants (3)	Engagements compromis (4)
55.308.601	20.093.404	8.024.785	12.241.146	40.468.551

12. Par référence aux circulaires de la B.C.T précédemment visées, nous avons procédé à l'étude de la division des risques et avons constaté que les engagements pondérés de 78 relations dépassent individuellement le seuil de 5% des fonds propres et que leur total dépasse la limite de 5 fois les fonds propres de la *Général Leasing*. Nous avons constaté également que les engagements pondérés de 14 relations dépassent individuellement le seuil de 15% des fonds propres et que leur total dépasse à son tour la limite de 2 fois les mêmes fonds propres de la Société, nous avons relevé enfin que les engagements de 10 relations dont 8 groupes de sociétés dépassent la limite de 25% des fonds propres de la *Général Leasing*. ces dépassements sont contraires aux prescriptions des articles 1 et 2 de la circulaire de la B.C.T n° 91-24 du 17 décembre 1991 tels que modifiés par les textes subséquents.

En application des termes des mêmes circulaires de la B.C.T, nous avons procédé à l'étude de la division des risques relatifs aux engagements des membres du Conseil d'Administration et des actionnaires possédant plus de 10% du capital social. Il appert que le total de ces engagements est inférieur à la limite fixée par les textes de référence ci-dessus visés.

13. Compte tenu des diligences que nous avons accomplis, et sous réserve de ce qui est mentionné au paragraphe 7 ci-dessus nous estimons que les états financiers arrêtés au 31 décembre 2005 de la Société *Général Leasing*, tels que figurant aux pages 9 à 40 de notre présent rapport présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société *Général Leasing* au 31 décembre 2005 ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables généralement acceptées.

14. En déduction des capitaux propres figure un montant de 70.460 DT représentant la valeur des actions de la société achetées par elle-même. L'acquisition et la conservation par la société de ses propres titres exigent, outre la réunion des conditions de fond prévues par l'article 19 de la loi 94-117, l'autorisation préalable et annuelle de l'assemblée générale des actionnaires. Les conditions de fond et de forme, en question, n'ont pas été observées par la société au titre de l'exercice audité.

15. En application des disposition de l'article 388 du code des sociétés commerciales, nous vous informons que les pertes cumulées subies par la société jusqu'au 31 décembre 2005 dépassent de de 3% la moitié du capital social.

L'augmentation de capital de 2.500.000 DT décidée au cours de l'exercice 2005 et réalisée durant les premiers mois de l'exercice 2006 a eu pour effet de situer les dites pertes à un niveau inférieur à 50% du capital social.

16. En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons procédé à l'examen du rapport du Conseil d'Administration et du projet des résolutions soumises à l'Assemblée Générale.

Les informations sur les comptes contenues dans ledit rapport n'appellent pas de notre part de remarques particulières.

Ahmed Mansour

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Ahmed Mansour", is placed over a faint watermark that reads "LOMBARD LOVETTE COMMISSEUR AUX COMPTES" and "CLASSEMENT DÉFINITIF 2005".

Ahmed Mansour & Associés
51 Avenue Aboulbaba El Ansari
El Menzah VI
2091 - Tunis
Tunisia

Tél: +216 71 755 755
Fax: +216 71 766 692
amansour@deloitte.com.tn
www.deloitte.com.tn

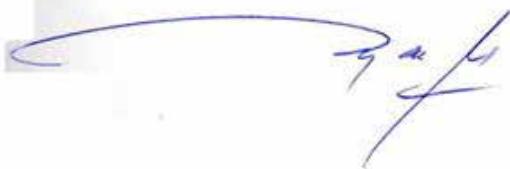
Tunis le 21 juin 2006

Messieurs les actionnaires de la *Société Général Leasing*

En application des dispositions de l'article 29 de la Loi n° 65-2001 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit et de l'articles 200 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons l'honneur de vous informer que votre conseil d'administration ne nous a avisé d'aucune convention conclue par la Société entrant dans le domaine d'application des articles précités.

Nous avons également l'honneur de vous informer que nous n'avons pas relevé à l'occasion de nos travaux de commissariat aux comptes de conventions conclues par la Société telles que prévues par les textes de loi sus-indiqués.

Ahmed Mansour



Chapitre 2 : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPERATION DE REDUCTION ET D'AUGMENTATION DE CAPITAL

2.1 Renseignements relatifs à l'opération

2-1-1 Décisions à l'origine de la réduction et de l'augmentation de capital :

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 23 janvier 2008 a décidé :

- Dans sa première résolution, de réduire le capital social d'ATTIJARI LEASING d'un montant de 3 750 000 dinars pour le faire passer de 12 500 000 dinars à 8 750 000 dinars ;
- Dans sa deuxième résolution, d'augmenter le capital social de la société d'un montant de 12 000 000 dinars pour le porter de 8 750 000 dinars à 21 250 000 dinars.
- Dans sa troisième résolution, de donner au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ces deux opérations successivement.

Usant des pouvoirs qui lui ont été attribués, le conseil d'administration d'ATTIJARI LEASING a fixé lors de sa réunion du 18 février 2008 les conditions et les caractéristiques de ces opérations qui sont les suivantes :

2-1-2 Caractéristiques de la réduction du capital

Le capital social sera réduit à concurrence de 3 750 000 dinars et ramené de 12 500 000 dinars à 8 750 000 dinars, et ce par l'annulation de 375 000 actions de nominal 10 dinars chacune.

Le nombre d'actions composant le capital social d'ATTIJARI LEASING sera ainsi ramené de 1 250 000 actions anciennes à 875 000 actions nouvelles de valeur nominale 10 dinars chacune.

L'annulation des 375 000 actions anciennes se fera à raison de 3 actions anciennes pour 10 actions anciennes détenues.

Traitements des rompus :

En vue de la réalisation de l'opération de réduction du capital et afin d'éviter l'existence d'actions anciennes rompues, les actionnaires d'ATTIJARI LEASING peuvent, à partir de la date de publication au JORT de l'avis de l'augmentation de capital, vendre ou acheter des actions anciennes ATTIJARI LEASING de façon à avoir un multiple de 10 actions anciennes le jour de la réduction du capital de la société et de la conversion des actions anciennes en actions nouvelles prévue pour le 18 Avril 2008

Pour faciliter cette opération, ATTIJARI BANK, principal actionnaire dans le capital d'ATTIJARI LEASING, s'engage à acheter et vendre des actions anciennes de manière à permettre à chaque actionnaire d'atteindre un multiple de 10 actions anciennes.

Le jour de la réduction du capital, la STICODEVAM procédera à la conversion des actions anciennes inscrites sur ses livres dans les comptes des intermédiaires en Bourse en actions nouvelles à raison de 7 actions nouvelles pour 10 actions anciennes.

A partir de cette date, les actions nouvelles issues de l'opération de réduction du capital seront négociées en Bourse séparément des actions anciennes.

Jouissance des actions nouvelles :

Les actions nouvelles issues de la réduction du capital porteront jouissance en dividendes à partir du 1er janvier 2007.

But de la réduction du capital :

Cette réduction du capital a pour but de rétablir l'équilibre entre le capital et l'actif de la société afin de se conformer aux dispositions de l'article 388 du code des sociétés commerciales et de l'article 20 de la loi 2001- 65 relative aux établissements de crédit, étant donné que les fonds propres d'ATTIJARI LEASING sont devenus en deçà de la moitié de son capital en raison des pertes.

2-1-3 Caractéristiques de l'augmentation du capital

Le capital sera augmenté de 12 500 000 dinars par souscription en numéraire

Nombre d'actions à émettre	: 1 250 000 actions nouvelles à souscrire en numéraire
Valeur nominale des actions	: 10 dinars
Forme des actions	: Nominative
Catégorie	: Ordinaire

2-1-4 Prix d'émission

Les actions nouvelles à souscrire en numéraire seront émises à la valeur nominale, soit 10 dinars l'action, à libérer en totalité à la souscription.

2-1-5 Droit préférentiel de souscription

La souscription aux 1 250 000 actions nouvelles à souscrire en numéraire sera réservée en priorité aux anciens actionnaires propriétaires d'actions nouvelles issues de la réduction du capital, ainsi qu'aux cessionnaires de droits de souscriptions en Bourse, tant à titre irréductible qu'à titre réductible.

L'exercice de ce droit s'effectue de la manière suivante :

A titre irréductible

A raison de dix (10) actions nouvelles à souscrire en numéraire pour sept (7) actions nouvelles (détenues après la réduction de capital). Les actionnaires qui n'auront pas un nombre d'actions nouvelles issues de la réduction du capital, correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles à souscrire en numéraire, pourront soit acheter soit vendre en Bourse les droits de souscription formant les rompus sans qu'il puisse en résulter une souscription indivise. ATTIJARI LEASING ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

A titre réductible

En même temps qu'ils exercent leurs droits à titre irréductible, les propriétaires d'actions nouvelles issues de la réduction du capital, et/ou les cessionnaires de droits de souscription pourront, en outre, souscrire à titre réductible, le nombre d'actions nouvelles à souscrire en numéraire qu'ils veulent. Leurs demandes seront satisfaites en utilisant les actions nouvelles à souscrire en numéraire qui n'auraient pas été absorbées par les demandes à titre irréductible. Chaque demande sera satisfaite au prorata du nombre de ses droits de souscription exercés à titre irréductible et en fonction du nombre d'actions nouvelles à souscrire en numéraire disponibles.

2-1-6 Période de souscription

La souscription aux actions nouvelles à souscrire en numéraire est réservée, en priorité, aux anciens actionnaires détenteurs des actions composant le capital social après l'opération de réduction et aux cessionnaires de droits de souscription en Bourse, tant à titre irréductible que réductible, à raison de dix (10) actions nouvelles à souscrire en

numéraire pour sept (7) actions nouvelles détenues après la réduction du capital et ce, du 22 avril au 06 mai 2008 inclus*.

2-1-7 Etablissements domiciliataires

Les souscriptions seront reçues et les versements effectués, sans frais, auprès de tous les intermédiaires en bourse.

En souscrivant, il devra être versé par action nouvelle souscrite le montant de 10 dinars représentant la valeur nominale de l'action.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés dans un compte indisponible ouvert à ATTIJARI BANK Agence les Berges du Lac sous le n° **04015101404200177804**

Après répartition, les sommes restant disponibles sur les fonds versés, à l'appui des souscriptions à titre réductible, non satisfaites, seront remboursées, sans intérêts, au guichet qui aura reçu les souscriptions dans un délai ne dépassant pas les 10 jours à partir de la date de clôture des souscriptions à titre préférentiel, soit au plus tard le 16 mai 2008.

2-1-8 Modalités et délais de délivrance des titres :

Le souscripteur recevra une attestation de propriété des actions nouvelles souscrites délivrée par le centralisateur de la valeur ATTIJARI LEASING et ce, dès la clôture de la souscription.

Le propriétaire d'actions anciennes que des transactions entre intermédiaires en Bourse n'auraient pas régularisées jusqu'à l'accomplissement des formalités de réalisation de l'opération de réduction du capital, recevra de son intermédiaire en Bourse une attestation de propriété délivrée par SUD INVEST, centralisateur de la valeur ATTIJARI LEASING indiquant le nombre d'actions anciennes inscrites en son nom.

2-1-9 Jouissance des actions nouvelles souscrites :

Les 1 250 000 actions nouvelles souscrites en numéraire porteront jouissance en dividendes à partir du 1^{er} janvier 2008.

2-1-10 Mode de placement :

Les actions nouvelles à souscrire en numéraire seront réservées en priorité aux anciens actionnaires détenteurs des actions composant le capital social après la réduction et/ou aux cessionnaires de droits de souscription en Bourse.

2-1-11 But de l'émission:

La réduction du capital social d'ATTIJARI LEASING ne permet pas à elle seule à la société de se conformer aux dispositions de l'article 388 du code des sociétés commerciales et de l'article 20 de la loi 2001- 65 relative aux établissements de crédits.

Ainsi, cette augmentation de capital s'inscrit dans le cadre de la recapitalisation d'ATTIJARI LEASING et de la consolidation de ses fonds propres en vue de se conformer aux obligations légales et à celles des autorités de tutelle en ce qui concerne les ratios spécifiques au secteur de leasing.

* Les actionnaires et ou cessionnaires des droits préférentiels de souscription n'ayant pas exercé ou chargé leurs dépositaires d'exercer leurs droits avant la séance de Bourse du 06 mai 2008 sont informés que leurs dépositaires procéderont à la vente de leurs droits non exercés pendant la dite séance.

2-2 Renseignements généraux sur les valeurs mobilières émises:

2-2-1 Droits attachés aux valeurs mobilières offertes :

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices revenant aux actionnaires à une part proportionnelle au nombre d'actions émises.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité seront prescrits conformément à la loi.

Chaque membre de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire a autant de voix qu'il possède et représente d'actions nouvelles et /ou nouvelles souscrites, sans limitation sauf exceptions légales.

2-2-2 Régime de négociabilité :

Les actions sont librement négociables

2-2-3 Régime fiscal applicable

Les dividendes des actions sont exonérés de l'impôt

2-3 Marché des titres:

Les actions ATTIJARI LEASING sont négociables sur le marché principal de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis. Par ailleurs, il n'y a pas de titres de même catégorie qui sont négociés sur les marchés étrangers.

2-3-1 Cotation en bourse des actions anciennes :

Les actions anciennes que les transactions entre intermédiaires en Bourse n'auraient pas régularisées seront négociables en Bourse à partir du 18 avril 2008, date de la réduction du capital, séparément des actions nouvelles issues de la réduction du capital, jusqu'à la date de leur régularisation.

2-3-2 Cotation en bourse des actions nouvelles après réduction du capital :

Les 875 000 actions nouvelles composant le capital d'ATTIJARI LEASING après l'opération de réduction seront négociables en Bourse à partir du 22 avril 2008, droits de souscription détachés.

2-3-3 Cotation en bourse des actions nouvelles souscrites :

Les 1 250 000 actions nouvelles à souscrire en numéraire seront négociables en bourse à partir de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire et la publication de la notice conséquente au JORT et aux bulletins officiels du CMF et de la BVMT et aux quotidiens de la place, séparément des actions nouvelles issues de la réduction du capital jusqu'à la date de mise en paiement des dividendes de l'exercice 2007, date à partir de laquelle elles seront assimilées aux actions nouvelles issues de la réduction du capital

2-3-4 Cotation en bourse des droits de souscription

Les négociations en bourse sur les droits de souscription auront lieu à partir du 22 avril jusqu'au 06 mai 2008 Inclus*. Il est à préciser qu'aucune séance de régularisation ne sera organisée au delà des délais précités.

* Les actionnaires et ou cessionnaires des droits préférentiels de souscription n'ayant pas exercé ou chargé leurs dépositaires d'exercer leurs droits avant la séance de Bourse du 06 mai 2008 sont informés que leurs dépositaires procéderont à la vente de leurs droits non exercés pendant la dite séance.

2-4 Tribunaux compétents en cas de litige :

Tout litige pouvant surgir suite à la présente augmentation de capital seront de la compétence exclusive des tribunaux de Tunis.

2-5 Prise en charge par la STICODEVAM :

Les actions anciennes d'ATTIJARI LEASING seront prises en charge par la STICODEVAM sous le code ISIN « TN0006610141 » à partir du 18 avril 2008, date de la réduction du capital.

Les actions nouvelles issues de l'opération de réduction du capital sont prises en charge par la STICODEVAM sous le code ISIN « TN0006610018 ».

Les actions nouvelles souscrites seront prises en charge par la STICODEVAM sous le code ISIN « TN0006610166 » à partir de la réalisation définitive de l'augmentation du capital en numéraire.

Les droits de souscriptions seront pris en charge par la STICODEVAM sous le code ISIN « TN0006610158 » durant la période de souscription préférentielle, soit à partir du 22 avril jusqu'au 6 mai 2008 inclus.

A cet effet, la STICODEVAM assurera les règlements/livraisons sur les dits droits et actions négociés en bourse.

Chapitre 3 : RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT ATTIJARI LEASING ET SON CAPITAL

3-1 Renseignements de caractère général concernant Attijari Leasing

3-1-1 Dénomination et siège social :

Dénomination sociale : ATTIJARI LEASING*

Siège Social	: Rue du Lac d'Annecy, 1053 Les Berges du Lac.
Téléphone	: 71 862 122
Fax	: 71 861 545
Email	: general.leasing@planet.tn
Web	: www.generaleleasing-tunisie.com

3-1-2 Forme juridique et législation particulière applicable :

ATTIJARI LEASING, est une société anonyme régie par la loi 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit telle que modifiée par la loi 2006-19 du 02 mai 2006. Elle est également régie par les dispositions des lois 94-89 et 94-90 du 26 Juillet 1994 relatives au leasing.

3-1-3 Date de constitution et durée :

ATTIJARI LEASING a été constituée le 13 décembre 1994 pour une durée de 99 ans.

3-1-4 Objet social :

La société a pour objet principal d'effectuer des opérations de leasing portant sur des biens immobiliers et mobiliers à usage professionnels, industriels, commercial, agricole, de pêche ou de service.

Elle peut effectuer aussi des opérations d'affacturage (factoring).

Elle peut également effectuer toutes opérations financières, industrielles, commerciales et mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus.

La prise de participation ou d'intérêt dans toutes sociétés ou opérations quelconques par voie de fusion, apports, souscriptions, achats, de titres et droits sociaux, constitution de sociétés nouvelles ou de tout autre manière.

3-1-5 Registre de commerce :

Le numéro d'immatriculation au registre de commerce : B125651997

3-1-6 Exercice Social:

Une année, allant du 1^{er} Janvier au 31 décembre.

3-1-7 Nationalité :

Tunisienne

* Sur proposition du conseil d'administration réuni le 26/12/2007, l'AGE tenue le 23/01/2008 a approuvé la modification de la dénomination sociale de la société en « ATTIJARI LEASING » au lieu de GENERAL LEASING

3-1-8 Régime Fiscal :

Droit commun régissant la fiscalité des sociétés de leasing et particulièrement les lois 94-90 du 26 juillet 1994 portant dispositions fiscales relatives au leasing.

La loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001, notifiant la déduction des amortissements financiers en remplacement des amortissements ordinaires par les sociétés du leasing.

La loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008, notifiant la suppression de la déduction des amortissements financiers pour les entreprises exerçant l'activité de leasing pour les contrats conclus à partir du 1er janvier 2008.

3-1-9 Matricule fiscal :

496311P/A/M/000

3-1-10 Lieu où peuvent être consultés les documents relatifs à la société :

Siège social de la société, sise à la Rue du Lac d'Annecy- 1053 Les Berges du Lac.

3-1-11 Responsable chargé de l'information et des relations avec les actionnaires, les obligataires, le CMF, la BVMT et la STICODEVAM :

Mme Olfa BEN ABDALLAH – Chef du département financier d'Attijari Leasing
Tél : 71 862 122 Fax : 71 861 545

3-1-12 Clauses statutaires particulières :

REPARTITION STATUTAIRE DES BÉNÉFICES : (Article 44 des statuts tel que modifié par l'AGE du 27/09/2007)

Les produits annuels de la Société constatés par l'inventaire, après déduction des dépenses d'exploitation, des frais généraux, des charges fiscales et financières, de tous amortissements, de toutes provisions pour risques divers ainsi que les prélèvements nécessaires pour la constitution de tous fonds de prévoyance que le conseil jugera utile, constituent les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices après affectation, s'il y a lieu, à l'extinction des pertes des exercices antérieurs, il est prélevé :

- ✓ 5% (cinq pour cent) au moins pour la constitution du fonds de réserves légales. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve a atteint une somme égale à un dixième du capital social, mais reprend son cours si cette réserve vient à être entamée.
- ✓ La somme nécessaire pour servir aux actions un premier dividende de 6% sur le capital libéré et non amorti, sans que, si les bénéfices d'une année n'en permettent pas le paiement, les actionnaires puissent le réclamer sur les bénéfices de l'année subséquente.

Les dividendes sont payés aux époques et aux lieux fixés par le conseil d'administration, entre les mains des porteurs de titres.

Ceux non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité sont prescrits.

La société s'engage à conformer l'article 44 de ses statuts aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales.

ASSEMBLÉES GENERALES (Article 30,31 et 35 des statuts)

Convocation des Assemblées. (Article 30 des statuts)

Les actionnaires sont réunis, chaque année, en Assemblée Générale Ordinaire par le Conseil d'Administration dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice aux jours, heure et lieu indiqués par l'avis de convocation et ce, pour :

- Contrôler les actes des gestions de la société ;
- Approuver, selon les cas, les comptes de l'exercice écoulé ;
- Prendre les décisions relatives aux résultats après avoir pris connaissance du rapport du commissaire aux comptes et du conseil d'administration.

Les Assemblées Générales peuvent être convoquées extraordinairement, soit par le Conseil d'Administration, soit par les Commissaires aux comptes, soit par un mandataire nommé par le tribunal, en cas d'urgence. D'autre part, le Conseil est tenu de convoquer l'Assemblée Générale lorsque la demande lui en est adressée par un ou plusieurs actionnaires représentant quinze pour-cent (15%) au moins du capital social.

L'Assemblée Générale Ordinaire ou Extraordinaire est convoquée par un avis publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et dans deux quotidiens, dont l'un en langue arabe, dans le délai de quinze jours avant la date fixée pour la réunion. L'avis indiquera la date et le lieu de la tenue de la réunion ainsi que l'ordre du jour.

Droits de siéger à une Assemblée Générale. (Article 31 des statuts)

Les titulaires de 10 actions au moins, libérées des versements exigibles, peuvent seuls assister à l'Assemblée Générale sur justification de leur identité ou s'y faire représenter.

Les titulaires de moins de 10 actions peuvent se regrouper et se faire représenter par l'un d'eux muni des pouvoirs nécessaires.

La société s'engage à conformer l'article 31 de ses statuts aux dispositions de l'article 279 du code des sociétés commerciales.

Droit du vote de l'Assemblée Générale. (Article 35 des statuts)

Chaque membre de l'Assemblée Générale Ordinaire ou Extraordinaire a autant de voix qu'il possède et représente d'actions.

Les votes ont lieu soit à main levée, soit par appel nominatif, le scrutin est secret lorsqu'il est réclamé par des actionnaires représentant au moins le tiers du capital social présent ou représenté.

Aux Assemblées Générales Ordinaires tout actionnaire peut voter par correspondance ou se faire représenter par toute personne munie d'un mandat spécial.

En cas de vote par correspondance, la société doit mettre à la disposition des actionnaires un formulaire spécial à cet effet.

Le vote n'est valable que s'il est reçu avant l'expiration du jour précédent la réunion de l'Assemblée Générale et que si la signature est légalisée.

Le vote par correspondance doit être adressé à la société par lettre recommandée avec accusé de réception

Aucun actionnaire ne peut voter à titre personnel ou par procuration lorsqu'il s'agit d'une décision lui attribuant un avantage personnel ou de statuer sur un différend entre lui et la société.

Cession des actions (article 12 des statuts)

Les cessions des actions seront effectuées librement conformément aux dispositions de la législation en vigueur. La cession est libre entre actionnaires ou avec des tiers; la cession est inscrite sur les registres que la société tient à cet effet.

3-2 Renseignements de caractère général concernant le capital social

Capital Social	12 500 000 Dinars
Nombre d'actions	1 250 000
Nominal	10 Dinars
Forme des actions	Nominative
Catégorie	Ordinaire
Libération	Intégrale
Jouissance	1 ^{er} Janvier 2007

3-3 Tableau d'évolution du capital social

Date de l'AGE	Nature de l'opération	Evolution du capital		Capital en circulation		
		Montant en dinars	Nombre d'actions dinars	Montant en dinars	Nombre d'actions	Nominal
13/12/1994	Capital initial			5 000 000	500 000	10
16/03/1999	Augmentation de capital en numéraire	2 500 000	250 000	7 500 000	750 000	10
25/04/2000	Augmentation de capital en numéraire	2 500 000	250 000	10 000 000	1 000 000	10
15/12/2005	Augmentation de capital en numéraire	2 500 000	250 000	12 500 000	1 250 000	10

3-4 Répartition du capital et des droits de vote au 31/01/ 2008

Actionnaires	Nombre d'actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% du capital et de droits de vote
Participations Tunisiennes	443	1 250 000	12 500 000	100,00%
Personnes Morales	35	1 025 872	10 258 720	82,07%
Ayant 3% et plus	7	841 617	8 416 170	67,33%
Ayant plus de 0,1% et moins de 3%	17	183 241	1 832 410	14,66%
Ayant au maximum 0,1%	11	1 014	10 140	0,08%
Personnes Physiques	408	224 128	2 241 280	17,93%
Ayant 3% et plus	2	85 926	859 260	6,87%
Ayant plus de 0,1% et moins de 3%	22	82 424	824 240	6,59%
Ayant au maximum 0,1%	384	55 778	557 780	4,46%
Participations Etrangères	0	0	0	0,000%
Personnes morales	0	0	0	0,00%
Ayant 3% et plus	0	0	0	0,00%
Ayant plus de 0,1% et moins de 3%	0	0	0	0,00%
Ayant au maximum 0,1%	0	0	0	0,00%
Personnes Physiques	0	0	0	0,000%
Ayant 3% et plus	0	0	0	0,00%
Ayant plus de 0,1% et moins de 3%	0	0	0	0,00%
Ayant au maximum 0,1%	0	0	0	0,00%
Total Général	443	1 250 000	12 500 000	100,00%

3-4-1 Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital et des droits de vote au 31/01/2008

Nom et prénom	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% du capital et des droits de vote
ATTIJARI BANK	366 080	3 660 800	29,29%
STEC	150 552	1 505 520	12,04%
SAM	79 688	796 880	6,38%
TQB	71 705	717 050	5,74%
SEPCM	70 490	704 900	5,64%
MAJUS INVESTMENT SICAF	59 132	591 320	4,73%
KAMOUN HABIB	48 352	483 520	3,87%
SPDIT	43 970	439 700	3,52%
BEN JEMAA KHALED	37 574	375 740	3,01%
TOTAL	927 543	9 275 430	74,20%

3-4-2 Pourcentage du capital et des droits de vote détenus par les organes d'administration et de direction au 31/01/ 2008

Membres	Représenté par	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en dinars	% du capital et droit de vote
Président				
Mr Khaled BEN JEMAA	Lui même	37 574	375 740	3,006%
Directeur Général				
Mr Mouldi OUELHAZI	Lui même	0	0	0%
Administrateurs				
ATTIJARI BANK	Mr Hassen BERTAL	366 080	3 660 800	29,29%
Société Tunisienne d'Engrais Chimiques	Mr Néjib DOGHRI	150 552	1 505 520	12,04%
TOTAL		554 206	5 542 060	44,34%

3.4.3 Nombre d'actionnaires

Au 31 Janvier 2008, le capital social d'ATTIJARI LEASING Ex GENERAL LEASING est réparti entre 443 actionnaires :

- * 35 personnes morales
- * 408 personnes physiques

3.5 Description sommaire du groupe ATTIJARI BANK

3.5.1 Présentation générale du groupe ATTIJARI BANK au 31/12/2006

3.5.1.1 Présentation des sociétés du groupe ATTIJARI BANK au 31/12/2006

Le groupe ATTIJARI BANK est composé, outre la société mère ATTIJARI BANK, de neuf sociétés, dont sept exerçant dans le secteur financier.

Dénomination Sociale	Méthode de consolidation	Capital Social au 31/12/06 en DT	Participation Attijari Bank en nombre d'actions	Taux de participation directe d'Attijari Bank
ATTIJARI BANK		150 000 000		
SUD INVEST	IG	5 000 000	48 960	97,92%
SUD RECOUVREMENT	IG	1 000 000	99 930	99,93%
SUD SICAR	IG	30 000 000	201 700	67,23%
GENERALE TUNISIENNE D'INFORMATIQUE	IG	400 000	12 000	30,00%
SICAV PLACEMENTS	IG	13 418 601	16 607	99,85%
SUD VALEUR SICAV	IG	8 557 639	94 112	86,12%
ATTIJARI LEASING	ME	12 500 000	366 080	29,29%
GENERAL IMMOBILIERE DU SUD	ME	2 949 250	8 970	29,90%
SUD OBLIGATAIRE SICAV	ME	73 637 272	299	0,04%

Certaines sociétés liquidées ou en cours de liquidation répondant aux conditions de consolidation n'ont pas été retenues dans le périmètre de consolidation en raison de l'absence d'informations financières :

Société	Valeur comptable	% d'intérêt
STIM	73 500	49,00%
AMEL SICAF	475 000	35,85%
STAR IMMOBILIERE	100 000	20,00%
BATAM IMMOBILIERE	32 700	21,80%

ATTIJARI BANK: une société anonyme créée en juillet 1968 sous la dénomination « BANQUE DU SUD ». Le capital actuel est de 150 000 000 DT divisé en 30 000 000 actions de nominal 5 DT dont 53,5% détenu par le consortium hispano-marocain de droit espagnol, ANDALUMAGREB, et ce suite à la cession de la participation publique, réalisée au cours de l'exercice 2005, entraînant aussi le changement de la dénomination sociale de la « Banque du Sud » à « Banque ATTIJARI de Tunisie»

L'objet social d'ATTIJARI BANK est l'exercice de la profession bancaire et notamment la mobilisation de l'épargne et l'octroi de crédits. L'introduction d'ATTIJARI BANK Ex Banque du Sud à la cote de la bourse a eu lieu en septembre 1990.

Filiales d'ATTIJARI BANK

SUD INVEST

Objet	Toute opération d'achat, de souscription, de vente ou d'échange de titres de toutes natures, gestion de portefeuilles et opérations d'engineering financier.
Date de création	14 Novembre 1995
Capital social	5 000 000 Dinars
Participation d'ATTIJARI BANK	97,92 % du capital social

SUD SICAR

Objet	Participation pour son propre compte ou pour le compte de tiers et en vue de sa rétrocession, au renforcement des fonds propres des entreprises promues par les nouveaux promoteurs, celles implantées dans les zones de développement régional ou s'engageant pour la promotion de nouvelles technologies ainsi que celles adhérentes au programme de mise à niveau ou rencontrant des difficultés économiques.
Date de création	30 Juin 1997
Capital social	30 000 000 Dinars
Participation d'ATTIJARI BANK	67,23 % du capital social.

SUD RECOUVREMENT

Objet	Recouvrement des créances bancaires pour son propre compte ou celui d'un tiers.
Date de création	Mars 2001
Capital social	1 000 000 Dinars
Participation d'ATTIJARI BANK	99,93 % du capital social.

Au 31/12/2006 le total des créances cédées par ATTIJARI BANK à SUD RECOUVREMENT s'élève à 100 000mD.

ATTIJARI LEASING

Objet	Opérations de leasing portant sur des biens mobiliers et immobiliers. à usage professionnel, ainsi que les opérations d'affacturage (à partir de 2002)
Date de création	13 Décembre 1994.
Capital social	12 500.000 Dinars au 31-12-2006
Participation d'ATTIJARI BANK	29,29% du capital social en 2006 suite à l'augmentation de capital de Général Leasing de 10 à 12,5MD

Le capital de ATTIJARI LEASING est détenu à hauteur de 29,29% par ATTIJARI BANK, 12,04% par la Société Tunisienne d'Engrais Chimiques -STEC- 6,38% par la Société d'Automobile et de Matériel -SAM- et 5,74% par la Tunisian Qatari Bank -TQB-

GENERALE IMMOBILIERE DU SUD : « GIS »

Objet	La promotion immobilière notamment l'acquisition, la vente, la construction, l'aménagement, la gestion, l'exploitation et la mise en valeur de tous les immeubles bâtis.
Date de création	Décembre 1998.
Capital social	3 000 000 Dinars.
Participation d'ATTIJARI BANK	29,90 % du capital social.

Le capital de la GENERALE IMMOBILIERE DU SUD est détenu à hauteur de 29,9% par ATTIJARI BANK, 14,9% par ATTIJARI LEASING et 18% par la Société Tunisienne d'Engrais Chimiques -STEC -

GENERALE TUNISIENNE D'INFORMATIQUE : « GTI »

Objet	Conseil, études et développement de logiciels informatiques et de solutions adaptées aux besoins des clients en terme de schéma directeur, d'élaboration d'applications intégrées et de réalisation de plans et d'organisations.
Date de création	Décembre 1982.
Capital social	400 000 Dinars.
Participation d'ATTIJARI BANK	30 % du capital social.

La GENERALE TUNISIENNE D'INFORMATIQUE - GTI - a été créée en partenariat avec d'autres sociétés du groupe, son capital social est détenu à hauteur de 30% par ATTIJARI BANK, 16,25% par SUD INVEST et 16,25% par SUD SICAR

SIACV PLACEMENT « SP »

Objet	La gestion d'un portefeuille titres par l'utilisation exclusive de ses fonds propres. Son portefeuille est composé essentiellement de titres de capital cotées sur l'un des marchés de la BVMT et soigneusement sélectionnés ainsi que de titres créances émis ou garantis par l'Etat ou par des collectivités publiques locales et les entreprises publiques ainsi que toutes obligations émises par voie d'appel public à l'épargne ou sélectionnées par le gestionnaire.
Date de création	21 Décembre 1993
Capital social (à la création)	500 000 DT divisé en 500 actions de nominal 1 000 DT
Participation d'ATTIJARI BANK	99,85% du capital social

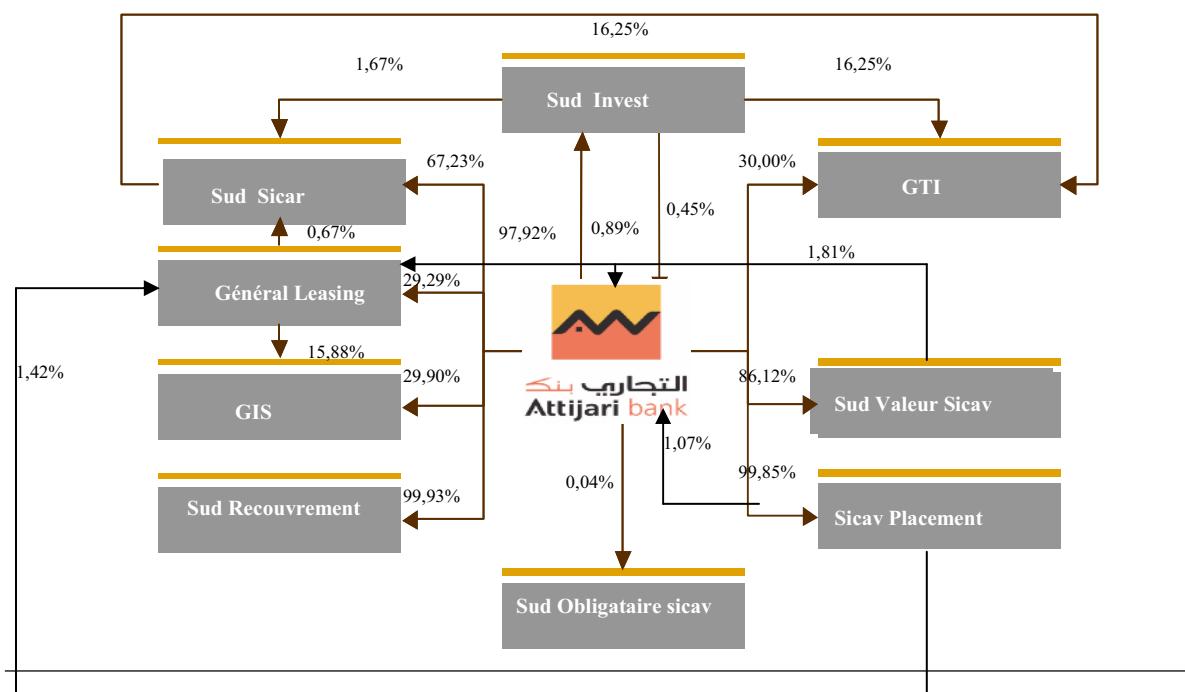
SUD VALEURS SICAV « SVS »

Objet	La gestion d'un portefeuille titres par l'utilisation exclusive de ses fonds propres. Son portefeuille est composé essentiellement de titres de capital cotées sur l'un des marchés de la BVMT et soigneusement sélectionnés ainsi que de titres créances émis ou garantis par l'Etat ou par des collectivités publiques locales et les entreprises publiques ainsi que toutes obligations émises par voie d'appel public à l'épargne ou sélectionnées par le gestionnaire.
Date de création	21 Décembre 1993
Capital social (à la création)	500 000 DT divisé en 5 000 actions de nominal 100 DT
Participation d'ATTIJARI BANK	86,12% du capital social

SUD OBLIGATAIRE SICAV « SOS »

Objet	La gestion d'un portefeuille titres par l'utilisation exclusive de ses fonds propres. Son portefeuille titres est exclusivement composé de titres de créances émis ou garantis par l'Etat ou par des collectivités publiques locales et les entreprises publiques ainsi que toutes obligations émises par voie d'appel public à l'épargne ou sélectionnées par le gestionnaire.
Date de création	26 avril 2000
Capital social (à la création)	300 000 DT divisés en 3 000 actions de 100DT
Participation d'ATTIJARI BANK	0,04% du capital social

3.5.1.2 Schéma Financier du groupe au 31/12/2006



3.5.1.3 Evénements Récents modifiant le Schéma financier du groupe

Néant

3.5.1.4 Etat des participations réciproques entre les sociétés du groupe ATTIJARI BANK arrêté au 31/12/2006

	Attijari Bank	Sud Sicar	Attijari Leasing	Sud Invest	General Immobilière du Sud : CIS	Sud Recouvrement	Générale Tunisienne d'Informatique GTI	SICAV Placement	Sud Valeur SICAV	SOS
Attijari Bank		67,23%	29,29%	97,92%	29,9%	99,93%	30,00%	99,85%	86,12%	0,04%
Sud Sicar							16,25%			
Attijari Leasing		0,67%			15,88%					
Sud Invest			1,67%				16,25%			
General Immobilière du Sud										
Sud Recouvrement										
Générale Tunisienne d'Informatique										
SICAV Placement		1,07%		1,42%						
Sud Valeur SICAV		0,89%		1,81%						
SOS										

Au 31/12/2006, il existe des participations croisées entre les sociétés du groupe ATTIJARI BANK ce qui est contraire aux dispositions de l'article 466 de la loi 2001-117 du 06/12/2001.

3.5.1.5 Chiffres clés des sociétés du groupe au 31/12/2006

	En milliers de dinars						
	Capitaux propres avant affectation	Chiffre d'affaires (produits d'exploitation)	Résultat d'exploitation	Résultat net	Dettes globales (total passifs)	Charges financières	Dividendes relatifs à l'exercice 2005
ATTIJARI BANK	99 965	154 899	(174 576)	(176 418)	2 069 915	73 418	-
SUD INVEST	2 377	542	(319)	830	19 720	122	-
SUD RECOUVREMENT	963	1 560	681	210	6 323	507	-
SUD SICAR	25 104	1 698	172	186	12 298	-	-
GENERALE TUNISIENNE D'INFORMATIQUE	540	1 076	146	2,8	1 207	85	-
SICAV Placement	13 418 *	504**	334	2 453	106	132***	335
Sud Valeur SICAV	8 558*	396**	261	1 928	185	103***	197
ATTIJARI LEASING	(4 381)	1 946	(12 216)	(11 590)	105 705	6 942	-
GENERALE IMMOBILIÈRE DU SUD	2 962	0	(48)	(2)	63	0,6	-
Sud Obligataire SICAV	73 637 *	4 068**	3 738	3 582	297	188***	3 475

* Actif net

** Total des revenus des placements

*** Charges de gestion des placements

3.5.1.6 Les engagements financiers du groupe au 31/12/2006

En milliers de dinars

	Attijari bank	Sud Sicar	Attijari leasing	Sud Invest	Générale Immobilière du Sud	Sud Recouvrement	Générale Tunisienne d'Informatique	Maturité
Crédits bancaires			22 926			357	542	à+d'1 an
			12 830			43	220	à-d'1 an
Crédits extérieurs								à+d'1 an à-d'1 an
Emprunts obligataires			30 000					à+d'1 an
			13 000					à-d'1 an
Fonds gérés		9 567						à+d'1 an
Emprunts et ressources		1781		3 500				à-d'1 an
	128 909		10 000					à+d'1 an
Découvert						4 765	219	
Billets de trésorerie								
Leasing								
Compte courant associés								
Total	128 909	11 348	88 756	3 500	0	5 165	981	

3.5.1.7 Politique actuelle et future de financement inter sociétés du groupe

Afin de répondre à leurs besoins courants de financement, les sociétés du groupe recourent généralement aux banques et au marché financier et peuvent émettre des billets de trésorerie avalisés par ATTIJARI BANK et souscrits par les sociétés du groupe dans les conditions du marché.

Au 31/12/2006, les concours bancaires (comptes débiteurs) d'ATTIJARI BANK aux sociétés du groupe sont de 4 924MD.

3.5.2 Relations d'ATTIJARI LEASING avec les sociétés du groupe ATTIJARI BANK au 31/12/2006

3.5.2.1 Prêts octroyés et crédits reçus des sociétés du groupe

✓ Crédits Reçus

Au 31/12/2006, l'encours des crédits d'ATTIJARI LEASING contractés auprès d'ATTIJARI BANK se présentent comme suit

En dinars

	Montant en DT	Echéance	Durée	Taux d'intérêt	Encours au 31/12/2006
ATT/1	5 000 000	semestrielle	5 ans	TMM + 1	380 000
ATT/2	5 000 000	semestrielle	7 ans	TMM + 1	1 607 142
ATT/3	5 000 000	semestrielle	5 ans	TMM + 1	3 750 000
Total					5 737 142

✓ Prêts octroyés

Au 31/12/2006, les dépôts d'ATTIJARI LEASING chez ATTIJARI BANK totalisent 4 475mD

3.5.2.2 Les créances et dettes commerciales avec les sociétés du groupe

- ✓ **Créances sur les sociétés du groupe :** Néant
- ✓ **Dettes envers les sociétés du groupe :** Néant

3.5.2.3 Les apports en capitaux avec les sociétés du groupe

- ✓ **Reçus**

ATTIJARI BANK a souscrit en 2006 à l'augmentation du capital d'ATTIJARI LEASING portant le capital de 10MDT à 12,500 MDT à concurrence de 1 602 890 DT soit 160 289 actions.

- ✓ **Donnés :** Néant

3.5.2.4 Les dividendes et autres rémunérations encaissés par ATTJARI LEASING et distribués par les sociétés du groupe en 2006 au titre de l'exercice 2005 : Néant

3.5.2.5 Les dividendes distribués par ATTJARI LEASING aux sociétés du groupe en 2006 au titre de l'exercice 2005 : Néant

3.5.2.6 Les garanties, sûretés réelles et cautions données ou reçues des sociétés du groupe

- ✓ **Les garanties et sûretés réelles**
 - **Données :** Néant
 - **Reçues :** Néant
- ✓ **Les cautions**
 - **Données :** Néant
 - **Reçues :** Néant

3.5.2.7 Le chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du groupe

- ✓ **Encaissé :** Néant
- ✓ **Décaissé :** Néant

3.5.2.8 Les achats ou ventes d'immobilisations corporelles ou incorporelles, financières ou autres éléments d'actifs avec sociétés du groupe

Achats : Néant

Vente : Néant

3.5.2.9 Les prestations de services reçues ou données

- ✓ **Données :** Néant
- ✓ **Reçues :** ATTJARI LEASING a payé à SUD INVEST :
 - 15 000 dinars au titre de commissions sur l'opération d'augmentation de capital réalisée en 2006 ;
 - 3 000 dinars au titre des commissions sur la tenue du registre des actionnaires.

3.5.2.10 Les contrats de gestion: Néant

3.5.2.11 Les contrats de location: Néant

3.5.2.12 Les fonds gérés: Néant

3.5.3 Relation d' ATTIJARI LEASING avec les autres parties liées autre que les sociétés du groupe ATTIJARI BANK au 31/12/2006

3.5.3.1 Informations sur les engagements

✓ **Engagements donnés**

Les concours accordés par ATTIJARI LEASING aux membres du conseil d'administration ou à des sociétés liées à certains de ces administrateurs s'élèvent à **2 058 384 DT** sont présentés comme suit :

En DT

Groupe LAZHAR STA	
STE LES GRANDES CARRIERES DU NORD	491 485
STE EL KSAR HOTEL	430 747
STE MAGHREB TRANSPORT	72 268
STA SALIMA	7 572
STA FRADJ	22 724
	1 024 798
Groupe BEN JEMAA	
SOCIETE PLASTIC UNION	20 299
STE D AUTOMOBILES ET DU MATERIELS S A M	20 085
STE TUNISIENNE DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE	403 532
	443 916
Groupe DOGHRI	
SOCIETE TUNISIENNE D' ENGRAIS CHIMIQUES	206 075
LA TUNISIENNE POUR LE LAIT ET DERIVES	363 118
ENTREPRISE LE BATIMENT E L B	20 447
	589 670

✓ **Engagements reçus:** Néant

3.5.3.2 Les garanties, suretés réelles et cautions données ou reçues des autres parties liées: Néant

3.5.3.3 Relations Commerciales avec les autres parties liées: Néant

3.5.3.4 Les prestations de services reçues ou données

✓ **Reçues:** Néant

- ✓ **Données:** Néant

3.5.3.5 Transferts de ressources

- ✓ **Reçues:** Néant
- ✓ **Données:** Néant

3.6 Dividendes

	(en Dinars)		
	2004	2005	2006
Capital	10 000 000	10 000 000	12 500 000
Nombre d'actions	1 000 000	1 000 000	1 250 000
Dividende Global	-	-	-
Dividende par action	-	-	-

3.7 Marché des titres

Les titres de capital d'ATTIJARI LEASING Ex GENERAL LEASING sont négociés sur le marché principal de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Il existe sept emprunts obligataires en cours émis par l'émetteur dont cinq sont cotées sur le marché obligataire sur six lignes de cotation, il s'agit de :

GL – 99-2 tranche B (7 ans dont 2 ans de franchise ; 7,25%) ;
 GL – 2001-1 tranche B (7 ans dont 2 ans de franchise ; 7,4%) ;
 GL – 2001-2 (7 ans dont 2 ans de franchise ; 7,5%) ;
 GL – 2002-1 (7 ans dont 2 ans de franchise ; 7,5%) ;
 GL – 2003-1 (7 ans dont 2 ans de franchise ; 7,5%) ;
 GL – 2003-2 (7 ans dont 2 ans de franchise ; 7,5% et ou TMM+1,25%) ;
 GL – 2004-1 (5 ans ; 7,25% et ou TMM+1,25%).

3.8 Notation d'ATTIJARI LEASING EX GENERAL LEASING

ATTIJARI LEASING Ex Général Leasing est notée **B+** à long terme et **B** à court terme sous surveillance positive par l'Agence de notation Fitch Ratings en date du 08/02/2008.

La note à LT « B+ » indique des Créances pour lesquelles il existe une forte incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heures du principal et des intérêts, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Le principal et les intérêt sont pour le moment payés en temps et en heure, mais la marge de sécurité est faible et dépend d'une persistance de conditions économique et financière favorable. Les signes «+ » et « - » marquent des nuances de qualité.

La note à CT « B » indique des créances pour lesquelles il existe une incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heures du principal et des intérêts, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Cette aptitude au paiement en temps et en heure est très sensible aux évolutions défavorables des conditions économiques et financières.

La mise sous surveillance positive des notes nationales d'Attijari Leasing reflète le démarrage effectif en 2008 du processus d'intégration de la société dans le groupe Attijariwafa Bank ('AWB','BB+'/'B'/'Stable'), comme en attestent le changement de dénomination de la société ainsi que les discussions menées entre l'agence et AWB, qui est indirectement le principal actionnaire d'Attijari Leasing. Fitch considère favorablement ce processus d'intégration car il permettra d'adosser Attijari Leasing à un groupe bancaire susceptible de lui apporter un soutien financier en cas de nécessité. Il pourra également lui fournir des appuis techniques et commerciaux contribuant au redressement de son activité et de ses fondamentaux financiers.

Historique de l'évolution de la notation de d'ATTIJARI LEASING Ex GL

ATTIJARI LEASING Ex Général Leasing était notée BBB+ à long terme et F2 à court terme par l'agence de notation Fitch North Africa depuis 1999 et jusqu'à juin 2003. A cette date l'agence de notation a abaissé les notes attribuées à ATTJARI LEASING (EX GÉNÉRAL LEASING), comme suit : BBB pour le long terme avec perspective d'évolution négative et F3 à court terme, et ce eu égard à la détérioration de l'environnement opérationnel général en Tunisie et son impact sur les sociétés de leasing. La perspective d'évolution négative qui assortit la note long terme attribué à ATTJARI LEASING (EX GÉNÉRAL LEASING) traduisait l'opinion de l'agence quant aux faiblesses structurelles du secteur du leasing pénalisant son potentiel de développement futur. Parmi les facteurs qui affectent négativement la solvabilité d'ATTJARI LEASING (EX GÉNÉRAL LEASING), on peut citer la faible qualité de ses actifs, la baisse de sa rentabilité ainsi que sa liquidité tendue.

En avril 2004, l'agence de notation a décidé de confirmer les notes attribuées à GL ainsi que la perspective d'évolution négative de sa note long terme : « les notes nationales attribuées par Fitch North Africa à Général leasing (GL) reflètent l'impact du ralentissement de la croissance économique tunisienne et d'un environnement opérationnel difficile pour les sociétés de leasing. L'impact sur GL de cet environnement défavorable a été plus fort que pour ses pairs, de sorte qu'elle affiche une plus faible qualité d'actifs ainsi qu'une rentabilité précaire ».

En avril 2005, l'agence de notation a abaissé de nouveaux les notes attribuées à GL à long terme à BBB- (tun) avec perspective d'évolution stable et F3 à court terme, « les notes nationales attribuées par Fitch North Africa à Général leasing (GL) reflètent une qualité d'actifs et une rentabilité qui bien en amélioration, restent inférieures à celles de ses pairs. Elles tiennent aussi compte de la liquidité tendue et de la détérioration de la capitalisation de GL ».

En juin 2005, Fitch Ratings a mis sous surveillance négative les notes nationales à long terme et à court terme attribuée à GL suite à la publication par GL d'un communiqué de presse faisant état de réserves émises par le commissaire aux comptes de GL sur la nature de certaines opérations de leasing de montants importants et portées au bilan de GL à fin 2004.

En octobre 2005, Fitch ratings a abaissée les notes attribués sur l'échelle de notation nationale à GL de BBB- (tun) à BB- (tun) pour la note long terme et de F3 (tun) à B(tun) pour la note court terme. Simultanément, l'agence a placé ces notes sous surveillance négative.

L'abaissement des notes résulte de l'incidence sur les fondamentaux financiers de la société de l'amende fiscale qu'elle pourrait payer. La mise sous surveillance négative reflète des incertitudes majeures sur l'amplitude de la détérioration de la situation financière de GL en l'absence d'états financiers définitifs à fin 2004 ainsi que d'états financiers provisoires à fin juin 2005

En avril 2006, Fitch Ratings a procédé de nouveau à la révision des notes attribuées à ATTJARI LEASING (EX GÉNÉRAL LEASING). A cet effet, la notation de la société a été abaissée de nouveau comme suit : Note à long terme : B+, avec perspective stable et note à court terme B. Par ailleurs, la mise sous surveillance avec implication négative des notes a été levée.

Les notes nationales attribuées par Fitch à Attijari Leasing (Ex Général Leasing) reflètent la forte dégradation des fondamentaux financiers de la société, parmi les plus faibles du secteur, avec en particulier un ratio de solvabilité en deçà de la norme réglementaire. Elles intègrent aussi le soutien possible d'ATTIJARI BANK principal actionnaire d'ATTIJARI LEASING, en matière de besoins de financement.

Selon l'agence, l'inspection de l'administration fiscale sur la nature des opérations de leasing figurant pour 35,5 MD au bilan de la société à fin 2004 et contestée par le commissaire aux comptes, a abouti en 2005 à l'imposition d'un redressement fiscal de 5,6 MD payables sur 7 ans. Les états financiers audités de l'exercice 2004, publiés en décembre 2005, ont été établis déduction faite des opérations de leasing litigieuses et après provisionnement de la pénalité fiscale, induisant ainsi une grave dégradation du résultat et des fonds propres de la société.

Date de modification	Note Court Terme	Note Long Terme	Perspective de la note LT
12/03/1999	F2	BBB+	
20/07/2000	F2	BBB+	
27/03/2003	F2	BBB+	
16/06/2003	F3	BBB	Negative
16/04/2004	F3	BBB	Negative
08/04/2005	F3	BBB-	Stable
06/10/2005	B	BB-	Avec mise sous surveillance négative
26/04/2006	B	B+	Stable
08/02/2008	B	B+	Avec mise sous surveillance positive

FitchRatings

LETTRE DE NOTATION

Fitch Ratings a mis sous surveillance avec implication Positive les notes attribuées à la société Attijari Leasing sur son échelle de notation nationale, qui s'établissent comme suit :

- | | |
|----------------------|------------|
| • Note à long terme | : ▲B+(tun) |
| • Note à court terme | : ▲B(tun) |

Les notes n'expriment que l'appréciation de Fitch Ratings sur la capacité de la société Attijari Leasing à honorer en temps et en heure les échéances de remboursement de sa dette. Ces notes sont formulées à partir des informations qui lui sont communiquées par la société Attijari Leasing et dont Fitch Ratings ne garantit ni l'exactitude ni le caractère complet. A tout moment Fitch Ratings pourra si elle le juge fondé à partir des informations dont elle dispose, modifier les notes à la hausse ou à la baisse, cette modification pouvant être précédée d'une mise sous surveillance accompagnée ou non d'une indication de tendance.

Fait à Tunis le, 08 février 2008



Ikbel BEDOUI

Directeur Général
Fitch North Africa



Fitch North Africa S.A.

Société Anonyme au capital de 300 000 Dinars Tunisiens
1002, rue de Médine - 1002 Tunis - Tunisie Tel: (216) 71 84 48 05 / 71 84 09 02 Fax: (216) 71 79 19 10 Site Web: www.fitchrating.com.tn
R.C.: 8198191996 Code 12A 5/86 3/PA/AM0000

Tunisie

Attijari Leasing

Ratings

Attijari Leasing	Ratings Actuels
Notes nationales	
Long terme	B+(tun)▲
Court terme	B(tun)▲
Risque Souverain	
NDE* long terme en monnaie étrangère	BBB
NDE long terme en monnaie locale	A-
* NDE : Note de Défaut Emetteur	

Perspective

NDE long terme souveraine en monnaie étrangère

Surveillance

Note nationale long terme Positive

Fondements des notes attribuées

- Les notes nationales attribuées par Fitch à Attijari Leasing reflètent la faiblesse de ses fondamentaux financiers. La mise sous surveillance positive de ces notes reflète le démarrage effectif en 2008 du processus d'intégration de la société dans le groupe Attijariwafa Bank (AWB, 'BB+'/'B'/'Stable') au travers de sa filiale tunisienne, Attijari Bank Tunisie, principal actionnaire d'Attijari Leasing.
- Attijari Bank Tunisie n'intervient dans le contrôle d'Attijari Leasing qu'au travers de son conseil d'administration. Toutefois, le changement de dénomination de la société, adoptée début 2008, atteste d'une volonté d'intégration plus forte d'Attijari Leasing dans Attijari Bank Tunisie. Fitch considère qu'une intégration croissante d'Attijari Leasing dans le groupe AWB au travers de sa filiale bancaire tunisienne serait un facteur positif pour la société de leasing du fait de son adossement à un groupe bancaire susceptible de lui apporter un soutien financier en cas de nécessité ainsi qu'un appui technique et commercial à même de contribuer au redressement de ses fondamentaux financiers.

- Pour la première fois depuis 2003, Attijari Leasing devrait renouer avec les bénéfices en 2007. Ceux-ci resteraient modestes selon les chiffres provisoires et non publics fournis à l'agence. Après avoir passé de considérables dotations aux provisions pour risques clientèle sur la période 2004-2006, Attijari Leasing espère continuer de redresser sa rentabilité en 2008 par la relance de son activité et le contrôle des dotations aux provisions. Selon Fitch, la performance de la société devrait rester faible au regard des standards internationaux.

- La qualité d'actifs d'Attijari Leasing reste très faible malgré une certaine amélioration suite à la revue du portefeuille de crédits conduite en 2006. A fin juin 2007, le ratio d'actifs classés s'élevait à 50%, avec un taux de couverture par les provisions de seulement 65%.
- La liquidité de la société est extrêmement tendue et dépendante de lignes bancaires. Attijari Leasing présente des fonds propres négatifs suite aux pertes de la période 2004-2006. L'augmentation de capital de 12,5 Mio TND prévue en mai 2008 devrait permettre à la société de retrouver un ratio de solvabilité largement conforme aux exigences réglementaires. Fitch estime toutefois que sa capitalisation restera faible compte tenu de la qualité des actifs.

Soutien Extérieur

- En l'absence d'un actionnaire institutionnel majoritaire, Fitch estime qu'en cas de nécessité, un soutien extérieur serait possible mais non certain.

Eléments déterminants de la note

- L'agence lèvera la surveillance positive sur les notes nationales d'Attijari Leasing lorsqu'elle disposera d'éléments suffisants pour évaluer le degré de contrôle d'AWB au terme de l'augmentation de capital prévue pour mai 2008.

Généralités

Attijari Leasing est actuellement détenue à 30% par Attijari Bank Tunisie (sixième banque locale contrôlée à hauteur de 55% par la holding Andalumaghreb, elle-même détenue à 69% par AWB et 31% par Banco Santander Central Hispano). Deux groupes privés tunisiens et la Tunisian Qatari Bank, banque locale mineure, détiennent respectivement 18%, 12% et 6% ; le solde du capital est dispersé.

www.fitchratings.com

18 March 2008

Copyright © 2008 by Fitch, Inc. and Fitch Ratings, Ltd. and its subsidiaries. One State Street Plaza, NY, NY 10004 Telephone: 1-800-753-4824, (212) 908-0500, Fax: (212) 480-4405. Reproduction or retransmission in whole or in part is prohibited except by permission. All rights reserved. All of the information contained herein has been obtained from sources Fitch believes are reliable, but Fitch does not verify the truth or accuracy of the information. The information in this report is provided as is without any representation or warranty of any kind. A Fitch rating is an opinion as to the creditworthiness of a security, not a recommendation to buy, sell, or hold any security.

Balance Sheet Analysis

ATTIJARI LEASING

	31-JUN-2007				21-DEC-2006				21-Dec 2005				21-Dec 2004			
	6 Months - Interim US\$bn Original	6 Months - Interim Tba/bn Original	As % of Assets Original	Average Tba/bn Original	Year End Tba/bn Original	As % of Assets Original										
A. LOANS																
1. Trade Receivable	1.8	1.8	-	1.8	1.8	-	1.8	-	1.8	-	1.8	-	1.8	-	1.8	-
2. Dividends	1.4	1.4	-	1.4	1.4	-	1.4	-	1.4	-	1.4	-	1.4	-	1.4	-
3. Other Loans	1.5	2.3	2.2	2.3	1.5	2.3	1.5	2.3	1.5	2.3	1.5	2.3	1.5	2.3	1.5	2.3
4. Lease Receivable	82.8	84.7	85.87	84.7	82.8	85.8	82.8	85.8	82.8	85.8	82.8	85.8	82.8	85.8	82.8	85.8
5. Loan Loss Reserves (excluted)	1.4	1.4	-	1.4	1.4	-	1.4	-	1.4	-	1.4	-	1.4	-	1.4	-
6. Loan Loss Reserves (incluted)	2.0	17.2	44.28	17.2	21.1	42.27	21.1	42.27	21.1	42.27	21.1	42.27	21.1	42.27	21.1	42.27
TOTAL A	85.7	84.7	86.28	87.4	83.0	88.85	83.8	88.85								
B. OTHER EARNING ASSETS																
1. Deposits with Banks	2.0	2.0	2.77	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
2. Short-term Investments	1.4	1.4	-	1.4	1.4	-	1.4	-	1.4	-	1.4	-	1.4	-	1.4	-
3. Other Investments	1.6	1.6	-	1.6	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-
4. Equity Investments	0.0	0.0	0.00	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
TOTAL B	5.0	5.4	5.85	4.7	5.0	5.85										
C. TOTAL EARNING ASSETS (A+B)	87.7	89.1	86.23	82.9	88.8	84.87	82.1	85.29								
D. FIXED ASSETS																
E. NON-EARNING ASSETS																
1. Cash and Due from Banks	1.6	1.6	-	1.6	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-
2. Other Assets	1.0	2.4	2.50	2.5	2.1	2.17	2.5	2.17	2.5	2.17	2.5	2.17	2.5	2.17	2.5	2.17
K. TOTAL ASSETS	72.1	83.7	100.00	91.8	101.3	100.00	107.1	100.00								
G. DEPOSITS & MONEY MARKET FUNDING																
1. Demand Deposits	1.6	1.6	-	1.6	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-
2. Savings Deposits	1.6	1.6	-	1.6	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-
3. Time Deposits	1.6	1.6	-	1.6	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-
4. Interests	1.4	2.1	3.51	2.1	3.1	3.1	3.06	3.1	3.06	3.1	3.06	3.1	3.06	3.1	3.06	3.1
TOTAL G	5.4	8.1	3.21	3.7	3.1	3.28	3.7	3.28								
H. OTHER FUNDING																
1. Long-Term Borrowing	82.1	85.7	86.12	84.8	88.8	87.88	108.4	82.71	87.4	88.89	82.71	87.4	88.89	82.71	87.4	88.89
2. Subordinated Debt	1.4	1.4	-	1.4	1.4	-	1.4	-	1.4	-	1.4	-	1.4	-	1.4	-
3. Leases	1.6	1.6	-	1.6	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-
4. OTHER PAYMENT INSTRUMENTS	10.4	12.8	14.81	12.7	12.8	13.82	12.8	13.82	12.8	13.82	12.8	13.82	12.8	13.82	12.8	13.82
J. LOAN LOSS RESERVES																
Net reduction from assets	1.6	1.6	-	1.6	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-	1.6	-
K. OTHER RESERVES	5.6	5.6	-	5.6	5.6	-										
L. EQUITY	-0.8	-0.8	-0.84	-0.8	-0.8	-0.84	-0.8	-0.84	-0.8	-0.8	-0.8	-0.8	-0.8	-0.8	-0.8	-0.8
M. TOTAL LIABILITIES & EQUITY	72.1	83.7	100.00	97.8	101.3	100.00	121.1	100.00								
Exchange Rate																
	US\$1 = TND 1.2000							US\$1 = TND 1.2001						US\$1 = TND 1.2004		

Income Statement Analysis
ATTIJARI LEASING

	30 Jun 2007		31 Dec 2006		31 Dec 2005		31 Dec 2004	
	Income TNDm Original	As % of Earning Assets Original	Income TNDm Original	As % of Total AV Original	Income TNDm Original	As % of Total AV Original	Income TNDm Original	As % of Total AV Original
1. Interest Received	22.4	-48.70	50.3	48.84	59.5	44.84	62.4	44.87
2. Interest Paid	20.9	-48.42	48.8	44.98	58.1	42.00	55.5	38.73
3. NET INTEREST REVENUE	1.5	3.26	1.7	1.87	2.4	1.84	8.9	4.84
4. Net Commission Income	0.1	0.22	0.2	0.18	0.2	0.18	0.3	0.21
5. Other Operating Income	0.1	0.22	0.4	0.37	0.6	0.38	0.1	0.07
6. Other Income	0.2	0.43	0.3	0.28	0.3	0.23	-0.8	-0.43
7. Personnel Expenses	0.6	1.30	1.2	1.11	1.1	0.84	1.2	0.88
8. Other Non-Interest Expenses	0.8	1.69	1.0	0.92	1.2	0.92	1.1	0.79
9. PRE-PROVISION OPERATING PROFIT	0.8	1.74	0.4	0.37	1.1	0.84	4.4	3.18
10. Provisions for Loan Losses	0.0	0.00	11.8	10.87	8.8	4.29	9.8	6.80
11. OPERATING PROFIT	0.8	1.74	-11.8	-10.86	4.5	-3.45	-5.1	-3.88
12. Extraordinary Items	n.a.	-	n.a.	-	0.0	0.00	-0.7	-0.50
13. PRE-TAX PROFIT	0.8	1.74	-11.8	-10.86	4.5	-3.45	-5.8	-4.15
14. Taxes	0.0	0.00	0.1	0.09	0.1	0.08	0.2	0.14
15. NET INCOME INCLUDING MINORITY INTEREST	0.8	1.74	-11.8	-10.83	4.5	-3.53	-6.8	-4.29

Ratio Analysis

ATTIJARI LEASING

	30 Jun 2007 Original	31 Dec 2006 Original	31 Dec 2005 Original	31 Dec 2004 Original		
					I. PROFITABILITY LEVEL	II. CAPITAL ADEQUACY (year end)
1. Pre-Prov Op. Profit/Total Assets (av.)	%	1.64	0.35	0.80	2.99	
2. Operating Profit/Total Assets (av.)	%	1.64	-10.07	-3.27	-3.46	
3. Net Income/Equity (av.)	%	-40.00	-7,733.33	-65.71	-44.94	
4. Net Income/Total Assets (av.)	%	1.64	-10.16	-3.34	-4.07	
5. Non-int. Exp./Net Interest Rev. +						
Other Operating Income	%	64.71	95.65	74.19	31.51	
5. Net Interest Rev./Total Assets (av.)	%	3.08	1.49	1.74	4.69	
II. CAPITAL ADEQUACY (year end)						
1. Internal Capital Generation	%	-40.00	-7,733.33	-65.71	-44.94	
2. Equity/Total Assets	%	-3.84	-4.34	3.70	6.26	
3. Equity/Loans	%	-4.25	-4.89	4.41	7.33	
4. Capital/Risks - Tier 1	%	n.a.	n.a.	n.a.	7.44	
5. Capital/Risks - Total	%	n.a.	n.a.	n.a.	7.44	
III. LIQUIDITY (year end)						
1. Liquid Assets/Deposits & Money Mkt Funding	%	83.87	164.52	137.84	30.08	
2. Liquid Assets & Marketable debt Sec./						
Deposits and Money Market Funding	%	83.87	164.52	137.84	30.34	
3. Loans/Deposits & Money Mkt Funding	%	2,732.26	2,903.23	2,881.08	334.56	
IV. ASSET QUALITY						
1. Prov. for Loan Losses/Loans gross (av.)	%	0.00	8.88	3.83	6.23	
2. Prov. for Loan Loss/Pre-Prov. Op. Profit	%	0.00	2,975.00	509.09	215.91	
3. Spec. & Earmarked Gen. Loan Loss Res/						
Impaired Loans gross of Loan Loss Res	%	65.24	64.89	50.08	48.48	
4. Loan Loss Reserves / Loans gross	%	32.78	31.51	21.96	18.51	
5. Net Charge-offs / Loans gross (av.)	%	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	
6. Impaired Loans gross / Loans gross	%	50.24	48.55	43.85	38.17	
7. Impaired Loans net / Equity	%	-605.56	-511.36	653.19	329.03	

Chapitre 4 : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE D'ATTIJARI LEASING EX GENERAL LEASING

4.1 Présentation de la société

La société **ATTIJARI LEASING Ex GENERAL LEASING** est un établissement financier spécialisé dans le financement par voie de leasing de biens mobiliers et immobiliers à usage professionnel.

Afin d'adhérer à la réforme engagée dans le secteur financier visant son assainissement et l'amélioration de son efficacité, notamment par l'élargissement de l'éventail de l'offre de financement, ATTIJARI LEASING a étendu ses activités au factoring. Le démarrage de ses opérations a eu lieu en juillet 2002, répondant ainsi aux attentes des petites et moyennes entreprises.

Le factoring est une technique de gestion financière qui consiste à transférer des créances commerciales au factor (la société de factoring) qui se charge de leur gestion à travers l'enregistrement des factures, des encaissements et la relance des clients en cas de retard de paiement. Ce service est rémunéré par une commission flat sur le montant des factures achetées.

Au-delà de la remise des factures achetées par le factor, l'adhérent peut demander leur financement dans le cadre de l'autorisation de financement qui lui est accordée, et ce, moyennant paiement d'intérêts.

4.2 Organisation de la société

Procédures générales :

ATTIJARI LEASING répond aux exigences de la norme ISO 9001 version 2000. De ce fait, elle a structuré son système organisationnel autour de l'approche processus et a identifié 11 processus qui sont répartis entre processus de Management, processus de Réalisation et processus Support.

Ce système qui est présenté dans un Manuel Qualité, s'articule autour des principes suivants :

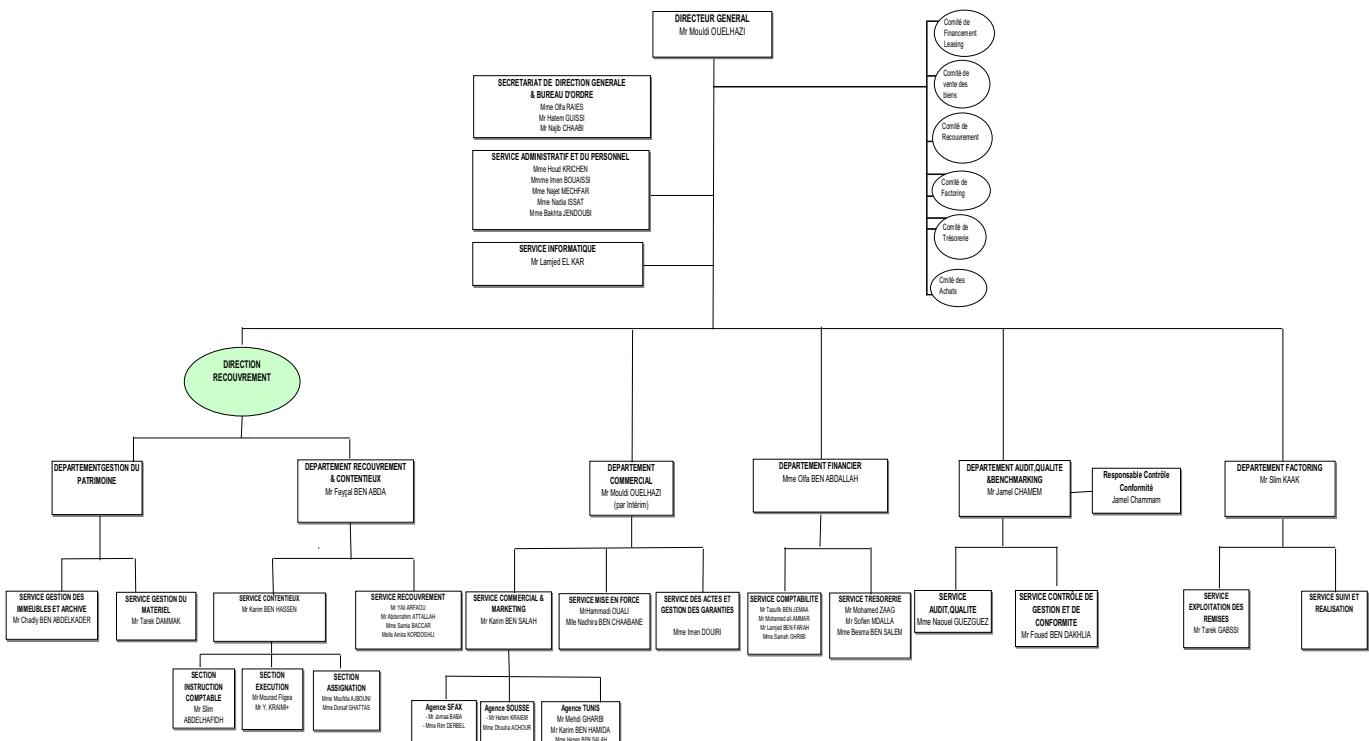
- Préserver et améliorer la compétitivité de l'entreprise ;
- Favoriser la synergie avec ATTIJARI BANK, l'actionnaire de référence de ATTIJARI LEASING et particulièrement avec le réseau de la banque afin de développer l'activité commerciale ;
- Optimiser le rapport coût/rentabilité des opérations ;
- Contrôler et rationaliser les charges d'exploitation ;
- Améliorer la qualification et l'efficacité de l'équipe par la formation continue et le recrutement de cadres compétents ;
- Améliorer continuellement la qualité des services fournis aux clients, ainsi que les délais de réponse et d'exécution.

Par ailleurs, le nouveau management d'ATTIJARI LEASING a décidé certains changements au niveau de l'organisation et des structures de la société à savoir :

- La mise en place d'une direction chargée du recouvrement;
- La mise en place d'un département d'audit, qualité et benchmarking ;
- Le département commercial, comprend actuellement, outre le service commercial, les services de mises en force et services des actes et gestion des garanties ;
- Le rattachement direct à la direction générale du service informatique, du secrétariat de direction et du service administratif et du personnel ;
- La mise en place de différents comités : comité de factoring, comité de trésorerie, comité de recouvrement et comité des achats.

Organigramme d'ATTIJARI LEASING

La Direction Générale a arrêté, en date du 23 mai 2007, un organigramme qui se présente comme ci -après:



4.3 Contrôle interne

Conformément aux lois et règlement régissant les établissements financiers et notamment la loi 2001-65 du 10 juillet 2001 tel que complétée par la loi 2006-19 du 2 mai 2006 et la circulaire aux établissements de crédits n° 2006-19 du 28 novembre 2006, ATTIJARI LEASING est dotée d'un système de contrôle interne.

Ce système de contrôle interne est traduit dans tous les processus, procédures et notes de services émanant de la direction générale visant à assurer en permanence la sécurité, l'efficacité et l'efficience des opérations, la protection des actifs de la société la fiabilité de l'information financière et la conformité de ces opérations avec les lois et règlements en vigueur.

Outre le contrôle des opérations quotidiennes qui a été renforcée au niveau de toutes les procédures actuellement en vigueur, un département d'audit a été mis en place afin de veiller sur le respect de l'application des procédures, d'informer la direction générale de toutes les faiblesse constatées et de proposer ou recommander des solutions pour y remédier.

Un comité d'audit permanent a également été institué par le conseil d'administration du 14 juin 2006 conformément à la réglementation en vigueur. Il est composé de 3 membres dont deux administrateurs et une personne externe à la société.

Compte tenu de la taille de la société, l'organe de contrôle de la conformité a été placé au niveau du département d'audit interne.

Il est à signaler que le conseil d'administration tenu le 10/10/2007 a procédé à la recomposition du comité permanent d'audit et du comité exécutif du crédit.

Le comité permanent d'audit est composé de Messieurs Khaled BEN JEMAA, Hassen BERTAL et Salah JABARA.

Le comité exécutif du crédit est composé de Messieurs Mouldi OUELHAZI, Chawki ABID et Khaled HATTAB.

4.4 Système d'information

Le système d'information d'ATTIJARI LEASING couvre toutes les lignes de métiers de la société :

1- Le parc informatique d'ATTIJARI LEASING se compose de :

- Cinq serveurs dont deux principaux l'un affecté pour l'activité du leasing et l'autre pour l'activité du factoring, les trois autres sont dédiés à la messagerie, le backup et le serveur anti-virus.
- 46 Postes de travail et 33 imprimantes dont une imprimante réseau pour le grand tirage.
- 2 Onduleurs online, 9 Switchs, 3 Routeurs et 3 Modems externe.

2- Le réseau Informatique :

Le choix d'un réseau de type dit en « Etoile » et d'une architecture « Clients/Serveur » s'avère la mieux adaptée à une telle structure et organisation.

Tous les postes « client » sont reliés à un serveur central qui leur dessert des ressources physiques et/ou logistiques.

Les deux agences de Sousse et de Sfax sont connectées au réseau local du siège via une ligne téléphonique permanente de type FR.

La configuration logicielle du réseau d'ATTIJARI LEASING est gérée par 3 systèmes (un système d'exploitation Windows 2000 Server, un SGBD SQL Server 2000 et Exchange 2000 server pour la messagerie)

3- Les Logiciels :

Outre la Boite office (MS Word, MS Excel, MS PowerPoint ...), les utilisateurs disposent d'autres logiciels qui ont été conçu par la société LASER Informatique qui est le prestataire de service d'ATTIJARI LEASING depuis 1995, qui assure aussi leur maintenance et le développement de nouveaux modules.

4- La sécurité de l'environnement informatique :

Outre le contrôle d'accès, ATTIJARI LEASING dispose d'autres niveaux de sécurité pour protéger son Système d'Informations (S.I)

- Protection antivirale : ATTIJARI LEASING dispose d'une solution antivirus Symantec Norton Antivirus Corporate Edition version 10.1 de type Client-serveur.
- Protection du matériel critique : Tous les serveurs sont placés, dans une salle de machines dont l'accès est strictement réservé à l'administrateur du système informatique
- Protection des données : se base essentiellement sur la duplication de ces données sur plusieurs supports et dans différents lieux.

5- L'évolution du SI d'ATTIJARI LEASING

- Le nouveau système d'échange de données (SED) avec la BCT:

Pour accéder aux différentes centrales créées par la BCT, qui représentent une source d'information pertinente et fiable concernant les engagements des PM et des PP auprès des institutions financières, ATTIJARI LEASING a adhéré au Système d'Echange de Données (SED) par le biais d'une liaison permanente de type Frame Relay et d'un serveur centralisateur. Ce serveur dédié à la connexion avec la BCT, est menu d'un système d'exploitation Windows 2000 professionnelle et des logiciels nécessaires à la connexion et au transfert sécurisé des données entre ATTIJARI LEASING et la BCT.

- La mise à jour des logiciels et leur adéquation avec la réglementation en vigueur :

ATTIJARI LEASING a mis en place des procédures de mise à jour des logiciels pour qu'ils soient au diapason de la réglementation en vigueur. Outre ces mises à jour, de nouvelles versions plus performantes et mieux adaptés aux besoins des utilisateurs viennent améliorer la qualité de la prestation de service rendu à la clientèle.

4.5 Politique sociale et évolution de l'effectif

En tant qu'institution financière, ATTIJARI LEASING ne peut construire sa réussite que sur les compétences et les talents de ces ressources humaines. Ainsi, le management d'ATTIJARI LEASING vise à assurer l'accompagnement de l'évolution de ses activités par une gestion dynamique et attentive de ses ressources humaines, en mettant en place des procédures de recrutement, de formation continue et de gestion de carrières adéquates.

Catégories	2004	2005	2006
Personnel de direction	8	8	7
Personnel d'encadrement	27	23	24
Personnel d'exécution	23	29	22
Total	58	60	53

En ce qui concerne le régime d'intéressement du personnel, il est à signaler que pour les années 2005 et 2006 aucune distribution de primes n'a été faite vu que la situation de la société est déficitaire.

Par ailleurs, à la suite de la demande du personnel de la société (détenteur d'actions dans le capital de la société) à vendre leurs titres acquis dans le cadre du régime d'intéressement, le conseil d'administration du 14 juin 2006 a donné pouvoir au Directeur Général afin d'autoriser la libération de ces dites actions à celui qui en fera la demande, à condition qu'elle soit effectuée conformément à la réglementation en vigueur.

4.6 Description de l'activité au 31 décembre 2006 :

4.6.1 -Situation d'ATTIJARI LEASING par rapport au secteur de leasing au 31/12/2006 :

	Ensemble du secteur (en MD)			Part de marché d'ATTIJARI LEASING		
	2004	2005	2006	2004	2005	2006
Approbations	658, 4	557, 1	679, 1	10,60%	8,05%	8,47%
Mises en force	495, 5	446,8	530, 3	10,00%	7,94%	7,12%
Encours	954,8	819,4	885,7	12,35%	12,13%	10,28%

La fin de l'exercice 2006 a été marquée par la stabilisation de la part des approbations d'ATTIJARI LEASING dans le marché à 8,47%.

En ce qui concerne les mises en force, la part d'ATTIJARI LEASING dans le marché a légèrement baissé à 7,12% en 2006 contre 7,94% en 2005.

ATTIJARI LEASING détient 10% de l'encours total du secteur du leasing.

4.6.2 Performance d'ATTIJARI LEASING au 31 décembre 2006

En MD	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006
Mises en force	49,5	35,5	37,8
<i>Evolution</i>	-	-28,28%	6,48%
Revenus bruts de leasing	59,434	58,085	50,164
<i>Evolution</i>	-	-2,27%	-13,64%
Immobilisations données en leasing nettes des amortissements et des provisions	114,080	91,360	79,867
<i>Evolution</i>	-	-19,92%	-12,58%
Résultats nets	-5,308	-4,646	-11,590
<i>Evolution</i>	-	12,47%	-149,46%

4.6.3 - Evolution des approbations :

La répartition des approbations par type de bien :

En MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Variation 2006- 2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Mobilier	62,632	89,72%	42,789	95,37%	53,904	93,67%	25,98%
Matériel roulant	52,166	74,73%	33,696	75,11%	42,185	73,30%	25,19%
Autre matériel	10,466	14,99%	9,093	20,27%	11,718	20,36%	28,87%
Immobilier	7,174	10,28%	2,076	4,63%	3,643	6,33%	75,48%
Total	69,806	100,00%	44,865	100,00%	57,547	100,00%	28,27%

La répartition des approbations par type de matériel

Type de matériel en MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Variation 2006-2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Véhicule	15,080	22%	11,950	27%	22,091	38,61%	85,92%
Camionnette	19,094	27%	14,037	31%	13,401	23,94%	-1,85%
Mat.U.Ind/Com	8,766	13%	4,534	10%	7,227	12,56%	59,40%
Camion	8,882	13%	6,044	13%	5,672	9,55%	-9,05%
Mat BTP	7,138	10%	4,026	9%	4,301	7,47%	6,83%
Immobilier	7,174	10%	2,076	5%	3,644	6,33%	75,53%
Bus	1,971	3%	1,665	4%	0,693	1,20%	-58,38%
Mat Médical	1,700	2%	0,533	1%	0,520	0,33%	-64,35%
Total	69,806	100%	44,865	100%	57,547	100,00%	28,27%

La répartition des approbations par secteur

En MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Variation 2006- 2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Agriculture	2,457	3,52%	0,293	0,65%	0,370	0,64%	26,28%
Industrie	8,998	12,89%	5,886	13,12%	10,661	18,53%	81,12%
Tourisme	2,738	3,92%	6,406	14,28%	8,501	14,77%	32,70%
Services	45,571	65,28%	28,092	62,61%	31,708	55,10%	12,87%
BTP	10,041	14,38%	4,189	9,34%	6,309	10,96%	50,61%
Total	69,806	100,00%	44,865	100,00%	57,547	100,00%	28,27%

4.6.4 - Evolution des contrats de mise en force

La répartition des mises en force par type de bien :

En MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Variation 2006- 2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Mobilier	46,039	92,94%	33,979	95,77%	35,839	94,91%	5,47%
Matériel roulant	36,540	73,76%	26,018	73,33%	30,250	80,11%	16,27%
Autre matériel	9,499	19,18%	7,961	22,44%	5,589	14,80%	-29,80%
Immobilier	3,497	7,06%	1,500	4,23%	1,924	5,09%	28,27%
Total	49,536	100,00%	35,479	100,00%	37,763	100,00%	6,44%

La répartition des mises en force par type de matériel

En MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Variation 2006-2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Véhicule	11,534	23,28%	9,474	26,70%	16,505	43,71%	74,21%
Camionnette	14,639	29,55%	10,407	29,33%	9,035	23,93%	-13,18%
Mat.U.Ind/Com	6,04	12,19%	4,938	13,92%	2,681	7,10%	-45,71%
Camion	4,398	8,88%	4,19	11,81%	3,986	10,56%	-4,87%
Mat BTP	4,844	9,78%	3,005	8,47%	2,758	7,30%	-8,22%
Immobilier	3,498	7,06%	1,5	4,23%	1,924	5,09%	28,27%
Bus	1,135	2,29%	1,946	5,49%	0,724	1,92%	-62,80%
Mat Médical	3,448	6,96%	0,018	0,05%	0,150	0,40%	733,33%
Total	49,536	100,00%	35,479	100,00%	37,763	100,00%	6,44%

La répartition des mises en force par secteur

En MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Variation 2006- 2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Agriculture	1,992	4,02%	0,214	0,60%	0,081	0,21%	-62,15%
Industrie	8,225	16,60%	4,809	13,55%	6,472	17,14%	34,58%
Tourisme	1,992	4,02%	4,061	11,45%	2,958	7,83%	-27,16%
Services	32,241	65,08%	22,443	63,26%	24,283	64,31%	8,20%
BTP	5,086	10,27%	3,952	11,14%	3,969	10,51%	0,43%
Total	49,536	100,00%	35,479	100,00%	37,763	100,00%	6,44%

4.6.5 - Evolution des contrats des encours financiers :

La répartition des encours financiers par type de bien :

En MD	31/12/2004		31/12/2005*		31/12/2006		Variation 2006-2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Mobilier	97,821	82,98%	82,319	82,40%	76,099	83,57%	-7,12%
Matériel roulant	81,318	68,98%	66,028	52,59%	62,407	68,53%	19,35%
Autre matériel	16,503	14,00%	16,290	29,81%	13,692	15,04%	-53,81%
Immobilier	20,062	17,02%	17,226	17,60%	14,963	16,43%	-14,47%
Total	117,883	100,00%	99,545	100,00%	91,061	100,00%	-8,42%

* chiffres définitifs

La répartition des encours financiers par type de matériel

En MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Variation 2006-2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Véhicule	20,220	17,15%	16,435	16,53%	20,443	22,45%	24,39%
Camionnette	22,864	19,40%	20,633	20,75%	17,471	19,19%	-15,32%
Mat.U.Ind/Com	11,330	9,61%	12,117	11,80%	10,416	11,44%	-11,22%
Camion	17,893	15,18%	12,525	12,60%	10,352	11,37%	-17,35%
Mat BTP	18,331	15,55%	13,738	13,82%	11,484	12,61%	-16,41%
Immobilier	20,062	17,02%	17,226	17,60%	14,963	16,43%	-14,47%
Bus	2,010	1,71%	2,697	2,71%	2,656	2,92%	-1,52%
Mat Médical	5,173	4,39%	4,173	4,20%	3,276	3,60%	-21,50%
Total	117,883	100,00%	99,545	100,00%	91,061	100,00%	-8,42%

La répartition des encours financiers par secteur

En MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Variation 2006-2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Agriculture	2,754	2,34%	2,100	2,11%	1,526	1,68%	-27,33%
Industrie	16,491	13,99%	13,511	13,57%	14,207	15,60%	5,15%
Tourisme	11,310	9,59%	10,812	10,87%	9,657	10,60%	-10,68%
Services	67,214	57,02%	58,645	58,91%	54,618	59,98%	-6,68%
BTP	20,114	17,06%	14,477	14,54%	11,053	12,14%	-23,65%
Total	117,883	100,00%	99,545	100,00%	91,061	100,00%	-8,42%

Le rapprochement entre l'encours financier et l'encours comptable est comme suit :

En MD	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006
Encours financier	117,883	99,545	91,061
Immobilisations en cours	0,089	0,127	0,741
Régularisation des amortissements financiers de fin de période	2,448	2,276	2,122
Autres / opérations de leasing	0,095	0,091	0,068
Provisions	7,454	10,679	14,126
Encours comptable net de provisions	113,061	91,360	79,867

4.6.7 Evolution des créances et des CDL par classe :

En MD	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006
Créances courantes (classe 0 et 1)	109, 459	75,402	69, 469
Montant des créances classées (b)	45, 084	59, 551	65, 036
Dont actifs classe 4	30, 833	40, 469	56, 463
Dont actifs classe 3	7, 557	12, 241	4, 523
Dont actifs classe 2	6, 694	6, 841	4, 052
Total brut des créances* (a)	154, 543	136, 136	134, 506
Provisions et agios réservés (c)	22, 162	30, 028	42, 247
Ratio des créances classées (b / a)	29,17%	43,74%	48,35%
Ratio de couverture des créances classées (le cumul des produits réservés et des provisions sur créances classées) (c / b)	49,16%	50,42%	64,96%

*Total engagement comprenant le leasing, factoring et participations

4.6.8 Activité du factoring au 31/12/2006 :

Au cours de l'année 2006, l'activité Factoring d'ATTIJARI LEASING a réalisé un chiffre d'affaires de 10,739MD contre 14,587MD en 2005.

Cette baisse de 26% est due d'une part à la résiliation de certains contrats et d'autres parts au quasi arrêt de l'activité à cause de des événements qu'a vécu ATTIJARI LEASING au mois de juin de 2005.

Ainsi, neuf anciens contrats ont été résiliés et deux autres ont été suspendus en parallèle du démarrage de cinq nouveaux contrats.

En outre, les créances en retard de règlement représentent 30,5% de l'encours des factures achetées se détaillant comme suit :

- 22,23% supérieures à 90 jours
- 8,27% entre 1 et 90 jours

Il est à noter que 55,6% de l'encours en retard de règlement provient des deux adhérents qui sont totalement provisionnés et dont les dossiers sont en contentieux au niveau du leasing également.

mD	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006
Total des factures achetées	16 855	14 587	10 739
Commissions de factoring	279	206	166
Commissions de financement	381	423	360
Total des produits de factoring	660	629	526

4.7 –Description de l'activité au 30 juin 2007 :

4.7.1 -Situation d'ATTIJARI LEASING par rapport au secteur de leasing au 30/06/2007 :

	Ensemble du secteur (en MD)			Part de marché d'ATTIJARI LEASING		
	30/06/2006	30/06/2007	31/12/2006	30/06/2006	30/06/2007	31/12/2006
Approbations	479,4	359,8	679,1	5,35%	5,33%	8,47%
Mises en force	346,3	266,5	530,3	4,63%	6,73%	7,12%
Encours	983,4	845,1	885,7	9,37%	10,29%	10,28%

4.7.2 –Performance d'ATTIJARI LEASING au 30 juin 2007

En MD	30/06/2006	30/06/2007	31/12/2006
Mises en force	16,023	17,950	37,8
<i>Evolution</i>		12,03%	6,48%
Revenus bruts de leasing	25,387	21,979	50,164
<i>Evolution</i>		-13,42%	-13,64%
Immobilisations données en leasing nettes des amortissements et des provisions	85,611	76,822	79,867
<i>Evolution</i>		-10,27%	-12,58%
Résultats nets	-1,945	0,788	-11,590
<i>Evolution</i>		-140,51%	-149,46%

4.7.3 - Evolution des approbations :

La répartition des approbations par type de bien :

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation Juin 2007-Juin 2006
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
<i>Mobilier</i>	24,657	96,18%	16,745	87,25%	53,904	93,67%	-32,10%
Matériel roulant	23,537	91,82%	15,600	81,29%	42,185	73,30%	-33,72%
Autre matériel	1,120	4,37%	1,143	5,96%	11,718	20,36%	2,05%
<i>Immobilier</i>	0,978	3,82%	2,446	12,75%	3,643	6,33%	150,20%
Total	25,635	100,00%	19,191	100,00%	57,547	100,00%	-25,14%

La répartition des approbations par type de matériel

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation Juin 2007-Juin 2006
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Véhicule	11,469	44,74%	8,278	43,14%	22,091	38,61%	-27,82%
Camionnette	7,274	28,37%	3,67	19,13%	13,401	23,94%	-49,55%
Mat.U.Ind/Com	1,08	4,21%	1,143	5,96%	7,227	12,56%	5,83%
Camion	2,338	9,12%	1,703	8,87%	5,672	9,55%	-27,16%
Mat BTP	2,158	8,42%	1,692	8,82%	4,301	7,47%	-21,59%
Immobilier	0,978	3,81%	2,447	12,75%	3,644	6,33%	150,20%
Bus	0,299	1,17%	0,256	1,33%	0,693	1,20%	-14,38%
Mat Médical	0,04	0,16%	0	0,00%	0,520	0,33%	-100,00%
Total	25,635	100,00%	19,191	100,00%	57,547	100,00%	-25,14%

La répartition des approbations par secteur

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation Juin 2007-Juin 2006
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Agriculture	0,181	0,71%	0,290	1,51%	0,370	0,64%	60,22%
Industrie	2,170	8,46%	3,218	16,77%	10,661	18,53%	48,29%
Tourisme	6,310	24,61%	2,206	11,50%	8,501	14,77%	-65,04%
Services	13,515	52,72%	11,154	58,12%	31,708	55,10%	-17,47%
BTP	3,459	13,49%	2,323	12,10%	6,309	10,96%	-32,84%
Total	25,635	100,00%	19,191	100,00%	57,547	100,00%	-25,14%

4.7.4 - Evolution des contrats de mise en force

La répartition des mises en force par type de bien :

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation Juin 2007-Juin 2006
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Mobilier	15,602	97,37%	15,983	89,04%	35,839	94,91%	2,43%
Matériel roulant	14,736	91,96%	14,391	80,17%	30,250	80,10%	-2,34%
Autre matériel	0,868	5,42%	1,592	8,87%	5,589	14,80%	83,41%
Immobilier	0,421	2,63%	1,967	10,96%	1,924	5,09%	367,22%
Total	16,023	100,00%	17,950	100,00%	37,763	100,00%	12,03%

La répartition des mises en force par type de matériel

Type de matériel en MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation Juin 2007- Juin 2006
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Véhicule	7,217	45,04%	6,838	38,09%	16,505	43,71%	-5,25%
Camionnette	4,058	25,32%	3,035	16,91%	9,035	23,93%	-25,21%
Mat.U.Ind/Com	0,868	5,42%	1,592	8,87%	2,681	7,10%	83,41%
Camion	1,76	10,98%	2,085	11,61%	3,986	10,56%	18,47%
Mat BTP	1,206	7,53%	1,678	9,35%	2,758	7,30%	39,14%
Immobilier	0,42	2,62%	1,967	10,96%	1,924	5,09%	368,33%
Bus	0,495	3,09%	0,756	4,21%	0,724	1,92%	52,73%
Mat Médical	0	0,00%	0	0,00%	0,15	0,40%	NS
Total	16,023	100,00%	17,950	100,00%	37,763	100,00%	12,03%

La répartition des mises en force par secteur

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation Juin 2007- Juin 2006
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Agriculture	0,152	0,95%	0,319	1,78%	0,081	0,21%	110,53%
Industrie	1,367	8,53%	3,409	18,99%	6,471	17,14%	149,38%
Tourisme	4,536	28,31%	2,319	12,92%	2,958	7,83%	-48,88%
Services	8,024	50,07%	9,838	54,81%	24,283	64,31%	22,61%
BTP	1,945	12,14%	2,064	11,50%	3,969	10,51%	6,12%
Total	16,023	100,00%	17,950	100,00%	37,763	100,00%	12,03%

4.7.5 - Evolution des contrats des encours financiers :

La répartition des encours financiers par type de bien :

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation Juin 2007- Juin 2006
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Mobilier	76,884	83,42%	71,945	82,72%	76,099	83,57%	-6,42%
Matériel roulant	62,813	68,15%	58,834	67,64%	62,407	68,53%	-6,33%
Autre matériel	14,071	15,27%	13,111	15,07%	13,692	15,04%	-6,82%
Immobilier	15,286	16,58%	15,032	17,28%	14,963	16,43%	-1,66%
Total	92,169	100,00%	86,977	100,00%	91,061	100,00%	-5,63%

La répartition des encours financiers par type de matériel

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation Juin 2007- Juin 2006
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Véhicule	18,331	19,89%	20,115	23,13%	20,443	22,45%	9,73%
Camionnette	18,601	20,18%	15,343	17,64%	17,471	19,19%	-17,52%
Mat.U.Ind/Com	10,552	11,45%	10,228	11,76%	10,416	11,44%	-3,07%
Camion	10,750	11,66%	9,338	10,74%	10,352	11,37%	-13,13%
Mat BTP	12,061	13,09%	11,266	12,95%	11,484	12,61%	-6,59%
Immobilier	15,286	16,58%	15,032	17,28%	14,963	16,43%	-1,66%
Bus	3,069	3,33%	2,774	3,19%	2,656	2,92%	-9,61%
Mat Médical	3,519	3,82%	2,883	3,31%	3,276	3,60%	-18,07%
Total	92,169	100,00%	86,977	100,00%	91,061	100,00%	-5,63%

La répartition des encours financiers par secteur

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation Juin 2007- Juin 2006
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Agriculture	1,841	2,00%	1,441	1,66%	1,526	1,68%	-21,73%
Industrie	12,276	13,32%	14,275	16,41%	14,207	15,60%	16,28%
Tourisme	12,702	13,78%	9,275	10,66%	9,657	10,60%	-26,98%
Commerce et Services	52,903	57,40%	49,923	57,40%	54,618	59,98%	-5,63%
BTP	12,447	13,50%	12,063	13,87%	11,053	12,14%	-3,09%
Total	92,169	100,00%	86,977	100,00%	91,061	100,00%	-5,63%

Le rapprochement entre l'encours financier et l'encours comptable est comme suit :

En MD	30/06/2006	30/06/2007	31/12/2006
Encours financier	92,169	86,977	91,061
Immobilisations en cours	1,854	1,987	0,741
Régularisation des amortissements financiers de fin de période	2,208	1,766	2,122
Autres / opérations de leasing	0,398	0,046	0,068
Provisions	10,221	13,954	14,126
Encours comptable net de provisions	85,611	76,822	79,867

4.7.7 Evolution des créances et des CDL par classe :

En MD	30/06/2006	30/06/2007	31/12/2006
Créances courantes (classe 0 et 1)	69,196	59,691	69,469
Créances classées	61,278	63,292	65,036
Classe 4	42,065	55,949	56,463
Classe 3	10,928	2,167	4,523
Classe 2	8,285	5,176	4,052
Total brut des créances*	130,474	122,983	134,506
Provisions et agios réservés	32,074	41,715	42,247
Ratio des créances classées	46,97%	51,46%	48,35%
Ratio de couverture des créances classées (le cumul (1) des produits réservés et des provisions sur créances classées)	52,34%	65,91%	64,96%

*Total engagement comprenant le leasing, factoring et participations

4.7.8 Activité du factoring au 30/06/2007 :

Au 30 juin 2007, l'activité Factoring d'ATTIJARI LEASING a réalisé un chiffre d'affaires de 6,260MD contre 4,732MD au 30 juin 2006.

Cette hausse de 32% est expliquée par le démarrage de nouveaux contrats.

Cependant, les produits générés au cours des six premiers mois 2007 se sont élevés à 262 milles dinars répartis à concurrence de 32 ,5% soit 85mD en commission de factoring et 67,5% soit 177mD en commission de financement

mD	30/06/2006	30/06/2007	31/12/2006
Total des factures achetées	4 732	6 260	10 739
Commissions de factoring	71	88	166
Commissions de financement	165	145	360
Total des produits de factoring	235	233	526

4.8 Indicateurs d'activité arrêtés au 31/12/2007

		Quatrième trimestre		Cumul au 31 décembre	
		2007	2006	2007**	2006
Approbations		5 855	19 286	28 448	57 547
Répartition des approbations / secteurs & par type	Total	5 855	19 286	28 448	57 547
2-1 Agriculture	Mobilier	110	85	426	370
	Immobilier	0	0	0	0
2-2 Industrie	Mobilier	940	4 318	3 662	9 697
	Immobilier	685	28	1 727	963
2-3 Bâtiment,Travaux publics	Mobilier	305	1 128	2 123	5 408
	Immobilier	0	880	852	900
2-4 Tourisme	Mobilier	284	1271	2587	8 501
	Immobilier	0	0	240	0
2-5 Services et commerce	Mobilier	3224	10590	16212	29 928
	Immobilier	307	986	619	1 780
Mises en force		7665	11680	27666	37 763
Répartition des mises en force / secteurs et / types	Total	7665	11680	27666	37 763
4-1 Agriculture	Mobilier	97	62	443	81
	Immobilier	0	0	0	0
4-2 Industrie	Mobilier	3694	3024	4759	6 447
	Immobilier	220	0	220	25
4-3 Bâtiment,Travaux publics	Mobilier	142	1488	1470	3 789
	Immobilier	0	0	899	180
4-4 Tourisme	Mobilier	224	780	2665	2 958
	Immobilier	120	0	400	0
4-5 Services et commerce	Mobilier	3107	5906	15961	22 564
	Immobilier	61	420	849	1 719
Total des engagements en cours*				114718	134506
Total des engagements classés				59427	65037
Trésorerie Nette				3740	5131
Ressources d'emprunts				72025	88 756
Capitaux propres avant affectation				-3106	-4381
Revenus bruts de Leasing & Factoring		10621	12653	43858	50760
Revenus nets de leasing & Factoring		1938	1960	8819	8887
Produits nets de leasing & Factoring		536	304	2789	1945
Total charges d'exploitation hors provisions		616	550	2205	2 225

*Données 2006 relatives aux engagements ont été corrigées conformément au rapport des commissaires aux comptes

* *Données 2007 non auditées

4.9 Facteurs de risques et nature spéculative de l'activité d'ATTIJARI LEASING:

En tant qu'établissement financier, ATTIJARI LEASING est confrontée aux risques suivants :

1/ Risques financiers :

Ces risques sont présents principalement dans les cas suivants :

- L'augmentation du taux de refinancement sur le marché en défaveur de la société dont la structure des taux est fixe.
- La diminution de la marge dû à la concurrence et au nombre élevé des sociétés de leasing opérant sur le marché.

2/ Risques de contrepartie (ou de crédit)

Ce risque résulte de la défaillance des clients à la suite d'une évolution défavorable de la conjoncture économique.

3/ Risques opérationnels :

Ces risques se rapportent à la non application des procédures existantes et l'absence de vigilance au niveau du contrôle interne.

Afin de confronter ces risques, ATTIJARI LEASING a entamé un plan de restructuration qui consiste en :

- la mise en place de la gestion Actif – Passif (ALM) ;
- la mise en place d'une nouvelle structure d'analyse des risques (gestion en amont) et le renforcement de la structure de recouvrement (gestion en aval) ;
- la mise en place d'une unité de contrôle de gestion ;
- la mise en place d'une unité de conformité (veille réglementaire) et ;
- l'instauration d'un environnement de contrôle interne bien structuré.

4.10 Dépendance de l'émetteur

Il n'y a pas de dépendance directe de la société à l'égard de ses fournisseurs.

Par référence aux termes de la circulaire de la BCT n° 91-24 telle que modifiée par les circulaires subséquentes, l'étude de la couverture et de la division des risques de la société a révélé des fonds propres négatifs. Ainsi, les seuils fixés par les textes de références sus- précisés ne sont pas observés par la société.

4.11 Litige ou arbitrage

Aucun litige ou arbitrage n'est à signaler en dehors des contentieux liés à l'activité.

En 2005, la société a fait l'objet d'un contrôle fiscal couvrant les exercices 2001 à 2004 suite à l'affaire des chambres frigorifiques révélée par le commissaire aux comptes. Les investigations de l'administration fiscale ont abouti à un redressement au titre des impôts directs et indirects pour 5,6MD payables sur sept ans ramené après amnistie à 4,9MD.

Ce montant a fait l'objet d'un échéancier de paiement trimestriel allant du 01/06/ 2006 au 31/03/2011 avec abandon des pénalités de retard.

4.12 Politique d'Investissement

ATTIJARI LEASING prévoit pour 2008 des investissements de maintien et de renouvellement de 150mD en matériel informatique, véhicules et équipements de bureau. Par ailleurs, elle prévoit un budget pour la communication de 200mD qui sera réparti sur 3 ans suite au changement de la dénomination de la société de GENERAL LEASING à « ATTIJARI LEASING».

(En milliers de dinars)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Matériel roulants, autres	97		100	100	100	100	100
Matériel informatique	1		30	30	30	30	30
Logiciels informatiques	10	30	20	320*	20	20	20
Total investissements propres	108	30	150	450	150	150	150

* Il s'agit d'investissements en renouvellement de logiciels (système d'informations)

Chapitre 5 : PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE, RESULTATS

5.1 Patrimoine de la société

5.1.1 Patrimoine de la société au 31 décembre 2006

Au 31 décembre 2006, les principaux éléments constituant le patrimoine immobilisé d'ATTIJARI LEASING sont les suivants :

5.1.1.1 Immobilisations destinées à la location

Les immobilisations destinées à la location sont les biens acquis par la société et données en location pour une durée qui varie entre trois et sept ans. A l'expiration du bail, le preneur aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle, arrêtée contractuellement.

Ces immobilisations nettes d'amortissements et de provision s'élevant à un montant de 79 866 602DT à la clôture de l'exercice, s'analysent comme suit :

	31/12/2006				(En milliers de dinars)
	Brut	Amorti	Provi	Net	31/12/2005
Immob en location	267 780, 218	- 174 528, 545	- 14 125 ,829	79 125 ,844	91 233,932
Immob en cours	740 ,758			740, 758	126, 627
Total	268 520, 976	- 174 528, 545	- 14 125, 829	79 866, 602	91 360, 559

- Répartition par secteur d'activité**

Les immobilisations destinées à la location, se détaillent par secteur d'activité, comme suit :

Désignations	Valeur brute	Valeur nette d'amortissement
Bâtiments et travaux publics	32 504	11 319
Industrie	41 779	14 549
Tourisme	28 397	9 889
Commerce et services	160 613	55 932
Agriculture	4 488	1 563
Total	267 780	93 252

- Répartition par type de matériel**

Les immobilisations destinées à la location, se détaillent par type de matériel, comme suit :

Désignations	Valeur brute	Valeur nette d'amortissement
Véhicule	60 117	20 935
Camionnette	51 377	17 891
Mat.U.Ind/Com	30 629	10 666
Camion	30 443	10 601
Mat BTP	33 769	11 760
Immobilier	44 001	15 323
Bus	7 811	2 720
Mat Médical	9 634	3 355
Total	267 780	93 252

5.1.1.2 Immobilisations Financières :

Les immobilisations financières se présentent comme suit :

Désignation	31/12/2006	31/12/2005	(En dinars) 31/12/2004
Titres immobilisés	922 000	1 022 000	1 691 000
Titres participatifs non libéré			(224 250)
Provisions pour dépréciation	(97 358)	(83 384)	(15 877)
Total	824 642	938 616	1 450 873

Au 31 décembre 2006, les titres de participation se détaillent comme suit :

Désignation	% de détention	Nombre de titre	V. Acqui	VB	Provision	VCN
Société Nouvelle Oued RIHANE	25%	2 750	100	275 000	63 479	211 521
GENERAL IMMOBILIÈRE DU SUD	15,88%	4 470	100	447 000	0	447 000
SUD SICAR	0,6%	2 000	100	200 000	33 880	166 120
TOTAL				922 000	97 358	824 642

5.1.2 Patrimoine de la société au 30 juin 2007

Au 30 juin 2007, les principaux éléments constituant le patrimoine immobilisé d'ATTIJARI LEASING sont les suivants :

5.1.2.1 Immobilisations destinées à la location

Les immobilisations destinées à la location sont comptabilisées au coût d'acquisition hors TVA récupérable. Ces immobilisations nettes d'amortissements et de provision s'élevant à un montant de 76 821 989 DT au 30 juin 2007 contre 79 866 602 DT au 31 décembre 2006 et 85 611 244 DT au 30 juin 2006, s'analysent comme suit :

	30/06/2007				31/12/2006
	Brut	Amorti	Provi	Net	Net
Immob en location	256 674, 621	- 167 885, 455	- 13 953 ,748	76 821 ,988	79 125 ,844
Immob en cours	1 986 ,570			1 986 ,570	740, 758
Total	258 661, 191	- 167 885, 455	- 13 953 ,748	78 808, 558	79 866, 602

• Répartition par secteur d'activité

Les immobilisations destinées à la location, se détaillent par secteur d'activité, comme suit :

Désignations	Valeur brute	Valeur nette d'amortissement
Bâtiments et travaux publics	35 873	12 590
Industrie	42 453	14 899
Tourisme	27 584	9 681
Commerce et services	148 465	52 103
Agriculture	4 285	1 504
Total	258 661	90 776

- **Répartition par type de matériel**

Les immobilisations destinées à la location, se détaillent par type de matériel, comme suit :

(En milliers de dinars)

Désignations	Valeur brute	Valeur nette d'amortissement
Véhicule	59 819	20 993
Camionnette	45 628	16 013
Mat.U.Ind/Com	30 418	10 675
Camion	27 769	9 745
Mat BTP	33 503	11 758
Immobilier	44 703	15 688
Bus	8 249	2 895
Mat Médical	8 572	3 008
Total	258 661	90 776

5.1.2.2 Immobilisations Financières :

Au 30 juin 2007, le solde de cette rubrique s'élevant à 824 642 DT se détaille comme suit :

(En dinars)

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Titres immobilisés	922 000	1 022 000	922 000
Provisions	(97 358)	(120 442)	(97 358)
TOTAL	824 642	901 558	824 642

Au 30 juin 2007, les titres de participation se détaillent comme suit :

(En dinars)

DESIGNATION	% DE DETENTION	NBRE DE TITRE	V. ACQUI	VB	PROVISION	VCN
GENERAL IMMOBILIERE DU SUD	15,88%	2 750	100	275 000	63 479	211 521
SOCIETES NOUVELLE OUED RIHANE	25%	4 470	100	447 000	0	447 000
SUD SICAR	0,6%	2 000	100	200 000	33 880	166 120
TOTAL				922 000	97 358	824 642

5.2 Etats financiers comparés au 31 décembre

Retraitements effectués en 2005 sur les données de l'exercice 2004 :

Il est à signaler qu'au 31/12/2005, des corrections ont été opérées sur certaines opérations passées par perte au 31/12/2004 alors qu'elles auraient dû être maintenues à l'actif tout en étant totalement provisionnées. Ainsi et pour les besoins de la comparaison, des états financiers proforma relatifs à l'exercice 2004 ont été élaborés.

Retraitements effectués en 2006 sur les données de l'exercice 2005 :

Afin d'améliorer la présentation de la situation financière de la société conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, un changement de méthodes de présentation a été opéré au niveau de l'état de flux de trésorerie. Dans un objectif de comparabilité, les données de l'exercice 2005 ont été retraitées.

Bilans comparés au 31 décembre

ACTIFS	Notes	(Exprimé en dinars)			
		31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2004 Proforma
Actifs non courants	1				
Immobilisations incorporelles moins amortissements	1.1	166 137 (157 453)	156 136 (154 452)	155 456 (136 815)	155 456 (136 815)
Net		8 684	1 684	18 641	18 641
Immobilisations utilisées par la société moins amortissements	1.2	4 254 514 (955 460)	4 346 896 (853 619)	3 799 398 (604 996)	3 799 398 (604 996)
Net		3 299 054	3 493 277	3 194 402	3 194 402
Immobilisations destinées à la location moins amortissements moins provisions	1.3	268 520 976 (174 528 545) (14 125 829)	269 866 248 (167 826 891) (10 678 798)	272 614 523 (152 099 067) (7 454 139)	273 998 422 (152 464 632) (7 454 139)
Net		79 866 602	91 360 559	113 061 317	114 079 651
Immobilisations financières moins TP non libérés moins provisions	1.4	922 000 0 (97 358)	1 022 000 0 (83 384)	1 691 000 (224 250) (15 877)	1 691 000 (224 250) (15 877)
Net		824 642	938 616	1 450 873	1 450 873
Total des actifs immobilisés		83 998 982	95 794 136	117 725 234	118 743 567
Autres actifs non courants	1.5	267 129	397 990	443 686	443 686
Total des actifs non courants		84 266 110	96 192 126	118 168 919	119 187 253
Actifs courants	2				
Clients et comptes rattachés moins provisions et produits réservés	2.1	34 083 447 (27 350 559)	30 444 749 (18 868 321)	23 951 182 (14 804 757)	23 979 247 (15 564 524)
Net		6 732 888	11 576 428	9 146 425	8 414 722
Acheteurs factorés Moins provisions et produits réservés	2.2	4 183 639 (818 766)	4 222 082 (506 637)	4 637 402 0	4 637 402 0
Net		3 364 873	3 715 445	4 637 402	4 637 402
Autres actifs courants Moins provisions Placements et autres actifs financiers	2.3	2 400 430 (570 740)	2 479 142 (496 198)	5 418 229 (381 284)	5 173 258 (381 284)
Moins provisions Liquidités et équivalents de liquidités	2.4	0	8 500 000	0	0
		0	0	0	0
Total des actifs courants		17 057 980	30 877 567	30 341 895	29 365 222
TOTAL DES ACTIFS		101 324 091	127 069 693	148 510 814	148 552 475

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Notes	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2004 Proforma
CAPITAUX PROPRES	3				
Capital Social		12 500 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Réserves		574 635	574 635	574 635	574 635
Autres réserves pour risques divers		0	0	0	0
Effet de modifications comptables		(662 188)	(662 188)	(662 188)	(662 188)
Autres capitaux propres		4 675 000	4 675 000	4 675 000	4 675 000
Actions rachetées		0	(70 461)	(27 450)	(27 450)
Résultats reportés		(9 878 385)	(5 215 072)	92 537	92 537
Total capitaux propres avant résultat de l'exercice		7 209 063	9 301 914	14 652 534	14 652 534
Résultat net de la période		(11 589 786)	(4 646 436)	(5 307 609)	(5 307 609)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION		(4 380 723)	4 655 478	9 344 925	9 344 925
PASSIFS					
PASSIFS NON COURANTS	4				
Emprunts	4.1	62 926 008	81 756 266	90 236 439	90 236 439
Provisions	4.2	17 182	25 334	5 506 296	5 506 296
Autres dettes	4.3	2 861 805	3 742 361	0	0
Total des passifs non courants		65 804 995	85 523 961	95 742 735	95 742 735
PASSIFS COURANTS	5				
Fournisseurs et comptes rattachés	5.1	4 348 459	1 090 502	1 646 235	1 646 235
Comptes courants des adhérents et comptes rattachés	5.2	922 913	817 717	1 015 849	1 015 849
Autres passifs courants	5.3	5 723 981	6 661 217	5 719 009	5 760 669
Concours bancaires et autres passifs financiers	5.4	28 904 466	28 320 818	35 042 062	35 042 062
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		39 899 819	36 890 254	43 423 154	43 464 815
TOTAL DES PASSIFS		105 704 815	122 414 215	139 165 889	139 207 550
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		101 324 091	127 069 693	148 510 814	148 552 475

Engagements Hors Bilan

L'analyse des engagements hors bilan se présente ainsi :

	NOTE	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2004 Proforma
Contrats signés non mis en forces	1	4 284 662	2 000 140	5 895 850	5 895 850
Effets escomptés non échus	2	51 644	151 565	1 203 163	1 203 163
Aval/Billet de trésorerie		0	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Garantie GL	3	3 669 518	7 750 650	9 297 124	9 297 124
Total		8 005 824	19 902 355	26 396 137	26 396 137

(1) Il s'agit d'engagements de financement donnés aux clients par la société et pour lesquels les contrats ne sont pas mis en force, généralement en raison de l'indisponibilité du matériel.

(2) certains effets reçus des clients en règlements de leurs créances sont escomptés auprès de banques de la place. Le montant des effets escomptés au 31 décembre et à échoir au cours de l'exercice 2007 est porté en engagement hors bilan.

(3) Les garanties hypothécaires reçues par la GENERAL LEASING auprès de ses clients sont évaluées à 3 699 518DT au 31/12/2006.

Etats de résultat comparés au 31 décembre

(Exprimé en dinars)

Désignation	Note	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2004 Proforma
Revenus bruts de leasing		50 163 627	58 085 253	59 434 031	59 434 031
Dotations aux amortissements des immobilisations en location		(41 872 546)	(47 907 253)	(46 826 516)	(46 826 516)
Autres produits d'exploitation		70 348	85 518	2 584 285	2 584 285
Charges financières nettes		(6 941 634)	(8 188 782)	(8 622 701)	(8 622 701)
Revenus nets de leasing	6.1	1 419 795	2 074 736	6 569 099	6 569 099
Commissions de factoring		166 152	206 064	279 281	279 281
Intérêts de financement		359 569	422 777	380 822	380 822
Revenus de factoring	6.2	525 721	628 841	660 103	660 103
Total des Revenus		1 945 516	2 703 577	7 229 202	7 229 202
Reprises sur provisions	6.3	902 962	1 259 036	1 327 522	1 327 522
Charges de personnel	6.4	(1 183 606)	(1 150 875)	(1 206 827)	(1 206 827)
Dotations aux amortissements	6.5	(407 969)	(468 644)	(406 759)	(406 759)
Dotations aux provisions	6.6	(12 532 331)	(6 412 531)	(5 343 490)	(6 103 257)
Dotations aux provisions pour autres risques	6.6	0	(25 334)	0	(5 506 296)
Dotations aux provisions pour dépréciation acheteurs	6.6	(306 940)	(442 120)	(5 506 296)	0
Autres charges d'exploitation	6.7	(633 353)	(725 807)	(727 954)	(727 954)
Résultat d'exploitation		(12 215 721)	(5 262 698)	(4 634 601)	(5 394 369)
Produits des placements et participations	6.8	435 161	369 608	117 538	117 538
Autres gains ordinaires	6.9	334 810	339 185	229 734	229 734
Autres pertes ordinaires	6.10	(85 843)	(24 986)	(842 466)	(82 698)
Résultat des activités ordinaires avant impôt		(11 531 593)	(4 578 891)	(5 129 795)	(5 129 795)
Impôt sur les bénéfices	6.11	58 193	67 545	177 814	177 814
Résultat des activités ordinaires après impôt		(11 589 786)	(4 646 436)	(5 307 609)	(5 307 609)
Effets des modifications comptables				(662 188)	(662 188)
Résultats après modifications comptables		(11 589 786)	(4 646 436)	(5 969 797)	(5 969 797)

Etats de flux de trésorerie comparés au 31 décembre

(Exprimé en dinars)

	Notes	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2004 proforma
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION					
Encaissements reçus des clients		58 627 226	52 882 884	92 874 237	92 874 237
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel		(1 699 853)	(1 904 521)	(1 939 891)	(1 939 891)
Décaissement provenant de l'acquisition d'immob. Corp.et incor		(42 717 831)	(32 812 784)*		
Intérêts payés		(7 466 919)	(7 211 625)	(8 478 112)	(8 478 112)
Impôts et taxes payés		154 320	(146 466)	(34 465)	(34 465)
Autres flux de trésorerie		(278 701)	(1 152 931)	(517 141)	(517 141)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	7.1	6 618 242	9 654 557	81 904 628	81 904 628
FLUX DE TRESORERIE LIEES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT					
Décaissement provenant de l'acquisition d'immob. Corp.et incor				(82 313 670)	(82 313 670)
Encaissement provenant de la cession d'immob. Corp.et incor.			59 949	129 515	129 515
encaissement provenant de la cession des placements . Financières		8 500 000		(450 000)	(450 000)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	7.2	8 500 000	59 949	(82 634 155)	(82 634 155)
FLUX DE TRESORERIE LIEES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT					
Encaissements suite à l'émission d'actions		2 500 000	0		
Dividendes et autres distributions		0	0	(600 000)	(600 000)
Encaissements provenant des emprunts		22 000 000	43 259 000	66 916 500	66 916 500
Remboursement d'emprunts		(39 590 463)	(59 391 879)	(53 915 291)	(53 915 291)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	7.3	(15 090 463)	(16 132 879)	12 401 209	12 401 209
VARIATION DE LA TRESORERIE		27 779	(6 418 373)	11 671 682	11 671 682
TRESORERIE AU DEBUT DE L'EXERCICE		5 102 751	11 521 124	(150 558)	(150 558)
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE		5 130 530	13 602 751	11 521 124	11 521 124

*Solde retraité pour les besoins de la comparabilité

Notes aux états financiers arrêtés au 31/12/2006

1- Présentation de la société

La société "GENERAL LEASING" est une société anonyme de droit tunisien, constituée le 13 Décembre 1994 avec un capital de cinq millions (5.000.000) de dinars au moyen d'apports en numéraire divisé en 500.000 actions nominatives de Dix (10) dinars chacune entièrement libérées, ainsi qu'il résulte :

- des statuts de la société enregistrés à la Recette de l'Enregistrement des Actes de Sociétés 1er Bureau- Tunis, le 13 décembre 1994, volume 13, Série D, case 205.
- d'un acte de déclaration de souscription et de versement reçu le 13 décembre 1994 par Mr le Receveur de l'Enregistrement des Actes de Société 1er bureau - Tunis, enregistré à la même date, Volume 13, Série D, Case 204.
- d'un acte de dépôt des documents constitutifs au Greffe du Tribunal de première Instance de Tunis effectué le du 5 janvier 1995 sous le n° D24260597.
- de la publication au journal officiel de la République Tunisiene N° 6 en date du 14 janvier 1995.

La société "GENERAL LEASING" immatriculée au registre de commerce de Tunis sous le n° B125651997 et fiscalement sous le n° 496311 P/A/ M/ 000, a pour objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens immobiliers et mobiliers professionnels à usage industriel, agricole et de service.

En juillet 2002, un département de factoring est entré en exploitation. Cette activité a été agréée par la BCT en date du 18 Décembre 2000.

L'assemblée Générale Extraordinaire réunie le 16/03/1999 a décidé d'augmenter le capital de la société pour le porter de cinq millions (5.000.000) de dinars à sept millions cinq cent mille (7.500.000) de dinars, ainsi qu'il résulte :

- du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 16 Mars 1999 enregistré le 27 Avril 1999 à la recette d'Enregistrement des Actes de Sociétés 1er Bureau - Tunis sous le Volume 65, Série A, Case 398.
- de la déclaration de souscription et de versement dressée le 6 Mai 1999 et enregistrée à la Recette d'Enregistrement des Actes de Sociétés 1er Bureau - Tunis le 6 Mai 1999, Volume 23, Série D, Case 64.
- du dépôt au tribunal de 1ère Instance de Tunis en date du 12 Mai 1999 sous le n° D24260597.
- des publications au JORT- A.L.R.J n° 53 du 21 Mai 1999 dont copie a été enregistré le 12 Septembre 2000 à la recette d'Enregistrement des Actes de Sociétés 1er Bureau Tunis sous le N° 808528, quittance N° 9066.

L'assemblée Générale Extraordinaire réunie le 25/04/2000 a décidé d'augmenter en numéraire le capital de la société pour le porter de sept millions cinq cent mille (7.500.000) de dinars à dix millions (10.000.000) de dinars, par l'émission de 250 000 actions nouvelles au prix de vingt (20) dinars chacune à raison de dix (10) dinars de nominal et de dix (10) dinars représentant une prime d'émission entièrement libérées.

La Bourse a accordé, en date du 17 Juin 1999, son accord de principe quant à l'admission des actions de la société "GENERAL LEASING" au premier marché de la cote de la bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Aux termes du procès-verbal en date du 15 Décembre 2005, l'Assemblée Général Extraordinaire des Actionnaires de la société "GENERAL LEASING" a décidé d'augmenter le capital social de la somme de deux millions cinq cent mille

(2.500.000) de Dinars pour le porter de dix millions (10.000.000) de Dinars à douze millions cinq cent mille (12.500.000) de dinars , et ce, par l'émission de 250 000 actions nouvelles de dix (10) dinars chacune à souscrire en numéraire et libérée intégralement lors de la souscription, étant bien précisé que lesdites actions nouvelles sont toutes nominatives.

Actuellement, le siège social de la société est fixé à la rue du lac d'Annecy, 1053- Les Berges du Lac Tunis,

La société "GENERAL LEASING" est régie par la loi n° 94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing et la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit telle que modifiée par la Loi 2006/19 du 2 mai 2006.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun.

2- Conventions et méthodes comptables

Les états financiers sont arrêtés et présentés conformément à la législation en vigueur et notamment au système comptable des entreprises.

Ils tiennent compte des concepts fondamentaux et des conventions comptables définis par le décret 96-2459 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité.

Ils respectent notamment les différentes conventions comptables définies par ce même décret.

2. 1 - Présentation des états financiers

Les comptes de la société "GENERAL LEASING" sont tenus conformément aux dispositions et aux conventions comptables énoncées par la mise à jour du système comptable des entreprises 1997 (Arrêté du ministre des finances du 31 décembre 1996). Les états financiers qui en découlent : le Bilan, l'Etat de résultat et l'Etat de flux de trésorerie sont établis conformément au système comptable des entreprises.

2. 2 - Base de mesure et conventions comptables appliquées

Les états financiers de la société "GENERAL LEASING" sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique. Les conventions comptables retenues sont en conformité avec les normes comptables généralement admises en Tunisie.

Les conventions comptables les plus significatives appliquées pour la préparation des comptes se résument comme suit :

2.2.1- Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors taxes récupérable, augmenté des frais directs.

Les amortissements ont été calculés selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les taux appliqués sont les suivants :

DESIGNATION	TAUX
Logiciels	33%
Construction	5%
Matériel de transport	20%
Installation générale	10%
Mobilier matériel de bureau	10%
Matériel informatique.	15%

2.2.2-Immobilisations destinées à la location

Les immobilisations destinées à la location sont les biens acquis par la société et donnés en location pour une durée qui varie entre trois et sept ans. Elles sont enregistrées aux actifs du bilan pour leur coût d'acquisition et ce durant toute la durée du bail. A l'expiration du bail, le preneur aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle, arrêtée contractuellement.

Les opérations de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions).

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, durant la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre, de le sous louer ou de le nantir.

Le mode d'amortissement appliqué pour ces immobilisations est l'amortissement progressif sur la durée du bail. Selon cette méthode, l'amortissement du bien est calculé en fonction de la portion de capital incluse dans chaque loyer échu.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

De même, le coût d'entrée des immobilisations peut subir des modifications et ce, à l'occasion d'une consolidation d'impayés ou d'une location de biens récupérés.

2.2.3- Emprunt

Le principal des emprunts contractés est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique «passifs non courants». La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

2.2.4- Politique de provision

Les provisions sont déterminées selon les normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire n°91/24 émise par la Banque Centrale de Tunisie en date du 17/12/1991 telle que modifiée par les circulaires subséquentes 99-04 et 2001-12.

Les provisions résultant de l'application de ces circulaires sont déterminées en appliquant les taux de provisions par classe sur les risques bruts diminués des produits réservés, de l'évaluation correspondante des garanties détenues sur les clients et de la valeur intrinsèque du bien en leasing.

Les classes sont au nombre de cinq :

	Taux de provisions par classe
A : actifs courants	--
B1 : actifs nécessitant un suivi particulier	--
B2 : actifs incertains	20%
B3 : actifs préoccupants	50%
B4 : actifs compromis	100%

Les garanties réelles : elles comprennent :

- les cautions bancaires
- les actifs financiers affectés
- les dépôts de garantie
- les hypothèques inscrites

La valeur du matériel en leasing :

Matériel standard : valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge

Matériel spécifique : valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge, autre que les bateaux pour lesquels une décote de 10% est appliquée par an d'âge.

Immeuble : valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge.

De même, les circulaires sus citées s'appliquent également pour l'activité de factoring toutefois :

Les créances saines sont considérées comme des garanties qui ne sont pas imputables sur le risque encouru. Ces garanties sont déduites des engagements des adhérents pour le calcul de la provision requise.

Les créances à considérer comme saines sont les créances détenues sur les acheteurs dans les limites suivantes :

- des créances non échues ainsi que des créances échues dont le retard de règlement ne dépasse pas 30 jours pour les acheteurs du secteur privé.
- des créances dont l'âge est inférieur à 360 jours, pour les acheteurs du secteur public.

2.2.5- Evaluation des créances

1- METHODOLOGIE D'EVALUATION

La détermination des provisions à constituer sur les crédits a été réalisée suivant la démarche suivante :

- ⇒ Détermination de la population à examiner,
- ⇒ Classification des engagements, en fonction de leur situation au 31 décembre 2006, en 5 catégories à savoir : actifs courants (sains) et actifs classés (nécessitant un suivi particulier, incertains, préoccupants et compromis) ;
- ⇒ Application du taux de la provision à affecter à chaque catégorie ;
- ⇒ Prise en compte des soldes créditeurs clients ;
- ⇒ Prise en compte des événements postérieurs ;
- ⇒ Prise en compte, le cas échéant, des garanties considérées comme réelles ;
- ⇒ Prise en compte de la valeur intrinsèque du matériel en leasing ;
- ⇒ Détermination des risques encourus

2- CLASSIFICATION

La classification des créances a été effectuée sur la base des informations disponibles au 31 décembre 2006 qui concernent principalement :

- L'ancienneté des impayés constatés sur les loyers et les autres factures considérées comme actifs classés :

CLASSES	RETARD DE PAIEMENT
1	inférieur à 90 jours
2	Compris entre 90 jours et 180 jours
3	Compris entre 180 jours et 360 jours
4	supérieur à 360 jours

Les clients en contentieux en situation de jugement, d'attente grosse, d'exécution, de replacement ou de recours au fonds, ont été affectées à la Classe 5 et ceux pour des raisons de distinction. Cette classe est traitée de la même manière que la classe 4 en matière de provision.

- La revue des événements postérieurs à la date de clôture ayant un impact sur le niveau de risque de non recouvrement des créances clients.

Toutefois, cette approche a été modulée pour tenir compte des situations particulières, notamment celles relatives aux :

- Clients en contentieux en situation de jugement, d'attente grosse, d'exécution, de replacement ou de recours au fonds.
- Clients en arrêt de facturation
- Arrangements et règlements intervenus après la date d'arrêté pour les clients présentant des impayés au 31 décembre 2006.

3- TAUX DE PROVISION

L'application des normes prudentielles sectorielles en vigueur en Tunisie conduit à retenir des taux de provisions prédéterminés par classe d'actifs nets (encours d'engagements diminués des garanties considérées comme réelles) :

CLASSE	TAUX DE PROVISION
0	0%
1	0%
2	20 %
3	50 %
4	100 %

Conformément à l'article 9 de la circulaire aux banques n° 91-24, les intérêts inclus dans les loyers courus et les autres produits non encaissés sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que produits réservés venant en déduction du poste clients et comptes rattachés. Cette méthode ne concerne que les actifs classés (2,3, et 4).

4- PRISE EN COMPTE DES GARANTIES:

* Garanties retenues :

Pour la détermination des provisions, seules les garanties suivantes ont été retenues :

- ⇒ Les garanties reçues de l'Etat Tunisien, des banques et des compagnies d'assurance, lorsqu'elles sont matérialisées ;
- ⇒ Les dépôts de garantie ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée ;
- ⇒ Les hypothèques dûment enregistrées et portant sur des biens immatriculés à la conservation de la propriété foncière ;
- ⇒ Les promesses d'hypothèques portant sur des terrains acquis auprès de l'AFH, l'AFI, l'AFT ou encore auprès des sociétés de développement touristique;
- ⇒ Les immobilisations données en leasing;

* Évaluation des garanties

- *Garanties hypothécaires*

Les garanties hypothécaires, dont le fondement juridique est reconnu, ont été évaluées à leur juste valeur en se basant sur leur nature et des possibilités réelles de leur réalisation. Cette valeur a été déterminée en tenant compte de la valeur déterminée par une expertise externe, tout en se référant aux prix du marché, corrigée par des décotes annuelles par type de bien afin de tenir compte de leur dépréciation éventuelle ;

- *Garanties portant sur les immobilisations données en leasing :*

- *Matériel standard : valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge
- *Matériel spécifique : valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge, autre que les bateaux pour lesquels une décote de 10% est appliquée par an d'âge.

*Immeuble : valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge.

De même, les circulaires sus citées s'appliquent également pour l'activité de factoring toutefois :

- Les créances saines sont considérées comme des garanties qui ne sont pas imputables sur le risque encouru. Ces garanties sont déduites des engagements des adhérents pour le calcul de la provision requise.
- Les créances à considérer comme saines sont les créances détenues sur les acheteurs dans les limites suivantes :
 - des créances non échues ainsi que des créances échues dont le retard de règlement ne dépasse pas 30 jours pour les acheteurs du secteur privé.
 - des créances dont l'âge est inférieur à 360 jours, pour les acheteurs du secteur public.

2.2.6- Revenus

Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la fin de la période, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.

Les pré-loyers correspondent aux revenus couvrant la période allant de la date de mise en force jusqu'à la première échéance.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les intérêts de retard sont constatés en produits au fur et à mesure que des impayés sont enregistrés pour des créances non classées.

Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les autres produits non encaissés sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que produits réservés venant en déduction du poste clients et comptes rattachés. Cette méthode ne concerne que les actifs classés B2, B3 ou B4 et ce, conformément aux dispositions de l'article 9 de la circulaire BCT 91/24 du 17/12/1991.

2.2.7-Régime fiscal

La société GENERAL LEASING est soumise au droit commun. En matière d'impôt indirect, elle est totalement assujettie à la TVA.

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « État, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société est portée au débit du compte « État, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

De même, la société est soumise aux dispositions des articles 16 à 18 de la loi de finance pour la gestion 2001 et relatifs au traitement des amortissements financiers.

La Loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007 dans ses articles 41 à 44, a introduit des changements quant à la déduction par les entreprises des amortissements au titre des actifs immobilisés exploités dans le cadre des contrats de leasing. Ces nouvelles dispositions entreront en application à compter du 1-1-2008

2.2.8-Exercice social

L'exercice comptable de la société GENERAL LEASING débute le 01 janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

2.2.9 - Unité monétaire

Les états financiers de la société GENERAL LEASING sont établis en dinar tunisien.

2.2.10 - Présentation des états financiers

Afin d'améliorer la présentation de la situation financière de la société "GENERAL LEASING" conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, un changement de méthodes de présentation a été opéré au niveau de l'état de flux de trésorerie. Dans un objectif de comparabilité, les données de l'exercice 2005 ont été retraitées. Les notes 7.1 et 7.2 présentées au niveau des états financiers, résument le retraitement effectué.

NOTE 1- ACTIFS NON COURANTS

Au 31 décembre 2006, cette rubrique totalisant une valeur nette de 84 266 110 DT contre 96 192 126 DT à la clôture de l'exercice précédent, se compose des postes suivants :

DESIGNATION	NOTE	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Immobilisations incorporelles	1.1	8 684	1 684	
Immobilisations utilisées par la société	1.2	3 299 054	3 493 277	
Immobilisations destinées à la location	1.3	79 866 602	91 360 559	
Immobilisations financières	1.4	824 642	938 616	
Total des actifs immobilisés		83 998 982	95 794 136	
Autres actifs non courants	1.5	267 129	397 990	
TOTAL		84 266 110	96 192 126	

1.1-Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2006, les immobilisations incorporelles nettes d'amortissements s'élèvent à un montant de 8 684 DT contre 1 684 DT au 31 décembre 2005. Ces soldes se détaillent comme suit :

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Logiciel	166 137	156 136	
<Amortissements>	(157 453)	(154 452)	
TOTAL	8 684	1 684	

1.2-Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition hors TVA récupérable. Ces immobilisations nettes d'amortissements s'élevant à un montant de 18 949 DT à la clôture de l'exercice, s'analysent comme suit :

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Terrain	1 240 479	1 240 479	
Construction	2 038 922	2 038 922	
Matériel de transport	322 750	421 096	
Installations générales	218 396	213 929	
Mobilier de bureau	188 320	187 928	
Matériel informatique	245 647	244 541	
<Amortissements>	<955 460>	<853 618>	
TOTAL	3 299 054	3 493 277	

Le montant brut de ces immobilisations a atteint 4 254 514 DT au 31/12/2006 contre 4 346 895 DT à la clôture de l'exercice précédent. En revanche, les amortissements cumulés s'élèvent respectivement à 955 460 DT au 31 décembre 2006 contre 853 618 DT au 31 décembre 2005.

La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles de l'exercice 2006 est de 236 892 DT.

Le tableau suivant résume les mouvements des immobilisations et des amortissements:

Désignation	Taux	VALEURS BRUTES				AMORTISSEMENTS				VALEUR COMPTABLE NETTE
		Début de période	Acquis.	Cessions	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Cessions	Fin de période	
Terrain	-	1 240 479			1 240 479					1 240 479
Construction	5%	2 038 922	0		2 038 922	294 740	101 946		396 686	1 642 237
Matériel de transport	20%	421 096	①92 300	②190 646	322 750	208 042	69 998	135 050	142 991	179 759
Installations générales	10%	213 929	4 467		218 396	90 207	20 853		111 060	107 336
Mobilier de bureau	10%	187 928	392		188 320	103 926	15 506		119 432	68 888
Matériel informatique	15%	244 541	1 105		245 647	156 702	28 589		185 291	60 355
TOTAUX		4 346 895	98 265	190 646	4 254 514	853 618	236 892	135 050	955 460	3 299 054

① Ce montant correspond à l'acquisition de deux voitures neuves l'une utilitaire et l'autre de fonction pour une valeur totale de 92 300 DT.

② Cession de 9 voitures présentant une valeur brute de 190 646 DT et une valeur comptable nette de 55 596 DT tout en réalisant une plus value nette de 64 213 DT avec un montant de TVA reversée de 1 200,321 DT.

1.3-Immobilisations destinées à la location

Les immobilisations destinées à la location sont comptabilisées au coût d'acquisition hors TVA récupérable. Ces immobilisations nettes d'amortissements et de provision s'élevant à un montant de 79 866 602 DT à la clôture de l'exercice, s'analysent comme suit :

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Immobilisations en location	267 780 218	269 739 621	
Immobilisations en cours	740 758	126 627	
<Amortissements>	<174 528 545>	<167 826 891>	
<Provisions>	<14 125 829>	<10 678 798>	
TOTAL	79 866 602	91 360 559	

Le montant brut de ces immobilisations a atteint 268 520 976 DT au 31/12/2006 contre 269 866 248 DT à la clôture de l'exercice précédent. En revanche, les amortissements et les provisions cumulés s'élèvent respectivement à 188 654 374 DT au 31 décembre 2006 contre 178 505 689 DT au 31 décembre 2005. Le tableau suivant résume les mouvements des immobilisations destinées à la location en 2006 :

Nature	Valeur brute	Amort./Prov.	Valeur nette	En DT
Soldes au 31 Décembre 2005	269 866 248	(167 826 891)	102 039 357	
Moins : Provisions		(10 678 798)	(10 678 798)	
<i>Additions de l'exercice</i>				
- Investissements	38 106 328		38 106 328	
- Consolidations	79 927		79 927	
- Relocations	1 533 629		1 533 629	
- Immobilisations en cours	614 131		614 131	
<i>Retraits de l'exercice</i>				
- Cessions à la valeur résiduelle	(24 873 556)	24 864 072	(9 484)	
- Cessions anticipées	(13 628 757)	8 581 627	(5 047 130)	
- Replacement	(2 965 136)	1 550 250	(1 414 886)	
- Consolidations	(227 522)	227 522	0	
<i>Régularisations</i>		(52 580)	(36 898)	
Amortissements de l'exercice		(41 872 546)	(41 872 546)	
Moins : Provisions		(3 447 031)	(3 447 031)	
Soldes au 31 Décembre 2006	268 520 976	(188 654 374)	79 866 602	

1.4-Immobilisations financières

Au 31 décembre 2006, le solde de cette rubrique s'élevant à 824 642 DT se détaille comme suit :

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Titres immobilisés	922 000	1 022 000	
Provisions pour dépréciation	(97 358)	(83 384)	
TOTAL	824 642	938 616	

Au 31 décembre 2006, les titres de participation se détaillent comme suit :

DESIGNATION	% DE DETENTION	NBRE DE TITRE	V. ACQUI	VB	PROVISION	VCN
SOCIETES NOUVELLE OUED RIHANE	15,88%	2 750	100	275 000	63 479	211 521
GENERAL IMMOBILIERE DU SUD	25%	4 470	100	447 000	0	447 000
SUD SICAR	0,6%	2 000	100	200 000	33 880	166 120
TOTAL				922 000	97 358	824 642

1.5-Autres actifs non courants

Au 31 décembre 2006, le solde de cette rubrique s'élevant à 267 129 DT se détaille comme suit :

En DT		
DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005
Charges à répartir	1 285 369	1 248 153
Résorptions cumulées	(1 018 240)	(850 163)
TOTAL	267 129	397 990

Le tableau suivant illustre le détail des charges à répartir et des résorptions correspondantes :

En DT						
DESIGNATION	BRUT 2005	RESORPT° CUMUL 05	NET 2005	BRUT 2006	RESORPT° 2006	NET 2006
Frais Préliminaires						
Émission d'emprunts	1 202 018	804 028	397 990	1 202 018	965 867	236 151
Souscription au capital	46 135	46 135	0	83 351	52 383	30 968
TOTAL	1 248 153	850 163	397 990	1 285 369	1 018 240	267 129

NOTE 2- ACTIFS COURANTS

Les actifs courants totalisent 17 057 979 DT au 31 décembre 2006 contre 30 877 567 DT à la clôture de l'exercice précédent. Ils s'analysent ainsi :

DESIGNATION	NOTE	31/12/2006	31/12/2005
Clients et comptes rattachés	2.1	6 732 888	11 576 428
Acheteurs factorés	2.2	3 364 873	3 715 445
Autres actifs courants	2.3	1 829 689	1 982 944
Placements et autres actifs financiers	2.4	0	8 500 000
Liquidités et équivalents de liquidités	2.5	5 130 530	5 102 751
TOTAL		17 057 980	30 877 567

2.1-Clients et comptes rattachés

Au 31 décembre 2006, le solde net de ce poste s'élevant à 6 732 888 DT contre 11 576 428 DT à la clôture de l'exercice précédent, se détaille comme suit :

DESIGNATION	NOTE	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Clients	2.1.1	34 083 447	30 444 749	
<i>A déduire :</i>	2.1.2	(21 063 860)	(12 944 118)	
- Provisions ①	2.1.3	(4 189 150)	(4 127 010)	
- Produits réservés	2.1.4	(2 097 549)	(1 797 193)	
Total		6 732 888	11 576 428	

① Les provisions sur les engagements de leasing se présentent comme suit

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005
Provisions sur le total des engagements clients	(35 080 683)	(23 514 909)
Complément de provisions	(17 546)	(16 547)
Provisions sur encours reclassées	14 034 369	10 587 338
Total	(21 063 860)	(12 944 118)

* STRUCTURE DU PORTEFEUILLE CREANCES :

La valeur brute du portefeuille clients au 31.12.2006 s'élève à 129 605 KDT contre 131 576 KDT au 31.12.2005, soit une diminution de 1,5%.

La valeur brute du portefeuille créances courantes, et celles de la classe (1) s'élève à 65 772 KDT au 31/12/2006 contre 71 704 KDT à la fin de l'exercice précédent, représentant respectivement 50,74% et 54,49 % du total des créances de la GENERAL LEASING.

En revanche, la valeur du portefeuille des créances classées (2, 3, 4 et 5) sans engagements hors bilan s'élève à 63 833 KDT à la clôture de l'exercice contre 59 872 KDT au 31/12/2005, représentant respectivement 49,26% et 45,51 % des créances totales.

REPARTITION DU PORTEFEUILLE CREANCES PAR CLASSE DE RISQUE

La répartition de toutes les créances se présente comme suit :

CLASSE	2006		2005		En DT
	Valeur	%	Valeur	%	
Classe 0	34 546	27%	53 956	41%	
Classe 1	31 226	24%	17 748	13%	
Classe 2	3 786	3%	7 942	6%	
Classe 3	4 523	4%	11 654	9%	
Classe 4 et 5	55 524	42%	40 276	31%	
TOTAL	129 605	100%	131 576	100%	

* CREANCES IMPAYEES :

Au 31 décembre 2006, le volume des impayés a atteint la somme de 34 066 KDT contre 30 153 KDT au 31 décembre 2005, représentant respectivement 26,30% et

23% du total des engagements. L'analyse des créances impayées se présente comme suit :

REPARTITION DES IMPAYES PAR CLASSE DE RISQUE :

Au 31 décembre 2006, les impayés par classe de risque se répartissent comme suit :

En DT		
CLASSE	31/12/2006	31/12/2005
Classe 0	53	1 095 135
Classe 1	1 535 210	2 157 344
Classe 2	538 094	1 698 467
Classe 3	1 555 588	3 363 199
Classe 4	16 617 824	9 864 345
Classe 5	13 819 585	11 974 547
TOTAL	34 066 354	30 153 037

Les provisions et les produits réservés totalisent 41 367 382 DT au 31 décembre 2006 contre 29 439 112 DT à la clôture de l'exercice précédent. Ils s'analysent ainsi :

En DT			
PROVISIONS & PRODUITS RESERVES	31/12/2006	31/12/2005	VARIATION
Provisions	35 080 683	23 514 909	11 565 774
Produits réservés	6 286 699	5 924 203	362 496
TOTAL	41 367 382	29 439 112	11 936 768

1- PROVISIONS

Au 31/12/2006, les provisions s'élèvent à 35 080 683 DT contre 23 514 909 DT à la clôture de l'exercice précédent. La variation enregistrée de 11 565 774 DT s'analyse comme suit :

En DT	
DESIGNATION	2006
- Dotation de l'exercice	12 363 757
- Reprise sur provisions	-797 983
TOTAL	11 565 774

Au 31 décembre 2006, les provisions par classe de risque se repartissent comme suit :

CLASSE/§§	PROVISION 31/12/05	DOTATION	REPRISE	PROVISION 2006
CLASSE 5	13 419 614	2 472 195	288 302	15 603 507
CLASSE 4	9 908 095	9 562 049	383 863	19 086 281
CLASSE 3	85 880	303 713	25 515	364 078
CLASSE 2	5 979	25 799	4 961	26 817
CLASSE 1	6 411	0	6 411	0
CLASSE 0	88 930	0	88 930	0
TOTAL	23 514 909	12 363 757	797 983	35 080 683

Répartition des provisions entre les créances impayées et les créances non échues :

En DT		
CLASSE	PROV / EN COURS	PROV / IMPAYÉ
CLASSE 5	4 662 163	10 941 344
CLASSE 4	9 092 006	9 994 275
CLASSE 3	257 752	106 326
CLASSE 2	22 449	4 369
CLASSE 1	0	0
CLASSE 0	0	0
TOTAL	14 034 369	21 046 313

2- AGIOS RESERVES

Les agios réservés sont présentés en déduction des comptes clients conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre des finances du 25 mars 1999 portant approbation des normes comptables sectorielles.

Au 31/12/2006, les agios réservés totalisent 6 286 699 DT contre 5 924 203 DT au 31/12/2005.

*Répartition des agios par classe de risque

Les agios réservés se répartissent au 31 décembre 2006 par classe de risque comme suit :

En DT			
CLASSE	AGIOS RESERVES	AGIOS RESERVES / INT RETARD	TOTAL PRODUITS RESERVES
CLASSE 5	1 726 093	563 076	2 289 169
CLASSE 4	2 205 461	1 399 927	3 605 388
CLASSE 3	201 556	118 140	319 696
CLASSE 2	56 040	16 406	72 446
CLASSE 1	0	0	0
CLASSE 0	0	0	0
TOTAL	4 189 150	2 097 549	6 286 699

Au cours de l'exercice 2006, les agios réservés ont connu les mouvements suivants :

En DT				
CLASSE	Agios 2005	Dotation	Reprise	Agios 2006
CLASSE 5	2 390 126	161 441	262 398	2 289 169
CLASSE 4	3 094 378	887 871	376 861	3 605 388
CLASSE 3	189 467	150 269	20 040	319 696
CLASSE 2	18 884	65 040	11 478	72 446
CLASSE 1	70 203	0	70 203	0
CLASSE 0	161 145	0	161 145	0
TOTAL	5 924 203	1 264 622	902 126	6 286 699

2.2- Acheteurs factorés

Au 31 décembre 2006, le solde net de ce poste s'élevant à 3 260 726 DT contre 3 404 366 DT à la clôture de l'exercice précédent, se détaille comme suit :

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Compte des acheteurs factorés	4 183 639	4 222 082	
<i>A déduire :</i>			
- Provisions	(749 060)	(442 120)	
- Produits réservés	(69 706)	(64 517)	
- <u>Montant net</u>	3 364 873	3 715 445	
- Fonds de garantie	922 913	817 716	
Total	3 260 726	3 404 366	

* STRUCTURE DES CREANCES :

La valeur brute des créances clients factoring au 31.12.2006 s'élève à 4 184 KDT contre 4 222 KDT au 31.12.2005.

La valeur brute des créances courantes, et celles de la classe (1) s'élève à 2 775 KDT au 31/12/2006, représentant 71 % du total des créances factoring de la GENERAL LEASING.

En revanche, la valeur des créances classées (2, 3, 4 et 5) sans engagements hors bilan s'élève à 1 204 KDT à la clôture de l'exercice, représentant 29% des créances totales de factoring.

REPARTITION DES CREANCES ET DES PROVISIONS PAR CLASSE DE RISQUE

La répartition par classe de risque de toutes les créances factoring et des provisions se présente comme suit :

CLASSE	2006					En DT
	Valeur brute	%	Provision	VCN	%	
Classe 0	2 145 576	54%	0	2 145 576	66%	
Classe 1	629 425	16%	0	629 425	19%	
Classe 2	265 584	7%	37 196	228 388	7%	
Classe 3	0	0%	0	0	0%	
Classe 4	938 570	24%	711 864	226 706	7%	
TOTAL	3 979 155	100%	749 060	3 230 095	100%	

REPARTITION DES AGIOS RESERVES PAR CLASSE DE RISQUE

Les agios réservés sont présentés en déduction de compte clients conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre des finances du 25 mars 1999 portant approbation des normes comptables sectorielles.

Au 31/12/2006, les agios réservés totalisant 69 706 DT contre 64 517 DT au 31/12/2005.

Les agios réservés se répartissent au 31 décembre 2006 par classe de risque comme suit

CLASSE	Agios réservés	En DT
CLASSE 2	7 168	
CLASSE 4	62 538	
TOTAL GENERAL	69 706	

2.3- Autres actifs courants

Au 31 décembre 2006, le solde net de ce poste s'élevant à 1 829 689 DT contre 1 982 944 DT à la clôture de l'exercice précédent, se détaille comme suit :

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Avances et acomptes au personnel	23 107	54 340	
Autres créances sur le personnel	2 710	0	
État, crédit de TVA Gelée	1 256 707	1 256 707	
État, crédit de TCL	10	10	
État, impôts sur les bénéfices à liquider	273 675	252 940	
Autres comptes débiteurs	467 640	513 759	
Compte courant Gis	0	1 389	
Charges constatées d'avance	1 411	41 306	
Remboursement Assurance Groupe	147	147	
Client avance sur F.E.C	0	595	
Produits à recevoir	168 483	262 242	
Caution sur affaire fiscale	95 706	95 706	
Fournisseurs avances & acomptes	10 000	0	
Fournisseurs débiteurs	100 833	0	
Total brut	2 400 430	2 479 142	
Moins provisions pour dépréciation ❶	(570 741)	(496 198)	
Total	1 829 689	1 982 944	

❶ Les provisions pour dépréciation des autres actifs courants se détaillent comme suit :

DESIGNATION	31/12/2006	En DT
Avances et acomptes au personnel	9 828	
Autres comptes débiteurs	460 080	
Fournisseurs débiteurs	100 833	
TOTAL	570 741	

2.4- placements et autres actifs financiers

Au 31 décembre 2006, le solde net de ce poste présente un solde nul contre 8 500 000 DT à la clôture de l'exercice précédent, se détaillant comme suit :

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Actions Sud Obligataires SICAV	0	8 500 000	
TOTAL	0	8 500 000	

2.5- Liquidités et équivalents de liquidités

Au 31 décembre 2006, les liquidités et équivalents de liquidités ont atteint un montant de 5 130 530 DT contre 5 102 751 DT à la clôture de l'exercice précédent. Ils se détaillent comme suit :

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	En DT
- Effets ❷	623 788	46 481	
- Moins Provisions sur effets à l'encaissement	(44 249)	(44 249)	
- Banques	4 550 977	5 068 659	
- Caisse	13	544	
- Sud invest trésorerie disponible	0	31 316	
TOTAL	5 130 530	5 102 751	

Le solde comptable du compte banque est rapproché avec celui du relevé bancaire au 31/12/2006.

Le compte de la caisse fait apparaître au cours de l'exercice des soldes créditeurs, ce qui ne garantie pas la réalité et l'exhaustivité des mouvements de la caisse.

- ❶ Les effets se ventilent entre l'activité leasing et factoring comme suit :
- En DT

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005
Effets à l'encaissement (Leasing)	44 249	44 249
Effets à l'encaissement (Factoring)	579 539	2 232
TOTAL	623 788	46 481

NOTE 3-CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres avant affectation totalisent -4 380 723 DT au 31/12/2006 contre 4 655 478 DT au 31/12/2005. Ils se détaillent comme suit:

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	EN DT VARIATION
- Capital social	12 500 000	10 000 000	2 500 000
- Réserve légale	574 635	574 635	0
- Autres réserves pour risques divers	0	0	0
- Actions rachetées	0	(70 461)	70 461
- Autres réserves	1 425 000	1 425 000	0
- Prime d'émission	3 250 000	3 250 000	0
- Résultats reportés	(9 878 385)	(5 215 072)	(4 663 313)
- Effets des modifications comptables	(662 188)	(662 188)	0
Total avant résultat	7 209 063	9 301 914	(2 092 851)
Résultat de l'exercice	(11 589 786)	(4 646 436)	(6 943 350)
Total avant affectation du résultat	(4 380 723)	4 655 478	(9 036 201)
Nombre d'actions (2)	1 250 000	1 000 000	250 000
Résultat par action (1) / (2)	-9,272	-4,646	-4,625

Le capital de la GENERAL LEASING souscrit et libéré s'élève à 12 500 000 DT au 31 décembre 2006. Il se compose de 1 250 000 actions d'une valeur nominale de 10 dinars chacune. La structure de capital est la suivante :

ACTIONNAIRES	NOMBRE D'ACTIONS	MONTANT EN DINARS	POURCENTAGE
PERSONNES MORALES PRIVEES			
- ATTIJARI BANK	366 080	3 660 800,000	29,29%
- GROUPE DHOGRI	221 444	2 214 440,000	17,72%
- STEC	150 552	1 505 520,000	12,04%
- SEPCM	70 469	704 690,000	5,64%
- DOGHRI NEJIB	423	4 230,000	0,03%
- GROUPE BEN JEMAA	144 799	1 447 990,000	11,58%
- STE D'AUTOMOBILE ET DE MATERIEL(SAM)	79 688	796 880,000	6,38%
- BEN JEMAA KHALED	37 574	375 740,000	3,01%
- SOHOB	26 528	265 280,000	2,12%
- ITTC	1 009	10 090,000	0,08%
- TQB	71 705	717 050,000	5,74%
- MAJU'S INVESTMENT SICAF	59 132	591 320,000	4,73%
- SPDIT SICAF	43 970	439 700,000	3,52%
- SICAV PLACEMENT	17 726	177 260,000	1,42%
- SIDCO SICAR	12 000	120 000,000	0,96%
- STE CAPITAL INVEST CAPINVEST	19 648	196 480,000	1,57%
- SUD VALEURS SICAV	22 653	226 530,000	1,81%
- TUNISIE PLACEMENT SICAF	9 270	92 700,000	0,74%
PERSONNES PHYSIQUES			
- KAMOUN HABIB	48 352	483 520,000	3,87%
- AUTRES (Participation < 0,5%)	213 221	2 132 210,000	17,06%
T O T A L	1 250 000	12 500 000	100,00%

Le tableau de mouvements des capitaux propres se présente comme suit :

	CAPITAL SOCIAL	RESERVE LEGALE	RESULTATS REPORTES	AUTRES RESERVES	PRIME EMISSION	ACTIONS RACHETEES	EFFETS DES MODIFICA ^T O COMPTABLES	RESULTAT DE L'EXERCICE	TOTAL
Solde au 31 DECEMBRE 2004	10 000 000	574 635	92 536	1 425 000	3 250 000	(27 451)	(662 188)	(5 307 608)	9 344 925
Affectations approuvées par l'A.G.O			(5 307 608)					5 307 608	0
Transfert au compte provisions						(43 010)		0	
Actions rachetées								(43 010)	0
+/- value sur actions rachetées								0	
Effets des modifications comptables								0	
Bénéfice après impôt de l'exercice							(4 646 436)	(4 646 436)	
Solde au 31 DECEMBRE 2005	10 000 000	574 635	(5 215 072)	1 425 000	3 250 000	(70 461)	(662 188)	(4 646 436)	4 655 478
Augmentation de capital	2 500 000								2 500 000
Affectations approuvées par l'A.G.O			(4 646 436)					4 646 436	0
Actions rachetées			(16 877)			70 461			
+/- value sur actions rachetées								70 461	
Résultats après impôts de l'exercice							(11 589 786)	(11 589 786)	(11 589 786)
Solde au 31 DECEMBRE 2006	12 500 000	574 635	(9 878 385)	1 425 000	3 250 000	0	(662 188)	(11 589 786)	(4 380 723)

NOTE 4-PASSIFS NON COURANTS

Les passifs non courants totalisent 65 804 995 DT au 31 décembre 2006 contre 85 523 961 DT à la clôture de l'exercice précédent. Ils s'analysent ainsi :

DESIGNATION	NOTE	En DT	
		31/12/2006	31/12/2005
Emprunts	4.1	62 926 008	81 756 266
Provisions	4.2	17 182	25 334
Autres dettes	4.3	2 861 805	3 742 361
TOTAL		65 804 995	85 523 961

4.1-Emprunts

Au 31 décembre 2006, les emprunts à plus d'un an s'élèvent à 62 926 008 DT contre 81 756 266 DT.

Le tableau suivant présente le détail et les mouvements des emprunts réalisés en 2006 :

En DT

DESIGNATION	MONTANT DU CREDIT	SOLDE EN DEBUT DE PERIODE	UTILISATIONS	REMBOURSEMENTS	AUTRES	FIN DE PERIODE		
						SOLDE PLUS D'UN AN	ÉCHEANCES A D'UN AN	ÉCHEANCES A MOINS D'UN AN
CREDITS DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET AUTRES								
ATTIJARI BANK	30 000 000	8 221 428	0	2 484 286	0	5 737 142	3 642 857	2 094 286
BEST BANK	15 000 000	5 000 000	22 000 000	20 000 000	0	7 000 000	0	7 000 000
AMEN-BANK	6 000 000	2 529 059		838 643	0	1 690 416	1 249 664	440 752
BH	10 000 000	6 160 742	0	2 007 534	0	4 153 207	2 004 077	2 149 130
ETAT	17 898 749	10 000 000	0	0	0	10 000 000	10 000 000	0
BEI	10 676 500	17 175 500	0	0	0	17 175 500	16 029 409	1 146 091
FIDELITY OBLIG SICAV	4 000 000	2 000 000	0	2 000 000	0	0	0	0
TOTAL	93 575 249	51 086 728	22 000 000	27 330 463	0	45 756 265	32 926 008	12 830 258
EMPRUNTS OBLIGATAIRES								
E.O. GL 02/99 Tranches A - B	15 000 000	2 000 000		1 000 000		1 000 000	0	1 000 000
E.O. GL 01/01 Tranches A - B	11 300 000	4 260 000		2 260 000		2 000 000	1 000 000	1 000 000
E.O. GL 02/01	10 000 000	6 000 000		2 000 000		4 000 000	2 000 000	2 000 000
E.O. GL 01/02	10 000 000	8 000 000		2 000 000		6 000 000	4 000 000	2 000 000
E.O. GL 01/03	10 000 000	10 000 000		2 000 000		8 000 000	6 000 000	2 000 000
E.O. GL 02/03	10 000 000	10 000 000		2 000 000		10 000 000	8 000 000	2 000 000
E.O. GL 01/04	15 000 000	15 000 000		3 000 000		12 000 000	9 000 000	3 000 000
Total E.O	81 300 000	55 260 000	0	12 260 000	0	43 000 000	30 000 000	13 000 000
TOTAL GENERAL	174 875 249	106 346 728	22 000 000	39 590 463	0	88 756 265	62 926 008	25 830 258

4.2-provisions

Au 31 décembre 2006, les provisions s'élèvent à 17 182 DT contre 25 334 DT au 31.12.2005 et correspondent à des provisions pour risques et charges.

4.3-Autres dettes

Au 31 décembre 2006, ce poste présente un solde de 2 861 805 DT contre 3 742 361 DT au 31.12.2005. Ce solde correspond au restant dû de la dette fiscale supportée par la GENERAL LEASING suite au redressement fiscal effectué en 2004 pour un montant total de 4 402 777 DT.

Ce montant a fait l'objet d'un échéancier de paiement trimestriel allant du 01.06.2006 au 31.03.2011 avec abandon des pénalités de retard. La variation de ce poste correspond aux montants des échéances à moins d'un an reclassées au 31.12.2006 du poste « Autres dettes » au poste « Autres passifs courant ».

NOTE 5-PASSIFS COURANTS

Le solde de cette rubrique s'élève à 39 899 818 DT au 31/12/2006 contre 36 890 254 DT à la clôture de l'exercice précédent, se détaille comme suit :

DESIGNATION	NOTE	31/12/2006	31/12/2005
Fournisseurs et comptes rattachés	5.1	4 348 459	1 090 502
Comptes courants des adhérents et comptes rattachés	5.2	922 913	817 717
Autres passifs courants	5.3	5 723 981	6 661 217
Concours bancaires et autres passifs financiers	5.4	28 904 466	28 320 818
TOTAL		39 899 818	36 890 254

5.1-Fournisseurs et comptes rattachés

Au 31 décembre 2006, ce poste présente un solde de 4 348 459 DT contre 1 090 502 DT à la clôture de l'exercice précédent. Ce solde se détaille comme suit:

En DT		
DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005
Fournisseurs d'immobilisations	1 430 691	230 283
Fournisseurs, effets à payer	2 917 768	860 219
TOTAL	4 348 459	1 090 502

5.2- Comptes courants des adhérents et comptes rattachés

Au 31 décembre 2006, ce poste présente un solde de 922 913 DT contre 817 717 DT à la clôture de l'exercice précédent. Ce solde correspond aux fonds de garantie encaissés par la GENERAL LEASING auprès des adhérents

5.3- Autres passifs courants

Au 31 décembre 2006, ce poste présente un solde de 5 723 980 DT contre 6 661 217 DT à la clôture de l'exercice précédent. Ce poste se détaille comme suit:

DESIGNATION (En DT)	31/12/2006	31/12/2005
Personnel, intéressement dus	26 326	26 326
Etat, retenues sur salaires	28 664	12 681
Etat, retenues sur honoraires, commissions et loyers	10 531	4 437
Etat, TVA à payer	143 212	593 025
Etat, TVA à payer / suite au redressement fiscal	880 555	1 133 739
Etat, autres impôts (enregistrement contrat)	0	13 878
Etat, autres impôts et taxes à payer	4 903	3 193
C.N.S.S	60 933	49 345
CAVIS	7 742	3 027
Organismes sociaux, charges sociales sur congés payés et autres charges	90 766	116 066
Diverses charges à payer	151 161	128 990
Prov. / jetons de présence	42 000	42 000
Compte d'attente	27 480	56 980
Produits constatés d'avance	2 574 163	2 789 552
Clients F.E.C	10 280	515
Clients créateurs	1 663 668	1 686 424
Personnel, rémunérations dues	0	1 039
Frais de syndic	1 599	0
TOTAL	5 723 981	6 661 217

5.4- concours bancaires et autres passifs financiers

Au 31 décembre 2006, ce poste présente un solde de 28 904 466 DT contre 28 320 818 DT à la clôture de l'exercice précédent. Ce solde se détaille comme suit:

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005
Échéances à moins d'un an sur emprunts locaux ①	25 830 258	24 590 464
Intérêts courus sur emprunts	3 074 208	3 730 354
TOTAL	28 904 466	28 320 818

① Voir tableau des emprunts note 4-1

NOTE 6-ETAT DE RESULTAT

L'état de résultat de l'exercice 2006 s'est soldé par une perte de (11 589 786) DT. Il comprend les produits et les charges suivants :

6.1-Revenus nets de l'activité de leasing

Au 31 décembre 2006, ce poste présentant un solde net de 1 419 795 DT contre 2 074 736 DT à la clôture de l'exercice précédent, se détaille comme suit:

DESIGNATION	NOTE	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Revenus bruts de leasing	6.1.1	50 163 627	58 085 253	
<u>A déduire :</u>				
Dotations aux amortiss. des immobilisations en location		41 872 546	47 907 253	
<u>A ajouter :</u>				
Autres produits d'exploitation	6.1.2	70 348	85 518	
Charges financières	6.1.3	6 941 634	8 188 782	
TOTAL		1 419 795	2 074 736	

6.1.1. Revenus bruts de leasing

Au 31 décembre 2006, ce poste s'élevant à 50 163 627 DT se détaille comme suit:

DESIGNATION	En DT	
	31/12/2006	31/12/2005
Loyers de leasing	50 526 124	60 264 810
Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	5 924 203	3 744 646
Intérêts inclus dans les loyers	(6 286 699)	(5 924 203)
Variation des produits réservés	(362 497)	(2 179 557)
TOTAL	50 163 627	58 085 253

6.1.2. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation présentant un solde de 70 348 DT contre un solde de 85 518 DT, se détaillent comme suit :

DESIGNATION	En DT	
	31/12/2006	31/12/2005
Intérêts de retard	39 118	1 223
Pré loyers	7 883	72 442
Frais de dossiers	23 348	11 853
TOTAL	70 348	85 518

6.2-Revenus de factoring

Les revenus de factoring ont atteint 525 721 DT à la clôture de l'exercice contre 628 842 DT. Ils se détaillent comme suit:

DESIGNATION	En DT	
	31/12/2006	31/12/2005
Commissions de factoring	166 152	206 064
Intérêts de factoring	359 569	422 777
TOTAL	525 721	628 842

6.3. Reprises sur provisions

Au 31 décembre 2006, les reprises sur provision totalisant 902 692 DT contre 1 259 036 DT, se composent ainsi :

DESIGNATION	En DT	
	31/12/2006	31/12/2005
Reprise sur provisions ①	891 109	628 840
Reprise sur provisions redressement fiscal	11 853	630 196
TOTAL	902 962	1 259 036

❶ Les reprises sur provisions s'analysent comme suit :

DESIGNATION	En DT 31/12/2006
Reprise sur provision pour dépréciation des créances clients	797 983
Reprise sur provision pour dépréciation des titres de participation	23 083
Reprise sur provision pour dépréciation des autres actifs courants	36 119
Reprise sur provision pour dépréciation des soldes de fournisseurs débiteurs	16 155
Reprise sur provision pour congés à payer	17 769
TOTAL	891 109

6.4-Charges de personnel

Les charges de personnel ont atteint 1 183 606 DT à la clôture de l'exercice contre 1 150 875 DT à la clôture de l'exercice précédent. Elles s'analysent comme suit:

DESIGNATION	En DT 31/12/2006	31/12/2005
Salaires et compléments de Salaires	889 570	836 196
Charges connexes aux Salaires	0	48 401
Cotisations de sécurité sociale sur Salaires	157 482	142 599
Autres Charges sociales	136 554	123 679
TOTAL	1 183 606	1 150 875

6.5-Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et les résorptions ont atteint 407 969 DT à la clôture de l'exercice contre 468 644 DT à la clôture de l'exercice précédent. Elles se détaillent comme suit:

DESIGNATION	En DT 31/12/2006	31/12/2005
Dotations aux amort. des immobilisations incorporelles	3 001	17 637
Dotations aux amort. des immobilisations corporelles	236 892	248 622
Dotations aux résorptions des Charges à répartir	168 076	202 385
TOTAL	407 969	468 644

6.6-Dotations aux provisions

Au 31 décembre 2006, les dotations aux provisions totalisant 12 839 271 DT contre 6 89 985 DT à la clôture de l'exercice précédent se ventilent ainsi :

DESIGNATION	En DT 31/12/2006	31/12/2005
Dotations aux provisions pour risques sur la clientèle	12 364 756	6 279 723
Dotations aux provisions pour risques sur autres actifs	167 575	132 808
Dotations aux provisions pour risque	0	25 334
Dotations aux provisions / acheteurs	306 940	442 120
TOTAL	12 839 271	6 879 985

6.6.1-Dotations aux provisions pour risque sur la clientèle

Ce poste totalisant 12 364 756 DT, s'analyse par classe de risque comme suit :

En KDT	
DESIGNATION	31/12/2006
Classe 5	2 472
Classe 4	9 563
Classe 3	304
Classe 2	26
TOTAL	12 365

6.7-Autres charges d'exploitation

Au 31 décembre 2006, les autres charges d'exploitation totalisent 633 353 DT contre 725 807 DT à la clôture de l'exercice précédent.

En DT

DESIGNATION	NOTE	31/12/2006	31/12/2005
Achats	6.7.1	52 585	70 753
Services extérieurs	6.7.2	145 505	151 253
Autres services extérieurs	6.7.3	304 783	378 711
Charges diverses	6.7.4	42 000	0
Impôts et taxes	6.7.5	88 479	125 090
TOTAL		633 353	725 807

6.7.1-Achats

A la clôture de l'exercice, cette rubrique totalisant 52 585 DT, s'analyse comme suit :

En DT

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005
Achat de matières et fournitures	52 585	70 753
TOTAL	52 585	70 753

6.7.2-Services extérieurs

A la clôture de l'exercice, cette rubrique totalisant 145 505 DT s'analyse comme suit :

En DT

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005
Charges locatives et de copropriété	15 883	18 402
Locations	30 000	33 000
Entretiens et réparations	33 214	32 090
Primes d'assurances	65 799	66 103
Études, recherches et divers services extérieurs	609	1 658
TOTAL	145 505	151 253

6.7.3-Autres services extérieurs

A la clôture de l'exercice, cette rubrique totalisant 304 783 DT s'analyse comme suit :

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Formation	4 392	2 551	
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	129 353	126 589	
Publicités, publications, relations publiques	46 513	72 329	
Transports	31 618	17 077	
Déplacements, missions et réceptions	2 084	31 487	
Frais postaux et de télécommunications	54 882	87 750	
Services bancaires et assimilés	32 659	37 186	
Documentations	3 282	3 741	
TOTAL	304 783	378 711	

6.7.4-Charges diverses

A la clôture de l'exercice, cette rubrique totalisant 42 000 DT s'analyse comme suit :

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Jetons de présence	42 000	0	
TOTAL	42 000	0	

6.7.5-Impôts et taxes

A la clôture de l'exercice, cette rubrique totalisant 88 479 DT s'analyse comme suit :

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Impôts et taxes sur rémunérations	26 986	25 385	
T.C.L	16 886	60 000	
Droits d'enregistrement et de timbres	40 891	35 468	
Autres impôts et taxes	3 717	4 237	
TOTAL	88 479	125 090	

6.8-Produits des placements et des participations

Au 31 décembre 2006, cette rubrique totalisant 435 161 DT se détaillent comme suit:

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Revenus des autres créances	208 764	328 898	
Revenus des valeurs mobilières et de placement	407 110	40 710	
Perte/ placement courant	(180 713)	0	
TOTAL	435 161	369 608	

6.9- Autres gains ordinaires

Au 31 décembre 2006, les autres gains ordinaires s'élèvent à 334 810 DT contre 339 185 DT à la clôture de l'exercice précédent. Ils correspondent aux charges sur cession d'immobilisations.

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Produits nets sur cessions d'immobilisations ①	334 810	339 185	
TOTAL	334 810	339 185	

❶ Ces produits nets sur cessions comprennent pour 118 494 DT de produits relatifs à des exercices antérieurs.

6.10- Autres pertes ordinaires

Au 31 décembre 2006, les autres pertes ordinaires s'élèvent à 85 843 DT contre 24 986 DT à la clôture de l'exercice précédent. Elles correspondent aux charges sur cession d'immobilisations.

DESIGNATION	En DT	
	31/12/2006	31/12/2005
Charges sur cession d'immobilisation ❶	85 843	24 986
TOTAL	85 843	24 986

❶ Ces charges sur cessions comprennent pour 6 232 DT de charges relatives à des exercices antérieurs.

6.11- Impôts sur les bénéfices

Au 31 décembre 2006, l'impôt sur les bénéfices s'élève à 58 193 DT contre 67 545 DT à la clôture de l'exercice précédent.

L'impôt sur les bénéfices a été liquidé, conformément aux dispositions du droit commun et notamment la loi n° 94-90 du 26 Juillet 1994, de la manière suivante :

DESIGNATION	En DT	
	2006	2005
Bénéfice comptable avant impôt	(11 782 984)	(4 578 891)
<i>A réintégrer</i>		
Amortissements financiers	41 872 546	47 907 253
Dotations aux Provisions	12 838 272	6 854 651
Dotations aux Provisions pour autres risques	0	25 334
Jetons de présence	42 000	
Rachat des contrats assurance vie du personnel GL	0	179 862
<i>A déduire</i>		
Amortissements fiscaux	41 872 546	47 907 253
<u>Bénéfice fiscal avant provisions</u>	1 097 288	2 480 956
Provisions pour créances douteuses 85%		
Provisions pour créances douteuses 100%	1 097 288	2 480 956
<u>Bénéfice fiscal</u>	0	0
<i>A déduire le montant réinvestis au titre des souscriptions</i>		
d'actions :	0	0
Base imposable	0	0
<i>Impôt au taux de 35%</i>	0	0
<i>Minimum d'impôt 0,1% CA TTC</i>	58 193	67 544
<i>A imputer</i>		
Excédent d'impôt antérieur		
Acomptes provisionnels payés / Crédit d'impôt	331 868	320 484
Retenues sur placements		
<u>Impôt à liquider</u>	<u>(273 675)</u>	<u>(252 940)</u>

NOTE 7- ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

La trésorerie nette dégagée par la GENERAL LEASING s'élève à 27 779 DT au 31 décembre 2006 contre - 6 418 373 DT à la fin de l'exercice précédent. Elle se détaille comme suit :

DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005	En DT
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	6 618 242	9 654 557	
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	8 500 000	59 949	
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(15 090 463)	(16 132 879)	
TOTAL	27 779	(6 418 373)	

7.1- - Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Ces flux d'exploitation s'analysent comme suit :

DESIGNATION	NOTE	31/12/2006	Solde retraité 31/12/2005	Solde avant retraitement 31/12/2005	En DT
Encaissements reçus des clients	7.1.1	58 627 226	52 882 884	52 882 884	
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	7.1.2	(1 699 853)	(1 904 521)	(1 904 521)	
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations destinées à la location.	7.1.3	(42 717 831)	(32 812 784)		
Intérêts payés	7.1.4	(7 466 919)	(7 211 625)	(7 211 625)	
Impôts et taxes payés	7.1.5	154 320	(146 466)	(146 466)	
Autres flux de trésorerie	7.1.6	(278 701)	(1 152 931)	(1 152 931)	
TOTAL		6 618 242	9 654 557	42 467 341	

Afin d'améliorer la présentation de la situation financière de la GENERAL LEASING et se conformer aux principes comptables généralement admis en Tunisie, un changement de méthodes de présentation a été opéré au niveau de l'état de flux de trésorerie. En effet, les décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations données en location tels que ont été présentés au niveau des états financiers arrêtés au 31.12.2005 parmi les flux provenant des activités d'investissement ont été reclasés au 31.12.2006 parmi les flux provenant des activités d'exploitation. Dans un objectif de comparabilité, les données de l'exercice 2005 ont été retraitées.

7.1.1- Encaissements reçus des clients

Cette rubrique totalisant 58 627 226 DT à la fin de l'exercice 2006 contre 52 882 884 DT à la fin de l'exercice 2005. Le solde au 31.12.2006 correspond aux montants des créances clients effectivement encaissés courant l'année 2006.

7.1.2- Sommes versés aux fournisseurs et au personnel

Cette rubrique totalisant 1 699 853 DT à la fin de l'exercice 2006 contre 1 904 521 DT, se détaille comme suit :

LIBELLE	En DT		
		31/12/2006	31/12/2005
- Avances et acomptes au personnel en début de période	-	(54 340)	(77 151)
- Avances et acomptes au personnel en fin de période	+	23 107	54 340
- Autres créances sur le personnel en début de période	-	0	(3 650)
- Autres créances sur le personnel en fin de période	+	2 710	0
- Charges constatées d'avance en début de période	-	(41 306)	(99 280)
- Charges constatées d'avance en fin de période	+	1 411	41 306
- Personnel, rémunérations dues en début de période	+	26 326	26 326
- Personnel, rémunérations dues en fin de période	-	(26 326)	(26 326)
- Personnel, provisions pour CP en début de période	+	116 066	73 652
- Personnel, provisions pour CP en fin de période	-	(108 535)	(116 066)
- État, retenues sur salaires en début de période	+	12 681	17 045
- État, retenues sur salaires en fin de période	-	(28 664)	(12 681)
- État, retenues sur hon, com et loyers en début de période	+	4 437	160 184
- État, retenues sur hon, com et loyers en fin de période	-	(10 531)	(4 437)
- C.N.S.S en début de période	+	49 345	56 399
- C.N.S.S en fin de période	-	(60 933)	(49 345)
- CAVIS en début de période	+	3 027	4 739
- CAVIS en fin de période	-	(7 742)	(3 027)
- Diverses Charges à payer en début de période	+	128 990	120 585
- Diverses Charges à payer en fin de période	-	(151 161)	(128 990)
- TVA, payées sur biens et services	+	92 811	119 306
- Charges de personnel	+	1 183 606	1 150 875
- Autres charges d'exploitation	+	645 214	725 807
- Impôts et taxes	-	(100 340)	(125 090)
TOTAL		1 699 853	1 904 521

7.1.3-Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations données en locations

Cette rubrique totalisant -42 717 831 DT au 31/12/2006, s'analyse comme suit :

DESIGNATION	En DT		
		31/12/2006	31/12/2005
Fournisseurs d'immobilisations en début de période	+	1 090 502	1 646 235
Fournisseurs d'immobilisations en fin de période	-	(1 430 690)	(1 090 502)
Investissements en immobilisations incorporelles	+	10 000	680
Investissements en immobilisations corporelles	+	98 265	607 446
Investissements en immobilisations destinées à la location	+	38 106 328	27 650 688
TVA sur investissements	+	4 843 426	3 998 237
TOTAL		42 717 831	32 812 784

7.1.4-Intérêts payés

Cette rubrique totalisant 7 466 919 DT au 31/12/2006, s'analyse comme suit :

DESIGNATION	En DT		
		31/12/2006	31/12/2005
Frais d'émission d'emprunt	+	37 216	156 689
Intérêts courus sur emprunts locaux en début de période	+	3 730 353	2 798 892
Intérêts courus sur emprunts locaux en fin de période	-	(3 074 208)	(3 730 353)
Charges financières	+	6 941 634	8 188 782
Remboursement des emprunts	-	(168 076)	(202 385)
TOTAL		7 466 919	7 211 625

7.1.5-Impôts et taxes payés

Cette rubrique totalisant - 154 320 DT au 31/12/2006, s'analyse comme suit :

DESIGNATION	En DT		
		31/12/2006	31/12/2005
État, impôts différés en début de période	-	0	(111 071)
État, impôts sur les bénéfices à liquider début de période	+	(252 940)	131 771
État, impôts sur les bénéfices à liquider fin de période	-	273 675	252 940
État, autres impôts et taxes à payer en début de période	+	3 183	3 859
État, autres impôts et taxes à payer en fin de période	-	(4 903)	(3 183)
Impôts et taxes	+	100 340	125 090
Impôts sur les bénéfices	+	(273 675)	(252 940)
TOTAL		(154 320)	146 466

7.1.6-Autres flux de trésorerie

Cette rubrique totalisant 278 701 DT au 31/12/2006, s'analyse comme suit :

DESIGNATION	En DT		
		31/12/2006	31/12/2005
Autres comptes débiteurs en début de période	+	872 449	2 046 530
Autres comptes débiteurs en fin de période	-	(842 810)	(872 449)
Comptes d'attente en début de période	+	56 980	28 650
Comptes d'attente en fin de période	-	(27 480)	(56 980)
Comptes courant GIS en début de période	+	1 389	7 596
Comptes courant GIS en fin de période	-	(1 599)	(1 389)
Autres produits constatés d'avance en début de période	-	(2 789 552)	(3 158 187)
Autres produits constatés d'avance en fin de période	+	2 574 163	2 789 552
Produits des placements	+	435 161	369 608
TOTAL		278 701	1 152 931

7.2- - Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Ces flux d'investissement s'analysent comme suit :

En DT				
DESIGNATION	NOTE	31/12/2006	Solde retraité 31/12/2005	Solde avant retraitement 31/12/2005
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations destinées à la location.				(32 812 784)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		0	59 949	59 949
Encaissements provenant de la cession des placements		8 500 000	0	0
TOTAL		8 500 000	59 949	(32 752 835)

Afin d'améliorer la présentation de la situation financière de la GENERAL LEASING et se conformer aux principes comptables généralement admis en Tunisie, un changement de méthodes de présentation a été opéré au niveau de l'état de flux de trésorerie. En effet, les décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations données en location tels que ont été présentés au niveau des états financiers arrêtés au 31.12.2005 parmi les flux provenant des activités d'investissement ont été reclassés au 31.12.2006 parmi les flux provenant des activités d'exploitation. Dans un objectif de comparabilité, les données de l'exercice 2005 ont été retraitées.

7.3- - Flux de trésorerie provenant des activités de financements

Ces flux de financement s'analysent comme suit :

En DT		
DESIGNATION	31/12/2006	31/12/2005
Encaissements suite à l'émission d'actions	2 500 000	0
Encaissements provenant des emprunts	22 000 000	43 259 000
Remboursement d'emprunts	(39 590 463)	(59 391 879)
TOTAL	(15 090 463)	(16 132 879)

NOTE 8- ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan s'élevant à 48 183 546 DT au 31 décembre 2006, se détaillent comme suit :

En DT			
DESIGNATION	NOTE	31/12/2006	31/12/2005
Contrats signés non mis en force		4 284 662	2 000 140
Effets escomptés non échus	1	51 644	151 565
Aval sur billet de trésorerie	2	0	10 000 000
Garanties GL	3	3 669 518	7 750 650
TOTAL		8 005 824	19 902 355

1 Il s'agit d'engagements de financement donnés aux clients par la société et pour lesquels les contrats ne sont pas mis en force, généralement en raison de l'indisponibilité du matériel.

2 Certain effets reçus des clients en règlements de leurs créances sont escomptés auprès de banques de la place. Le montant des effets escomptés au 31 décembre et à échoir au cours de l'exercice 2007 est porté en engagement hors bilan.

3 Les garanties hypothécaires reçues par la GENERAL LEASING auprès de ses clients sont évaluées à 3 669 518 DT.

NOTE 9- INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

A - ENGAGEMENTS DONNES

MONTANT DE FINANCEMENTS	ENCOURS au 31/12/2006	IMPAYES au 31/12/2006
-------------------------	-----------------------	-----------------------

Groupe LAZHAR STA

STE LES GRANDES CARRIERES DU NORD	1 090 077	491 485	734 982
STE EL KSAR HOTEL	644 784	430 747	335 579
STE MAGHREB TRANSPORT	341 525	72 268	67 626
STA SALIMA	55 000	7 572	3 950
STA FRADJ	55 000	22 724	4 636
	2 186 386	1 024 798	1 146 772

Groupe BEN JEMAA

STE E E E SERVICES	13 850	0	330
SOCIETE PLASTIC UNION	23 760	20 299	10
STE D AUTOMOBILES ET DU MATERIELS S A M	22 824	20 085	0
STE TUNISIENNE DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE	425 732	403 532	0
	486 167	443 916	340

Groupe DOGHRI

LA TUNISIENNE POUR LE LAIT ET DERIVES	502 640	363 118	0
SOCIETE TUNISIENNE D ENGRAIS CHIMIQUES	438 458	206 075	0
STE D ENGRAIS ET DE PROD CHIM DE MEGRINE	210 000	0	0
ENTREPRISE LE BATIMENT E L B	277 011	20 477	0
	1 428 109	589 670	0

B - ENGAGEMENTS RECUS

ATTIJARI BANK	5 737 142
---------------	-----------

Union des Consultants Auditores

MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES DE TUNISIE

Adresse : 2, Rue Hamza Abdelmottaleb
Menzah 6- 2037 -Tunis - Tunisie
Tel : 71 238 756/71 234 371 - Fax : 71 238 756

CABINET SALAH DHIBI

EXPERT COMPTABLE
MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES
DE TUNISIE

Adresse : 92 Rue 8600 2035 Charguia 1
Tunis - Tunisie
Tél: 71 206 341 Fax : 71 206 342

GENERAL LEASING
RUE DU LAC D'ANNECY
1053 LES BESRGES DU LAC -TUNIS-

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006**

MESDAMES, MESSIEURS LES ACTIONNAIRES,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de la Société GENERAL LEASING arrêtés au 31 décembre 2006, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

I- OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS

Nous avons audité les états financiers de la GENERAL LEASING faisant apparaître un total de l'actif net d'amortissements & de provisions de 101 324 091 DT et un résultat déficitaire de (11 589 786 DT) au 31 décembre 2006. Ces états financiers ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de la société conformément aux normes professionnelles applicables en Tunisie. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit effectué selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers de la GENERAL LEASING, arrêtés au 31 décembre 2006, ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, nous prenons en compte le contrôle interne en vigueur dans la société relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par les organes de direction et d'administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Les comptes de GENERAL LEASING arrêtés au 31 décembre 2005 ont été audités et certifiés avec réserves par notre confrère Ahmed MANSOUR. Ainsi, les soldes d'ouverture de l'exercice 2006 n'ont pas fait l'objet, de notre part, de diligences particulières.

Nous estimons que les travaux accomplis, dans ce cadre, constituent une base raisonnable pour fonder notre opinion à l'exception des points suivants :

1. Les fonds propres nets sont devenus négatifs de (4 380 723 DT). Par conséquent, l'application des règles et des conventions comptables généralement admises dans le cadre normal de continuité d'exploitation ne semble plus appropriée à la situation financière de la société GENERAL LEASING. Les dispositions de l'article 388 du Code des Sociétés Commerciales de Tunisie doivent être appliquées.

2. Nos travaux ont été limités par :

- L'absence de procédures de vérification matérielle des immobilisations données en location. Ce défaut constitue un cas d'inobservation, par la société GENERAL LEASING, des dispositions de l'article 17 de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au système comptable des entreprises.
- L'indisponibilité d'informations actualisées et d'états financiers certifiés des relations de la société GENERAL LEASING, notamment celles dont les engagements auprès du secteur se situent au delà des seuils fixés par la circulaire aux banques 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par la circulaire n° 2001-12 du 4 mai 2001.

A notre avis, et sous réserve des paragraphes ci-dessus mentionnées, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la Société GENERAL LEASING, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

II- VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport du conseil d'administration sur la gestion de l'exercice.

Nous avons également procédé dans le cadre de notre audit et conformément à l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 telle que modifiée par l'article 15 de la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, relative au renforcement de la sécurité des relations financières, à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers.

Notre examen nous a permis de constater que le système d'information renferme des insuffisances telles que mentionnées dans notre rapport d'évaluation du système de contrôle interne et du système d'information. En effet, des discordances ont été relevées entre les soldes comptables des biens immobilisés donnés en location et des créances et ceux de la base de données, s'élevant respectivement à 9 641 KDT et 147 KDT. Ces différences émanent principalement de la non prise en charge par la base de données de l'actualisation de la valeur d'origine des mises en force des opérations de remplacement et de cessions par anticipation.

En outre, par référence aux termes de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 91-24 telle que modifiée par les circulaires subséquentes, nous avons procédé aussi à l'étude de la couverture et de la division des risques de la société GENERAL LEASING. En considérant les fonds propres dégagés, les seuils fixés par les textes de références sus- précisés ne sont pas observés par la société.

En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001 tel que modifié par le décret n°2005-3144 du 6 décembre 2005 portant sur la tenue des comptes en valeurs mobilières, la Société GENERAL LEASING se limite actuellement au suivi de la liste des actionnaires sur la base de l'état communiqué par l'intermédiaire agréé mandaté pour la tenue des comptes en valeurs mobilières.

Les dispositions des décrets susvisés et de l'arrêté du Ministre des finances du 28 août 2006, portant visa du règlement du CMF au titre de la tenue et de l'administration des comptes en valeurs mobilières ainsi que du cahier des charges y relatif, sont partiellement respectées.

Tunis, le 06 septembre 2007

Les commissaires aux comptes

Union des Consultants Auditeurs

Fethi NEJJI



Salah DHIBI



Union des Consultants Auditores
MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES DE TUNISIE

Adresse : 2, Rue Hamza Abdelmottaleb
Menzah 6- 2037 -Tunis - Tunisie
Tel : 71 238 756/71 234 371 - Fax : 71 238 756

CABINET SALAH DHIBI
EXPERT COMPTABLE
MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES
DE TUNISIE

Adresse : 92 Rue 8690 2035 Charguia 1
Tunis - Tunisie
Tel: 71 206 341Fax : 71 206 342

GENERAL LEASING
RUE DU LAC D'ANNECY
1053 LES BESRGES DU LAC -TUNIS-

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006

MESDAMES, MESSIEURS LES ACTIONNAIRES,

En application des dispositions des articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales et de l'article 29 de la loi n° 65-2001 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit, nous vous informons que votre conseil d'administration ne nous a avisé d'aucune convention conclue par la société entrant dans le domaine d'application des articles précités.

D'autre part, nos investigations n'ont pas révélé l'existence de conventions conclues par la société rentrant dans le cadre des dispositions des textes de loi sus-indiqués.

Tunis, le 06 septembre 2007

Les commissaires aux comptes

Union des Consultants Auditores
Fethi NEJI

Salah DHIBI

Notes complémentaires

Contrôles spécifiques du respect des règles prudentielles

1- RATIOS DE COUVERTURE ET DE DIVISION DE RISQUES

1.1- Ratio de couverture des risques

Conformément à l'article 4 de la circulaire BCT n° 91-24 telle que modifiée par le circulaire n° 99-04, les fonds propres nets de la GENERAL LEASING doivent représenter en permanence au moins 8% du total des risques encourus pondérés.

a) Fonds propres

Les fonds propres nets, après affectation des résultats de l'exercice s'élevant à - 4 648 KDT, se présentent comme suit :

ELEMENTS DES FONDS PROPRES NETS	(En milliers de dinars)	
	2006	2005
Fonds propres bruts	-4 381	4 655
Capital	12 500	10 000
Réserves	575	575
Effets des modifications comptables	-662	-662
Autres capitaux propres	4 675	4 675
Actions rachetées	0	-70
Résultats reportés	-9 878	-5 215
Résultat net de la période	-11 590	-4 646
Eléments à déduire	0	0
Insuffisance de provision / créances douteuses	0	0
Insuffisance de provision / titres de	0	0
Non-valeurs	- 267	-398
Fonds propres nets de base (FPNB)	-4 648	4 257
Fonds propres complémentaires (FPC)	0	0
Plus values latentes sur titres de placement	0	0
Total des fonds propres nets	-4 648	4 257

b) Les actifs pondérés

Au 31/12/2006, les actifs pondérés ont atteint 88 031 KDT ci- après détaillés.

INTITULE	ENGAGEMENTS BRUTS	PONDERATION	RISQUES ENCOEURUS PONDERES
Risques sur la clientèle (leasing & factoring) ①	132 970	100% & 50%	82 394
Risques sur les banques et organismes financiers installés en Tunisie	5 131	20%	1 026
- Comptes ordinaires des Banques Tunisiennes, institutions financières	5 131	20%	1 026
Risque sur les banques installées à l'étranger dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à une année	0	20%	0
Autres engagements du bilan	4 612		4 611
- Immobilisations nettes d'amortissements	3 308	100%	3 308
- Titres de participation	825	100%	825
- Autres débiteurs divers	479	100%	478
TOTAL ENGAGEMENT DU BILAN ET DU HORS BILAN	142 713		88 031

① Les risques sur la clientèle ayant bénéficié de crédit bail immobilier ont été pondérés seulement à hauteur de 50% sur la totalité de leurs engagements nets y compris le crédit bail immobilier. Cette approche a été adoptée faute d'information sur la ventilation des impayés par nature et des provisions (immobilier et mobilier).

Considérant les fonds propres nets de la GENERAL LEASING, les seuils fixés par les textes de références sus- précisés ne sont pas observés par la société.

1.2- Division des risques

- Conformément à l'article 1 de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par la circulaire 99-04 du 19 mars 1999 et la circulaire 2001-12 du 4 Mai 2001, le montant total des risques encourus ne doit pas excéder :
 - 5 fois les fonds propres nets de la banque, pour les bénéficiaires dont les risques encourus s'élèvent, pour chacun d'entre eux, à 5% ou plus desdits fonds propres nets; et
 - 2 fois les fonds propres nets de la banque pour les bénéficiaires dont les risques encourus s'élèvent, pour chacun d'entre eux, à 15% ou plus desdits fonds propres nets.
- Conformément à l'article 2 de la circulaire BCT n° 91-24 telle que modifiée par la circulaire 99-04, les risques encourus sur un même bénéficiaire, au sens ne doivent pas excéder 25% des fonds propres nets de la banque.
- Conformément à l'article 3 de la circulaire BCT n° 91-24 telle que modifiée par la circulaire 99-04, le montant total des risques encourus sur les dirigeants et les administrateurs ainsi que sur les actionnaires détenant plus que 10% du capital de la société, ne doit pas excéder 3 fois les fonds propres nets.

Considérant les fonds propres nets négatifs de la GENERAL LEASING, les seuils fixés par les textes de références sus- précisés ne sont pas observés par la société.

2- RATIO DE LIQUIDITE

L'état de détermination du ratio de liquidité fait apparaître des actifs réalisables pour un montant de **7 817 KDT** et des passifs exigibles pour un montant de **35 766 KDT**, soit un ratio de liquidité de **21,9%** inférieur au taux minimum (100 %) exigé par la circulaire aux banques n°2001-04 du 16.02.2001.

Le ratio de la liquidité de la GENERAL LEASING s'analyse comme suit :

RUBRIQUE	%	(En milliers de dinars)
1/ NUMERATEUR DU RATIO DE LIQUIDITE		7 817
Caisse	100%	0
Placements auprès de la Banque Centrale y compris le solde créditeurs des comptes ordinaires	100%	0
Placements auprès des banques y compris le solde créditeurs des comptes Ordinaires	100%	4 575
Chèques postaux	100%	0
Portefeuille escompte	60%	2 510
Avance sur comptes à terme, bon de caisse et autres produits financiers	100%	0
Comptes débiteurs de la clientèle	7%	108
Portefeuille encaissement	100%	624
Titres de l'Etat	100%	0
Titres de participation des sociétés cotées en bourse évalués au cours boursier de la date de l'arrêter des comptes	100%	0
Titres de transaction et de placements évalués au cours boursier de la date de l'arrêter des comptes	100%	0
Propres titres de la banque, rachetés par elle même, évalués au cours boursier de la date de l'arrêté des comptes	100%	0

2/ DENOMINATEUR DU RATIO DE LIQUIDITE		35 766
Emprunt auprès de Banque Centrale de Tunisie y compris le solde débiteur des comptes ordinaires	100%	0
Emprunts auprès des banques y compris le solde débiteur des comptes Ordinaires	100%	35 756
Solde créiteur quotidien moyen requis du compte courant ouvert sur les livres de la BCT et tel que prévu à l'article 4 de la circulaire n°89-15 du 17 Mai 1989	100%	0
Dépôts des organismes financiers spécialisés	100%	0
Comptes a vue	60%	0
Comptes spéciaux d'épargne	3%	0
Comptes à terme, bons de caisse et autres produits financiers	13%	0
Autres sommes dues à la clientèle	100%	10
Certificats de dépôts	40%	0
Comptes exigibles après encasement	100%	0
RATIO DE LIQUIDITE (1/2) (EN %)		21,9%
INSUFFISANCE ENREGISTREE POUR LE RESPECT DU RATIO DE LIQUIDITE REQUIS		(27 949)

Il est à signaler que le dénominateur du ratio de liquidité tel que calculé par la GENERAL LEASING ne contient pas les emprunts obligataires qui s'élèvent au 31 décembre 2006 à **43 000 KDT** dont **13 000 KDT** des échéances à mois d'un an. Ces emprunts sont présentés dans les reportings mensuels (situation mensuel comptable) envoyés par la GENERAL LEASING à la BCT au niveau de la rubrique P 09000000 – NON-VALEURS.

De même, la rubrique « Emprunts auprès des banques y compris le solde débiteur des comptes Ordinaires » comporte aussi bien le solde des échéances des emprunts à plus d'un an que à moins d'un an. Les échéances à plus d'un an s'élèvent à 22 926 KDT au 31 décembre 2006.

En ajustant les incohérences relevées, le ratio de liquidité serait de 30%.

3- CREANCES DEPASSANT 5 000 KDT et 25 000 KDT

Conformément à la circulaire aux banques n° 2001-12 du 4 mai 2001, la GENERALE LEASING doit disposer des états financiers certifiés des sociétés ayant un engagement auprès du système financier dépassant 5 000 KDT.

En outre et conformément à la même circulaire, les clients de la GENERALE LEASING ayant dépassé 25 000 KDT d'engagement auprès du système financier, doivent fournir une notation récente attribuée par une agence de notation agréée.

Nous avons constaté à travers notre examen que la GENERAL LEASING n'observe pas ces dispositions et aucun de ses clients ayant dépassé les 25 000 KDT ne lui a communiqué jusqu'à la date de la rédaction du présent rapport une notation récente attribuée par une agence de notation agréée.

Les relations ci-après dont l'engagement dépasse 5 MDT s'analysent comme suit :

NUM	CODE RISQUE	Nom	ENGAGEMENT AUPRES DU SECTEUR	Finance-ment	Encours Mobilier	Encours Immobilier	Impayés 31/12/2006	Attente MF	Engagement Leasing
7822	770214	STE D INVEST HOTELIERS EL MOURADI	90 128 887	243 120	173 584	0	7 399	0	180 983
168	392035	SLAMA FRERES ETS	54 569 356	284 387	284	0	1 684	0	1 968
4259	770054	STE EL KSAR HOTEL	44 598 605	644 784	4	430 743	335 579	0	766 326
4055	184091	STE LES GRANDS ATELIERS DU NORD	41 776 721	169 099	20 149	0	0,000	0	20 149
33	761057	HELA ELECTROMENAGER "BATAM"	40 620 684	1 175 607	174 727	0	166 877	0	341 604
45	340215	HAMILA DES TRAVAUX PUBLICS	37 774 520	3 431 987	2	0	1 036 130	0	1 036 132
1583	330281	STE MAGOURI D ENTREPRISES	37 372 191	3 410 508	893 653	0	421 262	0	1 314 916
6258	742070	STE D AUTOMOBILES ET DU MATERIELS S A M	32 675 246	22 824	20 085	0	0,000	0	20 085
3557	770528	TOURISME BALNEAIRE ET SAHARIEN	31 686 961	101 260	1 240	0	3 909	0	5 149
4250	141327	STE LES GRANDES CARRIERES DU NORD	31 427 165	1 090 077	491 485	0	734 982	0	1 226 468
112	330282	ETEP / STE	30 223 034	2 303 647	175	0	37 502	0	37 677
1296	743056	SOCOPEC / STE	28 159 134	200 775	166 374	0	5	39 595	205 974
2523	736018	SOCIETE TUNISIENNE D ENGRAIS CHIMIQUES	27 752 264	438 458	206 075	0	0,000	0	206 075
7135	540173	STE DE TRANSFORMATION DE METAUX PAF	27 488 037	283 409	92 275	0	79	0	92 354
8918	744012	STE ECONOMIC AUTO S.A	26 929 215	185 000	0	183 530	0,000	0	183 530
TOTAL (ENG>25MDT)			583 182 020	13 984 942	2 240 111	614 273	2 745 410	39 595	5 639 389
6395	403085	STE ALMES	19 583 285	308 794	88 045	0	9	0	88 054
4961	752715	STE INDUST ET COMMERCIALE DE FRIPERIE	17 117 895	1 475 635	1 352	874 450	38 588	0	914 390
5082	771111	HOTEL HOUDA	14 433 012	315 060	1	0	30 348	0	30 349
7754	351118	STE POULINA SA	14 084 116	67 940	28 488	0	0,000	0	28 488
699	341138	SETPAH (STE)	13 914 269	1 276 963	197 216	0	99 174	0	296 390
8383	341233	STE TOURISTIQUE SANGHO ZARZIS	12 129 125	17 177	12 120	0	15	0	12 135
5862	331019	SOTETEL	10 180 176	0	0	0	175	0	175
6552	403005	STE DE NUTRITION ANIMALE	10 011 904	31 584	2 419	0	0,000	0	2 419
238	401016	MINOTERIE SIDI FATHALLAH	8 686 876	243 180	92	0	7 843	0	7 935
914	352054	SOVETEX	7 652 404	77 147	23 597	0	0	0	23 597
4728	735552	COMPTOIR GENERAL DE BATIMENT COGEB	6 819 189	616 835	0	97 217	550	0	97 767
4206	140046	STE LES GRANDES CARRIERES DE BIZERTE	6 724 135	2 680 042	873 200	0	27 397	0	900 597
8382	770486	STE HOTELIERE ET TOURISTIQUE SYPHAX	6 593 641	21 724	16 952	0	5	0	16 957
2511	753354	STE LES GRANDS MAGASINS SPECIALISES	6 535 737	136 557	41 613	0	38 873	0	80 486
137	340722	GRAND TRAVAUX MEGAITH	6 289 021	240 304	240	0	13 679	0	13 919
1360	811753	BURAUTIC & INFOR TUNISIA BIT	5 689 021	43 254	3	0	2 161	0	2 164
1732	340979	SOCIETE BOUCHIOUA DE BATMENT ET HYDRAUL	5 269 526	1 263 587	374 118	0	114 244	0	488 362
TOTAL (5MDT<ENG<25MDT)			171 713 332	8 815 782	1 659 454	971 668	373 061	0	3 004 183
TOTAL GENERAL			754 895 352	22 800 725	3 899 565	1 585 941	3 118 471	39 595	8 643 573

Cette liste a été arrêtée par la GENERAL LEASING sur la base de la situation des engagements communiquée par la BCT en septembre 2007.

4- PARTICIPATION DEPASSANT 30%:

Conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001, relative aux établissements de crédits, la général leasing ne détient pas directement ou indirectement des participations qui dépassent 30% du capital d'une même entreprise.

5- LES CONCOURS ACCORDÉS PAR L'ETABLISSEMENT À SES FILIALES:

Aucun concours n'a été accordé par la GENERAL LEASING à ses filiales.

Note Rectificative relative à la note portant sur les immobilisations financières

Les taux de participations d'ATTIJARI LEASING dans la « société Nouvelle Oued Rihane » et la « Générale Immobilière du Sud » ont été inversées dans les notes annexées aux rapports des commissaires aux comptes et les corrections suivantes devraient être apportées :

Désignation	% de détention réel	% de détention indiqué dans les notes
société Nouvelle Oued Rihane	25,00%	15,88%
Générale Immobilière du Sud	15,88%	25,00%

5.3 Les engagements financiers au 31/12/2006

I- Engagements financiers

Type d'engagements	Valeur Totale	Tiers	Dirigeants	Entreprises liées	Associés	Provisions
1-Engagements donnés a) Garanties personnelles - Cautionnement - Aval - Autres garanties b) Garanties réelles - hypothèque - nantissement c) Effets escomptés et non échus d) Créances à l'exportation mobilisés e) abandon de créances f) engagements sur titre non libéré g) engagement par signature h) engagements sur intérêts sur emprunt	4 284 662 18 746 766	4 284 662 18 746 766				
Total	23 031 428	23 031 428				
2- Engagements reçus a) Garanties personnelles - Cautionnement - Aval - Autres garanties b) Garanties réelles - Hypothèque - Nantissement c) Effets escomptés et non échus d) Créances à l'exportation mobilisés e) Engagements sur les intérêts à échoir sur les crédits de leasing	3 669 518 51 644 10 150 457	3 669 518 51 644 10 150 457				
Total	13 871 619	13 871 619				
Engagement sur des banques non résidentes						
3-Engagements réciproques - Emprunt obtenu non encore encaissé - Crédit consenti non encore versé - Opération de portage - Crédit documentaire - Commande de longue durée - Contrat avec le personnel prévoyant des engagements supérieurs à ceux prévus par la convention collective Ect						
Total						
II- Dettes garanties par des sûretés						
Postes concernés	Montant garanti	Valeur comptable des biens donnés en garantie				
Emprunt Obligataire Emprunt d'investissement Emprunt courant de gestion Autres						

5.4 Encours des crédits contractés par ATTIJARI LEASING au 31 décembre 2006

5.4.1 Encours des emprunts obligataires émis par ATTIJARI LEASING

Emprunts obligataires	Montants (En Dinars)	Echéances	Taux d'intérêt	Durée	Encours au 31/12/2006 (En Dinars)
GL 99 - 1	10 000 000	16/06/2004	7%	5 ans	0
GL 99 - 2 TR A	10 000 000	29/02/2005	7%	5 ans	0
GL 99 - 2 TR B	5 000 000	29/02/2007	7,25%	7 ans	1 000 000
GL 2001-1 TR A	6 300 000	19/07/2006	7,2%	5 ans	0
GL 2001-1 TR B	5 000 000	19/07/2008	7,4%	7 ans	2 000 000
GL 2001 - 2	10 000 000	31/12/2008	7,5%	7 ans	4 000 000
GL 2002 - 1	10 000 000	10/07/2009	7,5%	7 ans	6 000 000
GL 2003 - 1	10 000 000	30/07/2010	7,5%	7 ans	8 000 000
GL 2003 - 2	10 000 000	20/02/2011	7,5% et ou TMM + 1,25%	7 ans	10 000 000
GL 2004 - 1	15 000 000	12/01/2010	7,25% et ou TMM + 1,25%	5 ans	12 000 000
Total					43 000 000

5.4.2 Encours des emprunts bancaires contractés par ATTIJARI LEASING

Crédits bancaires	Echéance	Durée	Montants	Taux d'intérêt	Encours au 31/12/2006 (En Dinars)
ATTIJARI BANK			15 000 000		5 737 142
ATT - 1	Semestrielle	5 ans	5 000 000	TMM + 1	380 000
ATT - 2	Semestrielle	7 ans	5 000 000	TMM + 1	1 607 142
ATT - 3	Semestrielle	5 ans	5 000 000	TMM + 1	3 750 000
BEST BANK	Trimestrielle		15 000 000	TMM + 1,75	7 000 000
AMEN BANK			6 000 000		1 690 416
AB - 1	Semestrielle	5 ans	3 000 000	TMM +1,5	0
AB - 2	Semestrielle	7 ans	1 000 000	TMM +1,5	529 154
AB - 3	Semestrielle	7 ans	1 000 000	TMM + 1,5	566 512
AB - 4	Semestrielle	7 ans	1 000 000	TMM + 1,5	594 749
BH			10 000 000		4 153 207
BH - 1	Semestrielle	5 ans	5 000 000	TMM + 1,5	1 943 124
BH - 2	Semestrielle	5 ans	5 000 000	TMM + 1,5	2 210 083
ETAT	Semestrielle	8,5 ans	17 898 749	8,25%	10 000 000
BEI			17 175 500		17 175 500
BEI - 1	Semestrielle	10 ans	7 592 500	7,20%	7 592 500
BEI - 2	Semestrielle	10 ans	3 084 000	7,18%	3 084 000
BEI - 3	Semestrielle	10 ans	3 263 000	6,80%	3 263 000
BEI - 4	Semestrielle	10 ans	3 236 000	6,51%	3 236 000

5.5 Structure des souscripteurs à l'emprunt obligataire GL 2004 – 1

Obligataires	Nombre de souscripteurs	Nombre D'obligations	Montant Souscrit en dinars
SICAV	16	126 100	12 610 000
Assurances	3	23 900	2 390 000
Total	19	150 000	15 000 000

5.6 Soldes intermédiaires de gestion comparés au 31 décembre (MD)

PRODUITS	2006	2005	2004	2004 PROFORMA	CHARGES	2006	2005	2004	2004 PROFORMA	SOLDE	En milliers de dinars			
											2006	2005	2004	2004 PROFORMA
Rev global leasing	50 234	58 171	62 019	62 019	Amortists financiers	41 873	47 907	46 827	46 827					
Rev factoring	526	629	660	660										
Total Rev Bruts	50 761	58 800	62 679	62 679	Total	41 873	47 907	46 827	46 827	Revenus global nets de G.L.	8 888	10 893	15 852	15 852
Total Rev Nets	8 888	10 893	15 852	15 852	Charges financières nettes	6 942	8 189	8 623	8 623					
Produits d'exploitation	8 888	10 893	15 852	15 852	Total des charges financières	6 942	8 189	8 623	8 623	Marge commerciale (PNB)	1 946	2 704	7 229	7 229
Marge commerciale (PNB)	1 946	2 704	7 229	7 229	Autres Charges d'exploitation	633	726	728	728					
Produits Financiers	435	370	118	118	Charges de personnel	1 184	1 151	1 207	1 207					
Sous total	2 381	3 074	7 347	7 347	Sous total	1 817	1 877	1 935	1 935	Excédent brut d'Exploitation	564	1 197	5 412	5 412
Excédent brut d'Exploitation	564	1 197	5 412	5 412	Dotations aux amortissements / immob GL	408	469	407	407					
Autres gains ordinaires	335	339	230	230	Dotations aux provisions risques clients et autres	12 839	6 879	10 850	11 610					
Reprises de provisions	903	1 259	1 328	1 328	Autres Charges ordinaires	86	25	842	83					
Total	1 802	2 795	6 970	6 970	Total	13 391	7 441	12 277	12 278	Résultat des activités ordinaires	-11 589	-4 646	-5 308	-5 308
Résult positif des activités ordinaires					Résult négatifs des activités ordinaires	-11 589	-4 646	-5 308	-5 308					
Gains extraordinaires					Perdes extraordianaires									
Effets de modif comptables positifs					Effets de modif comptables négatifs	0	0	662	662					
Total					Total	-11 589	-4 646	-5 970	-5 970	Résultats nets après modifications comptables	-11 589	-4 646	-5 970	-5 970

5.7 Tableau de mouvements des capitaux propres

(dinars)

	Capital social	Réserves légales	Résultats reportés	Autres réserves	Prime d'émission	Actions rachetées	Effets des modifications comptables	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 décembre 2004	10 000 000	574 635	92 536	1 452 000	3 250 000	(27 451)	(662 188)	(5 307 608)	9 344 925
Affectations approuvées par l'AGO			(5 307 608)					5 307 608	0
Transfert au compte provisions								0	0
Actions rachetées						(43 010)		(43 010)	
+/- valeur sur actions rachetées								0	0
Effet des modifications comptables								0	0
Résultat après impôt de l'exercice								(4 646 436)	(4 646 436)
Solde au 31 décembre 2005	10 000 000	574 635	(5 215 072)	1 425 000	3 250 000	(70 461)	(662 188)	(4 646 436)	4 655 478
Augmentation de capital	2 500 000							4 646 436	2 500 000
Affectations approuvées par l'AGO			(4 646 436)					0	0
Actions rachetées			(16 877)			70 461		70 461	(16 877)
+/- valeur sur actions rachetées								(11 589 786)	(11 589 786)
Résultat net de la période								1 275 000	1 275 000
Solde au 31 décembre 2006	12 500 000	574 635	(9 878 385)	1 425 000	3 250 000	0	(662 188)	(11 589 786)	(4 380 723)
Affectation approuvée par l'AGO du 27/09/2007			(11 589 786)					11 589 786	
Résultat net de la période								1 275 000	1 275 000
Solde au 31/12/2007	12 500 000	574 635	(21 468 171)	1 425 000	3 250 000	0	(662 188)	1 275 000	(3 105 724)

5.8 Affectation des résultats des deux derniers exercices

(En dinars)

	2006	2005	2004	2004 proforma
Résultat de l'exercice	- 11 589 786	- 4 646 436	- 5 307 609	- 5 307 609
Réserves légales				
Résultat de l'exercice distribuable				
Report à nouveau (n - 1)				
Total bénéfice distribuable				
Dividende statutaire (6%)				
Superdividendes				
Réserves à régime spécial				
Autres réserves				
Constitution d'une réserve de régulation				
Autres réserves pour risques divers				
Report à nouveau	- 11 589 786	- 4 646 436	- 5 307 609	- 5 307 609

5.9 Evolution des revenus et du résultat d'exploitation :

(En dinars)

	2006	2005	2004	2004 proforma
Revenus nets de leasing	1 419 795	2 074 736	6 569 099	6 569 099
Revenus du factoring	525 721	628 841	660 103	660 103
Total des revenus	1 945 516	2 703 577	7 229 202	7 229 202
Capital social	12 500 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Nombre d'actions	1 250 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Résultat d'exploitation	-12 215 721	-5 262 698	-4 634 602	-5 394 369
Résultat d'exploitation par action	-9,773	-5,263	-4,635	-5,394
Revenus par action	1,556	2,704	7,229	7,229

5.10 Evolution du résultat net

(En dinars)

	2006	2005	2004	2004 proforma
Résultat avant impôts	-11 531 593	-4 578 891	-5 129 796	-5 129 795
Impôts sur les sociétés	58 193	67 545	177 814	177 814
Résultats Nets d'impôts	-11 589 786	-4 646 436	-5 307 610	-5 307 609
Capital social	12 500 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Nombre d'actions	1 250 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Résultats par action avant impôts	-9,225	-4,579	-5,130	-5,130
Résultats par action nets d'impôts	-9,272	-4,646	-5,308	-5,308
Résultats avant impôts / capital social	-92,25%	-45,79%	-51,30%	-51,30%
Résultats nets d'impôts / capital social	-92,72%	-46,46%	-53,08%	-53,08%

5.11 Evolution des dividendes

La société n'a pas distribué de dividendes au titre des exercices 2004, 2005 et 2006.

5.12 Evolution de la marge brute d'autofinancement

(En dinars)

	2006	2005	2004	2004 proforma
Résultat net d'impôt	-11 589 786	-4 646 436	-5 307 610	-5 307 609
Dotations aux amortissements et aux provisions	13 247 240	7 348 629	11 256 545	12 016 312
Dotations aux amortissements des immobilisations en location	41 872 546	47 907 253	46 826 516	46 826 516
Reprise sur provisions	902 962	1 259 036	1 327 522	1 327 522
Marge brute d'autofinancement	42 627 038	49 350 410	51 447 929	52 207 697

5.13 Evolution de la structure financière

(En dinars)

	2006	2005	2004	2004 proforma
Capitaux propres (avant affectation du résultat) (1)	-4 380 723	4 655 478	9 344 925	9 344 925
Total des passifs non courants (2)	65 804 995	85 523 961	95 742 735	95 742 735
Capitaux permanents (avant affectation du résultat) (1)+(2)	61 424 272	90 179 439	105 087 660	105 087 660
Total des actifs non courants (3)	84 266 110	96 192 126	118 168 920	119 187 253
Fonds de roulement (1)+(2)-(3)	-22 841 838	-6 012 687	-13 081 260	-14 099 593

5.14 Indicateurs de gestion et ratios

▪ Indicateurs de gestion

(En dinars)

	2006	2005	2004	2004 proforma
Revenus bruts de leasing	50 163 627	58 085 253	59 434 031	59 434 031
revenu net	1 945 516	2 703 577	7 229 202	7 229 202
Résultat d'exploitation	-12 215 721	-5 262 698	-4 634 602	-5 394 369
Résultat net de la période	-11 589 786	-4 646 436	-5 307 610	-5 307 609
Engagements (immobilisations en locations nettes + immobilisations financières nettes + clients bruts) (2)	128 900 520	133 422 722	145 917 511	146 963 910
Capitaux propres (avant résultat) (3)	7 209 063	9 301 914	14 652 534	14 652 534
Clients et Comptes Rattachés (4)	34 083 447	30 444 749	23 951 182	23 979 247
Créances classées (5)	65 036 000	59 551 000	45 084 000	45 084 000
Produits réservés (6)	6 287 000	5 988 000	4 955 000	4 955 000
Provisions (7)	35 961 000	24 040 000	17 207 000	17 207 000
Total provisions + Produits réservés (6)+(7)	42 247 000	30 028 000	22 162 000	22 162 000
Emprunts et concours bancaires moyens (moyenne des concours bancaires et emprunts entre l'année N et l'année N-1) (8)	97 551 497	114 413 169	115 979 005	115 979 005
Charges financières (9)	-6 941 634	-8 188 782	-8 622 701	-8 622 701
Capitaux permanents (10)	61 424 272	90 179 439	105 087 660	105 087 660
Fonds propres nets (11)	-4 380 723	4 655 478	9 344 925	9 344 925

- Ratios financiers :**

Ratios propres aux sociétés de leasing	2006	2005	2004	2004 proforma
Fonds propres / engagements (3) / (2)	5,59%	6,97%	10,04%	9,97%
Rentabilité des fonds propres (1) / (3)	-160,77%	-49,95%	-36,22%	-36,22%
Couverture client (6) + (7) / (4)	123,95%	98,63%	92,53%	92,42%
Risque portefeuille (4) / (2)	26,44%	22,82%	16,41%	16,32%
Taux de créances classées (5) / (2)	50,45%	44,63%	30,90%	30,68%
Ratios de couverture des créances classées (6) + (7) / (5)	64,96%	50,42%	49,16%	49,16%
Taux de financement apparent (9) / (8)	-7,12%	-7,16%	-7,43%	-7,43%

Ratios de structure	2006	2005	2004	2004 proforma
Actifs non courants / Total bilan	83,16%	75,70%	79,57%	80,23%
Immobilisations destinées à la location / Total bilan	78,82%	71,90%	76,13%	76,79%
Actifs courant / Total Bilan	16,84%	24,30%	20,43%	19,77%
Passifs non courants / Total Bilan	64,95%	67,30%	64,47%	64,45%
Passifs courants / Total Bilan	39,38%	29,03%	29,24%	29,26%
Passifs / Total Bilan	104,32%	96,34%	93,71%	93,71%
Capitaux permanents / Total Bilan	60,62%	70,97%	70,76%	70,74%

Ratios de gestion	2006	2005	2004	2004 proforma
Charges de personnel / Total revenu	60,84%	42,57%	16,69%	16,69%
Résultat d'exploitation / Total revenu	-627,89%	-194,66%	-64,11%	-74,62%
Total revenu / Capitaux propres avant affectation	-44,41%	58,07%	77,36%	77,36%

Ratios de solvabilité	2006	2005	2004	2004 proforma
Capitaux propres (avant affectation) / passifs non courants	-6,66%	5,44%	9,76%	9,76%
Capitaux propres (avant affectation) / Capitaux permanents	-7,13%	5,16%	8,89%	8,89%

Ratios de liquidité	2006	2005	2004	2004 proforma
Actifs courants / passifs courants	42,75%	83,70%	69,87%	67,56%
Liquidités et équivalents de liquidités / Passifs courants	12,86%	13,83%	26,53%	26,51%

5.15 Etats financiers intermédiaires comparés arrêtés au 30 juin

Retraitements effectués au 30/06/2007 sur les données au 30/06/2006 :

Afin d'améliorer la présentation de la situation financière de la société conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, un changement de méthodes de présentation a été opéré au niveau de l'état de flux de trésorerie. Dans un objectif de comparabilité, les données au 30/06/2006 ont été retraitées.

Bilans comparés au 30 juin

ACTIFS	NOTES	juin-07	juin-06	déc-06
Actifs non courants	N1			
Immobilisations incorporelles		196 627	161 137	166 137
Moins : amortissements		(162 840)	(155 686)	(157 453)
Net	1.1	33 787	5 451	8 684
Immobilisations utilisées par la société		4 206 988	4 280 049	4 254 514
Moins : amortissements		(1 042 635)	(896 209)	(955 460)
Net	1.2	3 164 353	3 383 840	3 299 054
Immobilisations destinées à la location		258 661 191	269 558 637	268 520 976
Moins : amortissements		(167 885 455)	(173 725 818)	(174 528 545)
Moins : provisions		(13 953 748)	(10 221 575)	(14 125 829)
Net	1.3	76 821 988	85 611 244	79 866 602
Immobilisations financières		922 000	1 022 000	922 000
Moins : T.P. non libérés		0	0	0
Moins : provisions		(97 358)	(120 442)	(97 358)
Net	1.4	824 642	901 558	824 642
Total des actifs immobilisés		80 844 770	89 902 093	83 998 981
Autres actifs non courants	1.5	197 302	348 634	267 129
Total des actifs non courants		81 042 072	90 250 727	84 266 110
Actifs courants	N2			
Clients et comptes rattachés		31 646 126	32 352 625	34 083 447
Moins : provisions et produits réservés		(27 038 596)	(21 265 376)	(27 350 559)
Net	2.1	4 607 530	11 087 249	6 732 888
Acheteurs factorés		4 156 328	3 516 216	4 183 639
Moins : provisions		(827 445)	(584 291)	(818 766)
Net	2.2	3 328 883	2 931 925	3 364 873
Autres actifs courants	2.3	2 716 723	2 803 748	2 400 430
Moins : provisions		(578 299)	(583 152)	(570 740)
Placements et autres actifs financiers	2.4	0	8 860 696	0
Liquidités et équivalents de liquidités	2.5	2 554 164	4 789 862	5 130 530
Total des actifs courants		12 629 001	29 890 328	17 057 981
TOTAL DES ACTIFS		93 671 073	120 141 055	101 324 091
Engagements hors bilan				
Engagements donnés	8	3 127 932	11 994 157	4 284 662

Passif	NOTES	juin-07	juin-06	déc-06
Capitaux propres et passifs	N3			
Capital social		12 500 000	12 500 000	12 500 000
Réserves		574 636	574 636	574 636
Effets des modifications comptables		(662 188)	(662 188)	(662 188)
Actions rachetées		0	(70 461)	0
Autres capitaux propres		4 675 000	4 675 000	4 675 000
Résultats reportés		(9 878 385)	(9 861 508)	(9 878 385)
Résultat non encore affecté		(11 589 786)	0	0
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		(4 380 723)	7 155 479	7 209 063
Résultat Net de la période		788 032	(1 945 299)	(11 589 786)
Total des capitaux propres avant affectation		(3 592 691)	5 210 180	(4 380 723)
Passifs				
Passifs non courants	N4			
Emprunts	4.1	55 354 397	72 774 098	62 926 008
Provisions	4.2	17 182	13 480	17 182
Autres dettes	4.3	2 421 527	3 302 083	2 861 805
Total des passifs non courants		57 793 106	76 089 661	65 804 995
Passifs courants	N5			
Fournisseurs et comptes rattachés	5.1	4 354 065	3 769 507	4 348 459
Comptes courants des adhérents et comptes rattachés	5.2	828 957	822 130	922 913
Autres passifs courants	5.3	5 876 593	6 175 412	5 723 981
Concours bancaires et autres passifs financiers	5.4	28 411 043	28 074 164	28 904 466
Total des passifs courants		39 470 658	38 841 213	39 899 819
Total des passifs		97 263 764	114 930 874	105 704 814
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		93 671 073	120 141 055	101 324 091
Engagements hors bilan				
Engagements reçus	8	3 867 128	7 770 030	3 721 162

ENGAGEMENTS HORS BILAN

L'analyse des engagements hors bilan se présente ainsi :

	juin-07	juin-06	déc-06
Engagements donnés			
- Contrats signés non mis en force	3 127 932	1 994 157	4 284 662
- Aval / Billet de trésorerie	0	10 000 000	0
Total des engagements donnés	3 127 932	11 994 157	4 284 662
Engagements reçus			
- Garanties sur la clientèle	3 669 518	7 750 650	3 669 518
- Effets escomptés non échus	197 610	19 380	51 644
Total engagements reçus	3 867 128	7 770 030	3 721 162
Total	6 995 060	19 764 187	8 005 824

Etats de résultat comparés au 30 juin

Etat de résultat	NOTES	juin-07	juin-06	déc-06
Revenus bruts de leasing		21 979 341	25 386 786	50 163 627
Dotations aux amortissements des immobilisations en location		(17 673 279)	(21 020 628)	(41 872 546)
Autres produits d'exploitation		308 702	0	70 348
Charges financières		(3 147 171)	(3 604 851)	(6 941 634)
Revenus nets de leasing	6.1	1 467 593	761 307	1 419 795
Commissions de factoring		87 672	70 813	166 152
Intérêts de financement		145 431	164 524	359 569
Revenus de factoring	6.2	233 103	235 338	525 721
Total des Revenus		1 700 696	996 645	1 945 516
Reprises sur provisions	6.3	1 346 429	905 958	902 962
Charges de personnel	6.4	(606 790)	(590 672)	(1 183 606)
Dotations aux amortissements	6.5	(181 697)	(208 377)	(407 969)
Dotations aux provisions		(1 329 057)	(3 010 430)	(12 532 331)
Dotations aux provisions / acheteurs	6.6	(8 679)	(65 003)	(306 940)
Autres charges d'exploitation	6.7	(326 149)	(359 144)	(633 353)
Résultat d'exploitation		594 753	(2 331 021)	(12 215 721)
Produits des placements	6.8	49 069	297 305	435 161
Autres gains ordinaires	6.9	181 709	117 853	334 810
Autres pertes ordinaires	6.10	(11 756)	(1)	(85 843)
Résultat des activités ordinaires avant impôt		813 775	(1 915 864)	(11 531 593)
Impôts sur les bénéfices	6.11	(25 743)	(29 435)	(58 193)
Résultat des activités ordinaires après impôt		788 032	(1 945 299)	(11 589 786)
Eléments extraordinaires				
Résultat net de l'exercice		788 032	(1 945 299)	(11 589 786)
Effets des modifications comptables				
Résultat après modifications comptables		788 032	(1 945 299)	(11 589 786)

Etats de flux de trésorerie comparés au 30 juin

	Notes	juin-07	juin-06	déc-06
Flux de trésorerie liés à l'exploitation				
Encaissements reçus des clients		27 861 178	24 245 200	58 627 226
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel		(833 182)	(877 189)	(1 699 853)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(19 245 731)	*(13 863 817)	(42 717 831)
Intérêts payés		(3 659 656)	(4 139 584)	(7 466 919)
Impôts et taxes payés		205 790	251 627	154 320
Autres flux de trésorerie		529 903	484 153	(278 701)
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation	7.1	4 848 302	6 100 390	6 618 242
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		48 054	92 150	0
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières		0	(360 696)	0
Encaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières				8 500 000
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	7.2	48 054	*(268 546)	8 500 000
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Encaissements suite à l'émission d'actions		0	2 500 000	2 500 000
Dividendes et autres distributions		0	0	0
Encaissements provenant des emprunts		14 000 000	10 000 000	22 000 000
Remboursement d'emprunts		(22 053 488)	(18 644 733)	(39 590 463)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	7.3	(8 053 488)	(6 144 733)	(15 090 463)
Variation de trésorerie		(3 147 132)	(312 889)	27 779
Trésorerie au début de la période		5 130 530	5 102 751	5 102 751
Trésorerie à la clôture de la période		1 983 398	4 789 862	5 130 530

* Données retraitées pour des raisons de comparabilité

Notes aux états financiers intermédiaires

1- Présentation de la société

La société "GENERAL LEASING" est une société anonyme de droit tunisien, constituée le 13 Décembre 1994 avec un capital de cinq millions (5.000.000) de dinars au moyen d'apports en numéraire divisé en 500.000 actions nominatives de Dix (10) dinars chacune entièrement libérées, ainsi qu'il résulte .

- des statuts de la société enregistrés à la Recette de l'Enregistrement des Actes de Sociétés 1er Bureau- Tunis, le 13 décembre 1994, volume 13, Série D, case 205.
- d'un acte de déclaration de souscription et de versement reçu le 13 décembre 1994 par Mr le Receveur de l'Enregistrement des Actes de Société 1er bureau - Tunis, enregistré à la même date, Volume 13, Série D, Case 204.
- d'un acte de dépôt des documents constitutifs au Greffe du Tribunal de première Instance de Tunis effectué le 5 janvier 1995 sous le n° D24260597.
- de la publication au journal officiel de la République Tunisienne N° 6 en date du 14 janvier 1995.

La société "GENERAL LEASING" immatriculée au registre de commerce de Tunis sous le n° B125651997 et fiscalement sous le n° 496311 P/A/ M/ 000, a pour objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens immobiliers et mobiliers professionnels à usage industriel, agricole et de service.

En juillet 2002, un département de factoring est entré en exploitation. Cette activité a été agréée par la BCT en date du 18 Décembre 2000.

L'assemblée Générale Extraordinaire réunie le 16/03/1999 a décidé d'augmenter le capital de la société pour le porter de cinq millions (5.000.000) de dinars à sept millions cinq cent mille (7.500.000) de dinars, ainsi qu'il résulte :

- du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 Mars 1999 enregistré le 27 Avril 1999 à la recette d'Enregistrement des Actes de Sociétés 1er Bureau – Tunis sous le Volume 65, Série A, Case 398.
- de la déclaration de souscription et de versement dressée le 6 Mai 1999 et enregistrée à la Recette d'Enregistrement des Actes de Sociétés 1er Bureau – Tunis le 6 Mai 1999, Volume 23, Série D, Case 64.
- du dépôt au tribunal de 1ère Instance de Tunis en date du 12 Mai 1999 Sous le n° D24260597.
- des publications au JORT- A.L.R.J n° 53 du 21 Mai 1999 dont copie a été enregistré le 12 Septembre 2000 à la recette d'Enregistrement des Actes de Sociétés 1er Bureau – Tunis sous le N° 808528, quittance N° 9066.

L'assemblée Générale Extraordinaire réunie le 25/04/2000 a décidé d'augmenter en numéraire le capital de la société pour le porter de sept millions cinq cent mille (7.500.000) de dinars à dix millions (10.000.000) de dinars, par l'émission de 250 000 actions nouvelles au prix de vingt (20) dinars chacune à raison de dix (10) dinars de nominal et de dix (10) dinars représentant une prime d'émission entièrement libérées.

La Bourse a accordé, en date du 17 Juin 1999, son accord de principe quant à l'admission des actions de la société "GENERAL LEASING" au premier marché de la côte de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Aux terme du procès-verbal en date du 15 Décembre 2005, l'Assemblée Général Extraordinaire des Actionnaires de la société "GENERAL LEASING" a décidé d'augmenter le capital social de la somme de deux millions cinq cent mille (2.500.000) de Dinars pour le porter de dix millions (10.000.000) de Dinars à douze millions cinq cent mille (12.500.000) de dinars , et ce, par l'émission de 250 000 actions nouvelles de dix (10)

dinars chacune à souscrire en numéraire et libérée intégralement lors de la souscription, étant bien précisé que lesdites actions nouvelles sont toutes nominatives.

Actuellement, le siège social de la société est fixé à la rue du lac d'Annecy, 1053- Les Berges du Lac Tunis.

La société "GENERAL LEASING" est régie par la loi n° 94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing et la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit telle que modifiée par la Loi 2006/19 du 2 mai 2006.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun.

2- CONVENTIONS ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers sont arrêtés et présentés conformément à la législation en vigueur et notamment au système comptable des entreprises.

Ils tiennent compte des concepts fondamentaux et des conventions comptables définis par le décret 96-2459, portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité. Ils respectent notamment les différentes conventions comptables définies par ce même décret.

2. 1- Présentation des états financiers

Les comptes de la société "GENERAL LEASING" sont tenus conformément aux dispositions et aux conventions comptables énoncées par la mise à jour du système comptable des entreprises 1997 (Arrêté du ministre des finances du 31 décembre 1996). Les états financiers qui en découlent : le Bilan, l'État de résultat et l'État de flux de trésorerie sont établis conformément au système comptable des entreprises.

2. 2- Base de mesure et conventions comptables appliquées

Les états financiers de la société "GENERAL LEASING" sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique. Les conventions comptables retenues sont en conformité avec les normes comptables généralement admises en Tunisie.

Les conventions comptables les plus significatives appliquées pour la préparation des comptes se résument comme suit :

2.2.1- Les immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors taxes récupérables, augmenté des frais directs.

Les amortissements ont été calculés selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les taux appliqués sont les suivants :

DESIGNATION	TAUX
Logiciels	33%
Construction	5%
Matériel de transport	20%
Installation générale	10%
Mobilier matériel de bureau	10%
Matériel informatique.	15%

2.2.2-Immobilisations destinées à la location

Les immobilisations destinées à la location sont les biens acquis par la société et donnés en location pour une durée qui varie entre trois et sept ans. Elles sont enregistrées aux

actifs du bilan pour leur coût d'acquisition et ce durant toute la durée du bail. A l'expiration du bail, le preneur aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle, arrêtée contractuellement.

Les opérations de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions).

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, durant la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre, de le sous louer ou de le nantir.

Le mode d'amortissement appliqué pour ces immobilisations est l'amortissement progressif sur la durée du bail. Selon cette méthode, l'amortissement du bien est calculé en fonction de la portion de capital incluse dans chaque loyer échu.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

De même, le coût d'entrée des immobilisations peut subir des modifications et ce, à l'occasion d'une consolidation d'impayés ou d'une location de biens récupérés.

2.2.3- Emprunt

Le principal des emprunts contractés est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique «passifs non courants». La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

2.2.4- Politique de provision

Les provisions sont déterminées selon les normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire n°91/24 émise par la Banque Centrale de Tunisie en date du 17/12/1991 telle que modifiée par les circulaires subséquentes 99-04 et 2001-12.

Les provisions résultant de l'application de ces circulaires sont déterminées en appliquant les taux de provisions par classe sur les risques bruts diminués des produits réservés, de l'évaluation correspondante des garanties détenues sur les clients et de la valeur intrinsèque du bien en leasing.

Les classes sont au nombre de cinq :

	Taux de provision par classe
A : actifs courants	--
B1 : actifs nécessitant un suivi particulier	--
B2 : actifs incertains	20%
B3 : actifs préoccupants	50%
B4 : actifs compromis	100%

2.2.5- Evaluation des Créances

1- Méthodologie d'évaluation

La détermination des provisions à constituer sur les créances clients est réalisée suivant la démarche suivante :

- ⇒ Détermination de la population à examiner ;
- ⇒ Classification des engagements, en fonction de leur situation au 30 juin 2007, en 5 catégories à savoir : actifs courants (sains) et actifs classés (nécessitant un suivi particulier, incertains, préoccupants et compromis) ;
- ⇒ Application du taux de la provision à affecter à chaque catégorie ;
- ⇒ Prise en compte des soldes créditeurs clients ;

- ⇒ Prise en compte des événements postérieurs ;
- ⇒ Prise en compte des garanties considérées comme réelles ;
- ⇒ Prise en compte de la valeur intrinsèque du matériel en leasing ;
- ⇒ Détermination des risques encourus.

2- Classification

La classification des créances a été effectuée sur la base des informations disponibles au 30 juin 2007 qui concernent principalement :

- L'ancienneté des impayés constatés sur les loyers et les autres factures :

CLASSES	RETARD DE PAIEMENT
1	Inférieur à 90 jours
2	Compris entre 90 jours et 180 jours
3	Compris entre 180 jours et 360 jours
4	Supérieur à 360 jours

- Les clients en contentieux en situation de jugement, d'attente grosse, d'exécution, de replacement ou de recours au fonds, ont été affectées à la Classe 5 et ceux pour des raisons de distinction. Cette classe est traitée de la même manière que la classe 4 en matière de provision.
- La revue des événements postérieurs à la date de clôture ayant un impact sur le niveau de risque de non recouvrement des créances clients.

Cette approche a été modulée pour tenir compte des situations particulières, notamment celles relatives aux :

- Clients en contentieux en situation de jugement, d'attente grosse, d'exécution, de replacement ou de recours au fonds.
- Clients en arrêt de facturation ;
- Arrangements et règlements intervenus après la date d'arrêté pour les clients présentant des impayés au 30 juin 2007.

3- Taux de provision

L'application des normes prudentielles sectorielles en vigueur en Tunisie conduit à retenir des taux de provisions prédéterminés par classe d'actifs nets (encours d'engagements diminués des garanties considérées comme réelles) :

CLASSE	TAUX DE PROVISION
0	0%
1	0%
2	20 %
3	50 %
4	100 %

Conformément à l'article 9 de la circulaire aux banques n° 91-24, les intérêts inclus dans les loyers courus et les autres produits non encaissés sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que produits réservés venant en déduction du poste clients et comptes rattachés. Cette méthode ne concerne que les actifs classés (2,3, et 4).

4- Prise en compte des garanties

*** Garanties retenues**

Pour la détermination des provisions, seules les garanties suivantes ont été retenues :

- ⇒ Les garanties reçues de l'État Tunisien, des banques et des compagnies d'assurance, lorsqu'elles sont matérialisées ;
- ⇒ Les dépôts de garantie ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée ;
- ⇒ Les hypothèques dûment enregistrées et portant sur des biens immatriculés à la conservation de la propriété foncière ;
- ⇒ Les promesses d'hypothèques portant sur des terrains acquis auprès de l'AFH, l'AFI, l'AFT ou encore auprès des sociétés de développement touristique ;
- ⇒ Les immobilisations données en leasing.

* **Évaluation des garanties**

- ***Garanties hypothécaires***

Les garanties hypothécaires, dont le fondement juridique est reconnu, ont été évaluées à leur juste valeur en se basant sur leur nature et des possibilités réelles de leur réalisation. Cette valeur a été déterminée en tenant compte de la valeur déterminée par une expertise externe, tout en se référant aux prix du marché, corrigée par des décotes annuelles par type de bien afin de tenir compte de leur dépréciation éventuelle.

- ***Garanties portant sur les immobilisations données en leasing:***

- Matériel standard : valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge ;
- Matériel spécifique : valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge, autre que les bateaux pour lesquels une décote de 10% est appliquée par an d'âge ;
- Immeuble : valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge.

De même, les circulaires sus citées s'appliquent également pour l'activité de factoring avec certaines exceptions à savoir :

- Les créances saines sont considérées comme des garanties qui ne sont pas imputables sur le risque encouru. Ces garanties sont déduites des engagements des adhérents pour le calcul de la provision requise.
- Les créances à considérer comme saines sont les créances détenues sur les acheteurs dans les limites suivantes :
 - des créances non échues ainsi que des créances échues dont le retard de règlement ne dépasse pas 30 jours pour les acheteurs du secteur privé.
 - des créances dont l'âge est inférieur à 360 jours, pour les acheteurs du secteur public.

2.2.6-Revenus

Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la fin de la période, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.

Les pré-loyers correspondent aux revenus couvrant la période allant de la date de mise en force jusqu'à la première échéance.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les intérêts de retard sont constatés en produits au fur et à mesure que des impayés sont enregistrés pour des créances non classées.

Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les autres produits non encaissés sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que produits réservés venant en déduction du poste clients et comptes rattachés. Cette méthode ne concerne que les actifs classés B2, B3 ou B4 et ce, conformément aux dispositions de l'article 9 de la circulaire BCT 91/24 du 17/12/1991.

2.2.7-Régime fiscal

La société General leasing est soumise au droit commun. En matière d'impôt indirect, elle est totalement assujettie à la TVA.

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la TVA facturée aux clients est enregistrée au compte « État, T.V.A collectée », alors que la TVA facturée à la société est portée au débit du compte « État, TVA récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créiteur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

De même, la société est soumise aux dispositions des articles 16 à 18 de la loi de finance pour la gestion 2001 et relatifs au traitement des amortissements financiers.

La Loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007 dans ses articles 41 à 44, a introduit des changements quant à la déduction par les entreprises des amortissements au titre des actifs immobilisés exploités dans le cadre des contrats de leasing. Ces nouvelles dispositions entreront en application à compter du 1-1-2008.

2.2.8-Exercice social

L'exercice comptable de la société général leasing débute le 01 janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Toutefois et selon les dispositions de l'article 21 bis de la loi n°94/117, les sociétés, dont les titres de capital ou donnant accès au capital sont admis à la cote de la bourse, sont tenues de déposer, au conseil du marché financier et à la bourse des valeurs mobilières de Tunis ou de leur adresser, au plus tard deux mois après la fin du premier semestre de l'exercice comptable sur supports papier et magnétique, des états financiers intermédiaires accompagnés du rapport intégral du ou des commissaires aux comptes les concernant.

2.2.9 - Unité monétaire

Les états financiers de la société général LEASING sont établis en dinar tunisien.

2.2.10 - Présentation des états financiers

Afin d'améliorer la présentation de la situation financière de la société "GENERAL LEASING" conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, un changement de méthodes de présentation a été opéré au niveau de l'état de flux de trésorerie. Dans un objectif de comparabilité, les données au 30 juin 2006 ont été retraitées. Les notes 7.1 et 7.2 présentées au niveau des états financiers, résument le retraitement effectué.

NOTE 1 : ACTIFS NON COURANTS

1.1-Immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2007, les immobilisations incorporelles nettes d'amortissements s'élèvent à un montant de 33 787 DT contre 8 684 DT au 31 décembre 2006 et 5 451 DT au 30 juin 2006. Ces soldes se détaillent comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Coût d'acquisition des logiciels	196 627	161 137	166 137
Amortissements cumulés	(162 840)	(155 686)	(157 453)
Valeur comptable nette	33 787	5 451	8 684

1.2-Immobilisations corporelles utilisées par la société

Les immobilisations corporelles utilisées par la société sont comptabilisées au coût d'acquisition hors TVA récupérable. Ces immobilisations nettes d'amortissements s'élevant à un montant de 3 164 353 DT au 30 juin 2007, s'analysent comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Terrain	1 240 479	1 240 479	1 240 479
Construction	2 038 922	2 038 922	2 038 922
Matériel de transport	274 696	350 746	322 750
Installations générales	218 396	216 797	218 396
Mobilier de bureau	188 320	188 083	188 320
Matériel informatique	246 175	245 021	245 647
<Amortissements>	<1 042 635>	<896 209>	<955 460>
TOTAL	3 164 353	3 383 840	3 299 054

Le tableau suivant résume les mouvements des immobilisations et des amortissements:

Désignation	Taux	Valeurs brutes				Amortissements				Valeur comptable nette
		Au 01.01.2007	Acqs 6 mois	Cessions 6 mois	Au 30.06.07	Au 01.01.2007	Dotation de 6 mois	Reprises 6 mois	Au 30.06.07	
Terrain	-	1 240 479			1 240 479					1 240 479
Construction	5%	2 038 922	0		2 038 922	396 686	50 973		447 659	1 591 264
Matériel de transport	20%	322 750	0	48 054	274 696	142 991	26 193	19 309	149 875	124 820
Installations générales	10%	218 396	0		218 396	111 060	10 357		121 418	96 979
Mobilier de bureau	10%	188 320	0		188 320	119 432	7 477		126 909	61 411
Matériel informatique	15%	245 647	528		246 175	185 291	11 483		196 774	49 401
TOTAUX		4 254 514	528	48 054	4 206 988	955 460	106 483	19 309	1 042 635	3 164 353

1.3-Immobilisations destinées à la location

Les immobilisations destinées à la location sont comptabilisées au coût d'acquisition hors TVA récupérable. Ces immobilisations nettes d'amortissements et de provision s'élevant à un montant de 76 821 989 DT au 30 juin 2007 contre 79 866 602 DT au 31 décembre 2006 et 85 611 244 DT au 30.06.2006, s'analysent comme suit :

En DT

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Immobilisations en location	256 674 622	267 704 485	267 780 218
Immobilisations en cours <Amortissements> <Provisions>	1 986 570 <167 885 455> <13 953 748>	1 854 152 <173 725 818> <10 221 575>	740 758 <174 528 545> <14 125 829>
TOTAL	76 821 989	85 611 244	79 866 602

Le montant brut de ces immobilisations a atteint 258 661 192 DT au 30/06/2007 contre 268 520 976 DT à la clôture de l'exercice précédent. En revanche, les amortissements et les provisions cumulés s'élèvent à 181 839 203 DT au 30/06/2007 contre 188 654 374 DT au 31 décembre 2006. Le tableau suivant résume les mouvements des immobilisations destinées à la location en 2007 :

En DT

Nature	Valeur brute	Amort./Prov.	Valeur nette
Soldes au 31 Décembre 2006	268 520 976	(174 528 545) (14 125 829)	93 992 431 (14 125 829)
Moins : Provisions			
Additions de l'exercice			
- Investissements	17 553 878		17 553 878
- Consolidations	39 341		39 341
- Relocations	1 102 460		1 102 460
- Immobilisations en cours	1 245 812		1 245 812
Retraits de l'exercice			
- Cessions à la Valeur résiduelle	(15 723 216)	15 722 248	(968)
- Cessions anticipées	(12 353 502)	7 970 727	(4 382 775)
- Replacement	(1 730 999)	580 710	(1 150 289)
- Consolidations	(330 529)	305 802	(24 727)
Régularisations	336 970	(263 118)	73 853
Amortissements de l'exercice		(17 673 279)	(17 673 279)
Moins : Provisions		172 081	172 081
SOLDES AU 30 JUIN 2007	258 661 192	(181 839 203)	76 821 988

1.4-Immobilisations financières

Au 30 juin 2007, le solde de cette rubrique s'élevant à 824 642 DT se détaille comme suit :

En DT

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Titres immobilisés	922 000	1 022 000	922 000
Provisions	(97 358)	(120 442)	(97 358)
TOTAL	_824 642	901 558	824 642

Au 30 juin 2007, les titres de participation se détaillent comme suit :

En DT

DESIGNATION	% DE DETENTION	NBRE DE TITRE	V. ACQUI	VB	PROVISION	VCN
SOCIETES NOUVELLE OUED RIHANE	15,88%	2 750	100	275 000	63 479	211 521
GENERAL IMMOBILIÈRE DU SUD	25%	4 470	100	447 000	0	447 000
SUD SICAR	0,6%	2 000	100	200 000	33 880	166 120
TOTAL				922 000	97 358	824 642

1.5-Autres actifs non courants

Au 30 juin 2007, le solde de cette rubrique s'élevant à 197 302 DT se détaille comme suit :

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Charges à répartir	1 285 369	1 285 369	1 285 369
Résorptions cumulées	(1 088 067)	(936 735)	(1 018 240)
VALEUR COMPTABLE NETTE	197 302	348 634	267 129

NOTE 2 : ACTIFS COURANTS

2.1-Clients et comptes rattachés

Au 30 juin 2007, le solde net de ce poste s'élevant à 4 607 530 DT contre 11 087 249 DT au 30.06.2006 et contre 6 732 888 DT à la clôture de l'exercice précédent, se détaille comme suit :

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
MONTANT BRUT	31 646 126	32 352 624	34 083 447
Provisions	(21 211 009)	(15 393 653)	(21 063 860)
Produits réservés	(3 730 038)	(4 065 503)	(4 189 150)
Produits réservés int. retard	(2 097 549)	(1 806 221)	(2 097 549)
MONTANT NET	4 607 530	11 087 249	6 732 888

2.2- Acheteurs factorés

Au 30 juin 2007, le solde net de ce poste s'élevant à 3 328 883 DT contre 2 931 925 DT au 30.06.2006 et contre 3 364 873 DT à la clôture de l'exercice précédent, se détaille comme suit:

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Comptes des acheteurs locaux	4 156 328	3 516 216	4 183 639
Provisions	(757 739)	(507 123)	(749 060)
Produits réservés	(69 706)	(77 168)	(69 706)
MONTANT NET	3 328 883	2 931 925	3 364 873

2.3- Autres actifs courants

Au 30 juin 2007, le solde net de ce poste s'élevant à 2 138 424 DT contre 2 220 596 DT au 30 juin 2006 et contre 1 829 690 DT à la clôture de l'exercice précédent, se détaillent comme suit :

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	En DT 31/12/2006
Avances et acomptes au personnel	10 829	55 002	23 107
Autres créances sur le personnel	2 925	3 587	2 710
Etat, crédit de TVA Gelée	1 256 707	1 256 707	1 256 707
Etat, crédit de TVA	43 167	250 822	10
Etat, caution sur affaire fiscale	95 706	95 706	95 706
Autres comptes débiteurs	467 640	504 759	467 640
Charges constatées d'avance	28 235	29 443	1 411
Impôt à liquider	290 435	315 469	273 675
Assurance Groupe	3 435	3 568	147
Client avance sur F.E.C et Télégrammes	195	833	0
Produits à recevoir	189 715	182 083	168 483
GIS	0	1 389	0
Fournisseurs avances et acomptes	0		10 000
Fournisseurs débiteurs	327 736	104 380	100 833
TOTAL BRUT	2 716 723	2 803 748	2 400 430
Provisions	(578 299)	(583 152)	(570 740)
TOTAL NET	2 138 424	2 220 596	1 829 690

2.4- Placements et autres actifs financiers

Au 30 juin 2007, le solde net de ce poste présente un solde nul.

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	En DT 31/12/2006
Actions Sud Obligataires SICAV	0	8 860 696	0
MONTANT BRUT	0	8 860 696	0

2.5- Liquidités et équivalent de liquidités

Au 30 juin 2007, les liquidités et équivalents de liquidités ont atteint un montant de 2 554 164 DT contre 4 789 862 DT au 30 juin 2006 et 5 130 530 DT à la clôture de l'exercice précédent. Ils se détaillent comme suit :

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	En DT 31/12/2006
Effets	589 567	61 628	623 788
Moins Provisions sur effets à l'encaissement	(44 249)	(44 249)	(44 249)
Banques	2 008 756	4 741 152	4 550 977
Caisse	90	15	13
Sud invest trésorerie disponible	0	31 316	0
TOTAL	2 554 164	4 789 862	5 130 530

NOTE 3 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres avant affectation totalisent -3 592 691 DT au 30 juin 2007 contre -4 380 723 DT au 31/12/2006. Ils se détaillent comme suit:

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006	En DT
Capital social	12 500 000	12 500 000	12 500 000	
Réserve légale	574 635	574 635	574 635	
Autres réserves	1 425 000	1 425 000	1 425 000	
Prime d'émission	3 250 000	3 250 000	3 250 000	
Résultats reportés	(9 878 385)	(9 861 508)	(9 878 385)	
Effets des modifications comptables	(662 188)	(662 188)	(662 188)	
Actions rachetées		(70 461)		
Résultat non affecté	(11 589 786)			
TOTAL AVANT RESULTAT	(4 380 723)	7 155 479	7 209 063	
Résultat de l'exercice (1)	788 032	(1 945 299)	(11 589 786)	
TOTAL AVANT AFFECTATION DU RESULTAT	(3 592 691)	(5 210 180)	(4 380 723)	

Le tableau de la variation des capitaux propres se présente comme suit :

	Capital social	Réserve légale	Résultats reportés	Autres Réserves	Prime Émission	Effets des modifcat° comptables	Résultat non encore Affecté	Résultat de l'exercice	TOTAL	En DT
Solde au 31 DECEMBRE 2006	12 500 000	574 635	(9 878 385)	1 425 000	3 250 000	(662 188)	0	(11 589 786)	(4 380 723)	
Résultat non encore affecté							(11 589 786)	11 589 786	0	
Résultats après impôts de la période								788 032	788 032	
Solde au 30 JUIN 2007	12 500 000	574 635	(9 878 385)	1 425 000	3 250 000	(662 188)	(11 589 786)	788 032	(3 592 691)	

Le capital de la GENERAL LEASING souscrit et libéré s'élève à 12 500 000 DT au 30 juin 2007. Il se compose de 1 250 000 actions d'une valeur nominale de 10 dinars chacune.

NOTE 4 : PASSIFS NON COURANTS

4.1-Emprunts

Au 30 juin 2007, les emprunts à plus d'un an s'élèvent à 55 354 397 DT contre 62 926 008 DT.

Le tableau suivant présente le détail et les mouvements des emprunts réalisés en 2006 :

DESIGNATION	MONTANT DU CREDIT	SOLDE EN DEBUT DE PERIODE	UTILISATIONS 6 MOIS	REMBOURSEMENTS 6 MOIS	En DT		
					SOLDE 30.06.07	ÉCHEANCES A PLUS D'UN AN 30.06.07	ÉCHEANCES A MOINS D'UN AN 30.06.07
CREDITS DES ETABLISSEMENTS							
BANCAIRES ET AUTRES							
ATTIJARI-BANK	36 000 000	5 737 142	1 000 000	1 308 462	5 428 680	3 534 181	1 894 499
BEST BANK	15 000 000	7 000 000	13 000 000	13 000 000	7 000 000	0	7 000 000
AMEN-BANK	6 000 000	1 690 416		216 633	1 473 782	1 017 138	456 645
BH	10 000 000	4 153 207	0	1 056 257	3 096 950	873 319	2 223 632
ETAT	17 898 749	10 000 000	0	0	10 000 000	10 000 000	0
BEI	17 175 500	17 175 500	0	472 135	16 703 365	14 929 759	1 773 606
EMPRUNTS OBLIGATAIRES							
Total E.O	91 300 000	43 000 000	0	6 000 000	37 000 000	25 000 000	12 000 000
TOTAL GENERAL	193 374 249	88 756 265	14 000 000	22 053 488	80 702 776	55 354 397	25 348 381

4.2-Provisions

Au 30 juin 2007, les provisions s'élèvent à 17 182 DT en gardant la même valeur que celle au 31.12.2006 et correspondent à des provisions pour risques et charges.

4.3-Autres dettes

Au 30 juin 2007, ce poste présente un solde de 2 421 527 DT contre 2 861 805 DT au 31.12.2006 et 3 302 083 DT au 30 juin 2006. Ce solde correspond au restant dû de la dette fiscale supportée par la GENERAL LEASING suite au redressement fiscal effectué en 2004 pour un montant total de 4 402 777 DT.

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Dettes pour risque fiscal	2 421 527	3 302 083	2 861 805
TOTAL DES PROVISIONS	2 421 527	3 302 083	2 861 805

NOTE 5 : PASSIFS COURANTS

5.1-Fournisseurs et comptes rattachés

Au 30 juin 2007 ce poste présente un solde de 4 354 065 DT contre 4 348 459 DT à la clôture de l'exercice précédent et 3 769 507 DT au 30 juin 2006. Ce solde se détaille comme suit:

En DT

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Factures d'achats d'immobilisations	2 167 888	1 636 833	1 430 691
- Fournisseurs, effets à payer	2 186 177	2 132 676	2 917 768
SOLDE DES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	4 354 065	3 769 509	4 348 459

5.2-Comptes courants des adhérents et comptes rattachés

Au 30 juin 2007, ce poste présente un solde de 828 957 DT contre 922 913 DT à la clôture de l'exercice précédent et 822 130 DT au 30 juin 2006. Ce solde correspond aux fonds de garantie encaissés par la GENERAL LEASING auprès des adhérents.

5.3- Autres passifs courants

Au 30 juin 2007, ce poste présente un solde de 5 876 592 DT contre 5 723 981 DT à la clôture de l'exercice précédent et 6 175 412 DT au 30 juin 2006. Ce poste se détaille comme suit:

En DT

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Personnel, intérêsements dus	26 326	26 326	26 326
Etat, retenues sur salaires	23 057	17 547	28 664
Etat, retenues sur honoraires, commissions et loyers	33 838	11 342	10 531
Etat, impôts sur les bénéfices à liquider	25 743	29 437	0
Etat, TVA à payer	0	0	143 212
Etat, TVA à payer / suite au redressement fiscal	880 555	880 555	880 555
Etat, autres impôts et taxes à payer	2 623	3 124	4 903
Etat, crédit de TCL	36 212	(10)	
C.N.S.S	53 082	50 191	60 933
CAVIS	6 399	5 785	7 742
Autres charges	102 293	110 375	90 766
Frais de syndic	6 081	0	1 599
Diverses charges à payer	209 655	175 995	151 161
Prov. / jetons de présence	42 000	42 000	42 000
Compte d'attente	31 724	27 457	27 480
Produits constatés d'avance	2 243 122	2 689 680	2 574 163
Clients F.E.C	514	7 743	10 280
Clients créateurs	2 153 368	2 097 865	1 663 668
TOTAL	5 876 592	6 175 412	5 723 981

5.4-Concours bancaires et autres passifs financiers

Au 30 juin 2007, ce poste présente un solde de 28 411 043 DT contre 28 904 466 DT à la clôture de l'exercice précédent et 28 074 164 DT au 30 juin 2006. Ces soldes se détaillent comme suit:

En DT

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Echéances à moins d'un an sur emprunts locaux (*)	25 348 381	24 927 897	25 830 258
Sous Total	25 348 381	24 927 897	25 830 258
- Intérêts courus sur emprunts	2 491 896	3 146 267	3 074 208
- Banques, découverts	570 766	0	0
TOTAL	28 411 043	28 074 164	28 904 466

(*) Voir tableau des mouvements des emprunts : Note 4.1.

NOTE 6 : ETAT DE RESULTAT

L'état de résultat au 30/06/2007 s'est soldé par un gain de 788 032 DT. Il comprend les produits et les charges suivants :

6.1-Revenus nets de l'activité de leasing

Au 30 juin 2007, ce poste présentant un solde net de 1 467 594 DT contre 1 419 795 DT à la clôture de l'exercice précédent et 761 307 DT au 30 juin 2006, se détaille comme suit:

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006	En DT
- Loyers de leasing	21 520 229	25 334 307	50 526 124	
- Loyers de l'immobilier en leasing				
Sous total	21 520 229	25 334 307	50 526 124	
- Transferts en produits de la période . Intérêts inclus dans les loyers antérieurs . Pré loyers et intérêts intercalaires antérieurs	6 286 699	5 924 203	5 924 203	
- Produits réputés réservés en fin de période . Intérêts inclus dans les loyers . Pré loyers et intérêts intercalaires	(5 827 587)	(5 871 724)	(6 286 699)	
- Agios réservés suite à la radiation des créances	459 112	52 479	(362 496)	
Revenus bruts de leasing	21 979 341	25 386 786	50 163 628	
A déduire : - Dotations aux amortissements des immobilisations en location	17 673 279	21 020 628	41 872 546	
A ajouter : Autres produits d'exploitation	308 703	0	70 349	
- Intérêts de retard	289 075	0	39 118	
- Pré loyers	9 458	0	7 883	
- Frais de Dossiers	10 170	0	23 348	
A déduire : - Charges financières	3 147 171	3 604 851	6 941 634	
REVENUS NETS DE LEASING	1 467 594	761 307	1 419 795	

6.2-Revenus de factoring

Les revenus de factoring ont atteint 233 103 DT au 30 juin 2007 contre 235 338 DT au 30 juin 2006. Ils se détaillent comme suit:

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006	En DT
- Commissions de factoring	87 672	70 813	166 152	
- Intérêts de factoring	145 431	164 525	359 569	
TOTAL	233 103	235 338	525 721	

6.3- Reprises sur provisions

Au 30 juin 2007, les reprises sur provision totalisant 1 346 429 DT contre 905 958 DT au 30 juin 2006, se composent ainsi :

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006	En DT
- Reprise sur provisions	1 346 429	894 105	891 109	
- Reprise sur provisions redressement fiscal		11 853	11 853	
TOTAL	1 346 429	905 958	902 962	

6.4-Charges de personnel

Les charges de personnel ont atteint 606 790 DT au 30 juin 2007 contre 590 672 DT au 30 juin 2006. Elles s'analysent comme suit:

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006	En DT
- Salaires et compléments de salaires	431 925	440 516	889 570	
- Charges connexes aux salaires	16 719	0	0	
- Cotisations de sécurité sociale sur salaires	85 888	79 455	157 482	
- Autres charges sociales	72 259	70 701	136 554	
TOTAL	606 790	590 672	1 183 606	

6.5-Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements et les résorptions ont atteint 181 697 DT au 30 juin 2007 contre 208 377 DT au 30 juin 2006. Elles se détaillent comme suit:

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006	En DT
- Dotations aux Amort. des Immobilisations incorporelles	5 387	1 234	3 001	
- Dotations aux Amort. des Immob. Corporelles	106 483	120 572	236 892	
- Dotations aux résorptions des Charges à répartir	69 827	86 570	168 076	
TOTAL	181 697	208 376	407 969	

6.6-Dotations aux provisions

Au 30 juin 2007, les dotations aux provisions totalisant 1 329 057 DT contre 3 010 430 DT au 30 juin 2006, se ventilent ainsi :

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006	En DT
- Dotations aux provisions pour risques sur la clientèle	1 329 057	2 886 418	12 364 756	
- Dotations aux provisions pour autres risques	0	124 012	167 575	
- Dotations aux provisions / acheteurs	8 679	65 003	306 940	
TOTAL	1 337 736	3 075 433	12 839 271	

6.7-Autres charges d'exploitation

Au 30 juin 2007, les autres charges d'exploitation totalisent 326 149 DT contre 359 142 DT au 30 juin 2006.

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006	En DT
- Achat de matières et fournitures	17 932	22 861	52 585	
Total des achats	17 932	22 861	52 585	
- Charges locatives et de copropriété	10 682	6 517	15 883	
- Locations	15 275	15 000	30 000	
- Entretiens et réparations	17 311	21 037	33 214	
- Primes d'assurances	30 443	31 987	65 799	
- Modificat° Cptable / Primes d'assurances	6 226	0	0	
- Etudes, recherches et divers services extérieurs	249	570	609	
Total des services extérieurs	80 185	75 111	145 505	
- Formations	729	1 556	4 392	
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	64 544	90 650	129 353	
- Modificat° Cptable / Honoraires	(5 000)			
- Publicités, publications, relations publiques	13 468	26 665	46 513	
- Transports	12 047	13 497	31 618	
- Déplacements, missions et réceptions	738	1 187	2 084	
- Frais postaux et de télécommunications	26 690	24 094	54 882	
- Services bancaires et assimilés	10 371	16 837	32 659	
- Documentations	1 079	1 909	3 282	
Total des autres services extérieurs	124 666	176 395	304 783	

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Jetons de présence	21 000	21 000	42 000
Total des charges diverses	21 000	21 000	42 000
- Impôts et taxes sur rémunérations	13 165	13 436	26 986
- T.C.L	50 911	16 885	16 886
- Droits d'enregistrement et de timbres	16 817	21 517	40 891
- Autres impôts et taxes	1 471	11 936	3 717
Total des impôts et taxes	82 365	63 774	88 479
TOTAL GENERAL	326 149	359 142	633 353

6.8-Produits des placements et des participations

Au 30 juin 2007, cette rubrique totalisant 49 069 DT se détaillent comme suit:

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Revenus des autres créances	49 069	139 243	208 764
- Revenus des valeurs mobilières et de placement		158 062	407 110
- Pertes sur placements courants			(180 713)
TOTAL	49 069	297 305	435 161

6.9-Autres gains ordinaires

Au 30 juin 2007, les autres gains ordinaires s'élevant à 181 709 DT, se détaillent comme suit :

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Produits nets sur cessions d'immobilisations	181 709	117 853	334 810
TOTAL	181 709	117 853	334 810

6.10-Autres pertes ordinaires

Au 30 juin 2007, les autres pertes ordinaires s'élevant à 11 756 DT, correspondent aux charges sur cession d'immobilisations.

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
- Charges / cession d'immobilisation	11 756	1	85 843
TOTAL	11 756	1	85 843

6.11- Impôts sur les bénéfices

Au 30 juin 2007, l'impôt sur les bénéfices a été calculé sur la base du résultat semestriel et s'élève à 25 743 DT.

NOTE 7 : ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

La trésorerie nette dégagée par la GENERAL LEASING s'élève à -3 147 132 DT au 30 juin 2007 contre -312 889 DT au 30 juin 2006. Elle se détaille comme suit :

En DT			
DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	4 858 302	6 100 390	6 618 242
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	48 054	(268 546)	8 500 000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(8 053 488)	(6 144 733)	(15 090 463)
TOTAL	(3 147 132)	(312 889)	27 779

7.1- Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Ces flux d'exploitation s'analysent comme suit :

En DT				
DESIGNATION	NOTE	30/06/2007	SOLDE RETRAITE 30/06/2006	SOLDE AVANT RETRAITEMENT 30/06/2006
Encaissements reçus des clients	7.1.1	27 861 178	30 616 020	30 616 020
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	7.1.2	(833 182)	(877 189)	(877 189)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations destinées à la location.	(1)	(19 245 731)	(13 863 817)	
Intérêts payés		(3 659 656)	(4 139 584)	(4 139 584)
Impôts et taxes payés		205 790	251 627)	251 627)
Autres flux de trésorerie		529 903	484 153	484 153
TOTAL		4 858 302	6 100 390	19 964 207

(1) Afin d'améliorer la présentation de la situation financière de la GENERAL LEASING et se conformer aux principes comptables généralement admis en Tunisie, un changement de méthodes de présentation a été opéré au niveau de l'état de flux de trésorerie. En effet, les décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations données en location tels que ont été présentés au niveau des états financiers arrêtés au 30.06.2006 parmi les flux provenant des activités d'investissement ont été reclassés au 30.06.2007 parmi les flux provenant des activités d'exploitation. Dans un objectif de comparabilité, les données de l'exercice 2006 ont été retraitées.

7.1.1 Encaissements reçus des clients

Cette rubrique totalise 27 861 178 DT au 30 juin 2007 contre 30 616 020 DT au 30 juin 2006. Le solde de ce compte correspond aux montants des créances clients effectivement encaissés par la société durant le premier semestre 2007.

7.1.2 Sommes versées aux fournisseurs et au personnel

Cette rubrique totalisant 833 182 DT au 30 juin 2007 contre 877 189 DT au 30 juin 2006, se détaille comme suit :

DESIGNATION	En DT 30/06/2007
- Avances et acomptes au personnel en début de période	(23 107)
- Avances et acomptes au personnel en fin de période	10 829
- Autres créances sur le personnel en début de période	(2 710)
- Autres créances sur le personnel en fin de période	2 925
- Charges constatées d'avance en début de période	(1 411)
- Charges constatées d'avance en fin de période	28 235
- Personnel, rémunérations dues en début de période	26 326
- Personnel, rémunérations dues en fin de période	(26 326)
- Personnel, provisions pour CP en début de période	90 766
- Personnel, provisions pour CP en fin de période	(102 293)
- Etat, retenues sur salaires en début de période	28 664
- Etat, retenues sur salaires en fin de période	(23 057)
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en début de période	10 531
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en fin de période	(33 838)
- C.N.S.S en début de période	60 933
- C.N.S.S en fin de période	(53 082)
- CAVIS en début de période	7 742
- CAVIS en fin de période	(6 399)
- Diverses Charges à payer en début de période	151 161
- Diverses Charges à payer en fin de période	(209 655)
- TVA, payées sur biens et services	46 374
- Charges de personnel	606 790
- Autres charges d'exploitation	326 149
- Impôts et taxes	(82 365)
SOMMES VERSES AUX FOURNISSEURS ET AU PERSONNEL	833 182

7.2-Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Ces flux d'investissement s'analysent comme suit :

DESIGNATION	En DT 30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Encaissement provenant de la cession des immobilisations corporelles et incorporelles	48 054	92 150	0
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	0	(360 696)	0
Encaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières			8 500 000
TOTAL	48 054	(268 546)	8 500 000

Afin d'améliorer la présentation de la situation financière de la GENERAL LEASING et se conformer aux principes comptables généralement admis en Tunisie, un changement de méthodes de présentation a été opéré au niveau de l'état de flux de trésorerie. En effet, les décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations données en location tels que ont été présentés au niveau des états financiers arrêtés au 30.06.2006 parmi les flux provenant des activités d'investissement ont été reclasés au 30.06.2007 parmi les flux provenant des activités d'exploitation. Dans un objectif de comparabilité, les données de l'exercice 2006 ont été retraitées.

7.3-Flux de trésorerie provenant des activités de Financement

Ces flux de financement s'analysent comme suit :

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	En DT 31/12/2006
Encaissements suite à l'émission d'actions	0	2 500 000	2 500 000
Encaissements provenant des emprunts	14 000 000	10 000 000	22 000 000
Remboursement d'emprunts	(22 053 488)	(18 644 733)	(39 590 463)
TOTAL	(8 053 488)	(6 144 733)	(15 090 463)

NOTE 8 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan se détaillent par nature comme suit :

DESIGNATION	30/06/2007	30/06/2006	En DT 31/12/2006
<i>Engagements donnés</i>			
- Contrats signés non mis en force	3 127 932	1 994 157	4 284 662
- Aval / Billet de trésorerie	0	10 000 000	0
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	3 127 932	11 994 157	4 284 662
<i>Engagements reçus</i>			
- Garanties sur la clientèle	3 669 518	7 750 650	3 669 518
- Effets escomptés non échus	197 610	19 380	51 644
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	3 867 128	7 770 030	3 721 162
TOTAL	6 995 060	19 764 187	8 005 824



Adresse : 2, Rue Hamza Abdelmottaleb
Menzah 6- 2037 -Tunisie
Tél : 71 238 756/71 234 371 - Fax : 71 238 756



Adresse : 92 Rue 8600 2035 Charguia I
Tunis - Tunisie
Tél: 71 206 341 Fax : 71 206 342

GENERAL LEASING
RUE DU LAC D'ANNECY
1053 LES BESRGES DU LAC -TUNIS-

**AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
LES ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS ARRETES
AU 30 JUIN 2007**

MESDAMES, MESSIEURS LES ACTIONNAIRES,

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes et en application des dispositions de l'article 21 bis de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier tel qu'ajouté par l'article 18 de la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières, nous avons procédé à un examen limité des états financiers semestriels de la Société «GENERAL LEASING» couvrant la période du 1er Janvier au 30 Juin 2007, et qui font apparaître un total net de bilan de 93 671 073 DT et un bénéfice net d'impôt de 788 032 DT.

Ces états relèvent de la responsabilité des organes de direction et d'administration de la société. Notre responsabilité consiste à émettre un avis sur ces états financiers sur la base de notre examen limité et selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers intermédiaires ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des procédures analytiques appliquées aux données financières. Il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit et nous n'exprimons pas, en conséquence, d'opinion d'audit.

Les informations données dans les états financiers semestriels annexés au présent avis appellent de notre part les observations suivantes :

1. Les fonds propres nets demeurent négatifs de (3 592 691 DT). Par conséquent, l'application des règles et des conventions comptables généralement admises dans le cadre normal de continuité d'exploitation ne semble plus appropriée à la situation financière de la société « GENERAL LEASING ». Les dispositions de l'article 388 du Code des Sociétés Commerciales de Tunisie doivent être appliquées. Une assemblée générale extraordinaire tenue le 27 septembre 2007 a décidé la continuité d'exploitation de la société.

2. Nos travaux ont été limités par l'absence de procédures de vérification matérielle des immobilisations données en location. Ce défaut constitue un cas d'inobservation, par la société « GENERAL LEASING », des dispositions de l'article 17 de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au système comptable des entreprises.

Sous réserve de l'effet de ce qui est indiqué au niveau des paragraphes 1 et 2 sus-mentionnés et sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas eu connaissance ou relevé d'autres éléments pouvant affecter de façon significative la représentation fidèle des états financiers semestriels annexés au présent avis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Tunis, le 26 novembre 2007

Les commissaires aux comptes

Union des Consultants Auditeurs

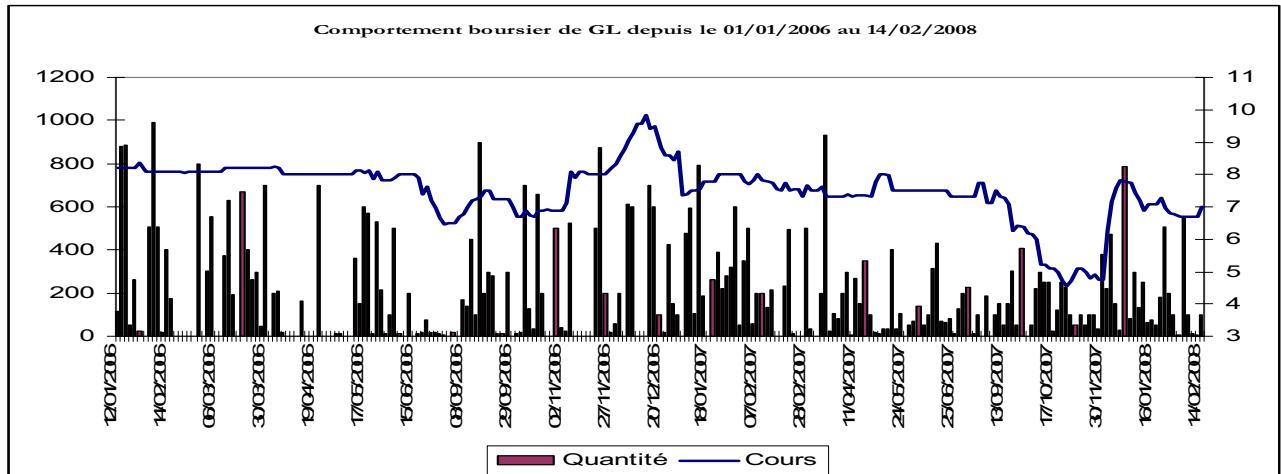
Fethi NEJI



Salah DHIBI



5.16 Comportement boursier de la valeur ATTIJARI LEASING



Durant l'année 2007, la tendance globale du marché était orientée à la hausse, ainsi le TUNINDEX a enregistré son plus haut historique courant l'année précédente et a clôturé l'exercice à 2614,07 points en hausse de 12,14% par rapport à la clôture de 2006, alors que l'indice BVMT a gagné 21,12% sur la même période clôturant 2007 à 1936,78 points.

De son côté, ATTIJARI LEASING, a été sévèrement sanctionnée par le marché en chutant à des niveaux de cotation très bas jamais côtoyés depuis son introduction à la cote en 1999, ainsi ATTIJARI LEASING a connu son plus bas historique de 4,560D le 23/10/2007. Par ailleurs, la valeur a affiché une lourde baisse de son cours au titre de l'année 2007, soit -11% clôturant à 7,750D. A noter qu'ATTIJARI LEASING a pu se rattraper à la fin de l'année, suite à la présentation par son Conseil d'administration d'un programme de recapitalisation qui a reçu l'accord des autorités monétaires de la place.

Par ailleurs, en application de l'article 19 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994, l'assemblée générale ordinaire de la société ATTIJARI LEASING tenue le 24 avril 2002 a approuvé la proposition du conseil d'administration relative à la mise en place d'un programme de régulation afin de réguler le cours et réduire sa fluctuation excessive dans une fourchette de 15,900 à 20,500 Dinars, et ce pour une année. Durant le mois d'août 2003, cette fourchette a été révisée à la baisse une 1ère fois, et ramenée à [12,000 ; 18,000], et une 2ème fois durant le mois d'octobre 2003, pour se fixer aux seuils respectifs de 9,000 à 15,000 Dinars. Le rachat ne concerne que 1% du capital de la société ATTIJARI LEASING, soit 10.000 titres. Ce compte a été mouvementé depuis sa mise en place jusqu'au 19 Août 2005 date de la dernière transaction dans le cadre de compte de régularisation.

Performance de la valeur ATTIJARI LEASING

INDICATEURS DE PERFORMANCE	2005	2006	2007
Nominal (Dinars)	10	10	10
Nombre de titres admis	1 000 000	1 250 000	1 250 000
Cours de clôture	8,5	8,7	7,75
Plus haut de la période	12	9,83	8
Plus bas de la période	7,19	6,46	4,56
Nombre de titres traités	166 436	101 165	57 504
Volume des capitaux traités (Dinars)	1 728 145	813 000	422 000
Capitalisation Boursière (Dinars)	8 500 000	10 875 000	9 687 500
Taux de rotation (%)	16,6%	8,09%	4,6%
Taux de rendement (%)	-29,05%	2,35%	-10,92%

Chapitre 6 : ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE DES COMPTES

6.1 Conseil d'Administration

6.1.1 Membres des organes d'Administration

Membres	Qualité	Représenté par	Durée du mandat	Adresse
Président				
Mr Khaled BEN JEMAA*	Président du conseil	Lui même	2007 - 2009	Tunis
Administrateurs**				
ATTIJARI BANK	Administrateur	Mr Hassen BERTAL	2007-2009	Tunis
ATTIJARI BANK	Administrateur	Mr Chaouki ABID	2007-2009	Tunis
ATTIJARI BANK	Administrateur	Mr Mouldi OUELHAZI	2007-2009	Tunis
Société d'Automobiles et de Matériels SAM	Administrateur	Mr Khaled BEN JEMAA	2007-2009	Tunis
Société Tunisienne d'Engrais Chimiques STEC	Administrateur	Mr Néjib DOGHRI	2007-2009	Tunis

*Nommé par le Conseil d'Administration du 10/10/2007 en remplacement de Mr Faycel TRABELSI

** Nommés par l'AGO du 27/09/2007

6.1.2 Fonctions des membres des organes d'administration et de direction dans la société

	Qualité	Mandat	Adresse
Mouldi OUELHAZI	Directeur Général	2007-2009	Rue du Lac D'annecy Tunis

Les autres membres du conseil d'administration n'ont pas de fonction dans la société.

6.1.3 Principales activités exercées en dehors de la société au cours des trois dernières années

Mr Hassen BERTAL	Directeur Général à ATTIJARIBANK TUNISIE Directeur Général à ATTIJARIWAFA BANK – MAROC
Mr Chaouki ABID	Directeur Central de la Banque de l'Entreprise à ATTIJARI BANK Directeur à ABC BANK
Mr Khaled BEN JEMAA	PDG de la société d'Automobile et de matériel ; de TLD, de SOHOB et de PLASTIC UNION Président du Conseil d'Administration de la Générale Immobilière du Sud et de TDA.
Mr Néjib DOGHRI	Président Directeur Général de la Société Tunisienne d'Engrais Chimiques et de SEPCM Président du conseil de Tunisie lait

6.1.4 Mandats d'administrateurs les plus significatifs dans d'autres sociétés

Membres	Mandats d'administrateurs dans d'autres sociétés
Mr Khaled BEN JEMÂA	SAM ; TLD ; GIS ; TUNISIE LAIT ; SOHOB
Mr Néjib DOGHRI	STEC ; TUNISIE LAIT ; SEPCM

6.1.5 Fonctions des représentants permanents des personnes morales administrateurs dans la société qu'ils représentent

Membres	Représenté par	Fonction dans la société qu'il représente
Administrateurs		
ATTIJARI BANK	Mr Hassen BERTAL	Directeur Général
ATTIJARI BANK	Mr Chaouki ABID	Directeur Central de la Banque d'Entreprise
ATTIJARI BANK	Mr Mouldi OUELHAZI	-
SAM	Mr Khaled BEN JEMAA	President Directeur Général
STEC	Mr Néjib DOGHRI	President Directeur Général

6.2 Intérêts des dirigeants dans la société au 31/12/2006

6.2.1 Rémunérations et avantages en nature attribués aux membres des organes d'Administration et de direction au 31/12/2006

Les rémunérations brutes des membres de direction au 31 Décembre 2006 s'élèvent à 80 mille Dinars.

Le Directeur Général bénéficie d'une voiture de fonction et d'une dotation carburant.

Les membres du Conseil d'Administration n'ont pas de rémunération ni avantages en dehors des jetons de présence fixés par l'AGO du 27/09/2007 à 42 mille dinars au titre de l'exercice 2006.

6.2.2 Prêts et garanties accordés en faveur des membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2006

Aucun prêt ou garantie n'a été accordé en faveur des membres des organes d'administration et de direction.

6.3 Contrôle

Nom	Adresse	Mandat
Union des Consultants Auditeurs, Société inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie, représentée par Mr Fethi NEJI	2, Rue Hamza ABDELMOTTALEB MENZAH VI – 2037 Tunis – Tunisie	2006-2008
Cabinet SALAH DHIBI, représenté par Mr Salah DHIBI, membre de l'ordre des experts comptables de Tunisie	92 Rue 8600 – 2035 Charguia I Tunis – Tunisie	2006-2008

6.4 Nature et importance des opérations conclues depuis le début du dernier exercice avec les membres du conseil d'administration ou de direction ainsi qu'avec un candidat à un poste de membre du conseil, et un actionnaire détenant plus de 5% du capital :

Les concours accordés par ATTIJARI LEASING aux membres du conseil d'administration ou à des sociétés liées à certains de ces administrateurs s'élèvent à **2 058 384 DT** sont présentés comme suit:

Groupe LAZHAR STA	
STE LES GRANDES CARRIERES DU NORD	491 485
STE EL KSAR HOTEL	430 747
STE MAGHREB TRANSPORT	72 268
STA SALIMA	7 572
STA FRADJ	22 724
	1 024 798*

Groupe BEN JEMAA	
SOCIETE PLASTIC UNION	20 299
STE D AUTOMOBILES ET DU MATERIELS S A M	20 085
STE TUNISIENNE DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE	403 532
	443 916*

Groupe DOGHRI	
SOCIETE TUNISIENNE D' ENGRAIS CHIMIQUES	206 075
LA TUNISIENNE POUR LE LAIT ET DERIVES	363 118
ENTREPRISE LE BATIMENT E L B	20 447
	589 670*

*Impayées non compris

Les crédits reçus d'ATTIJARI BANK se résument comme suit au 31/12/2006 :

	Montant en DT	Echéance	Durée	Taux d'intérêt	Encours au 31/12/2006
ATT/1	5 000 000	semestrielle	5 ans	TMM + 1	380 000
ATT/2	5 000 000	semestrielle	7 ans	TMM + 1	1 607 142
ATT/3	5 000 000	semestrielle	5 ans	TMM + 1	3 750 000
Total					5 737 142

Chapitre 7 : Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir

7.1 Evolution récente et stratégie future

7.1.1 Evolution récente

Les contrats approuvés au cours de l'année 2007 se sont élevés à 28,4MD en baisse de 50,5% par rapport à l'année précédente.

Les mises en forces ont enregistré une baisse de 26,7% par rapport à l'année précédente en passant de 37,7MD en 2006 à 27,7MD en 2007.

Le total des engagements s'est élevé au 31/12/2007 à 114,7MD contre 134,5MD une année auparavant, soit une baisse de 14,7%.

Indicateurs d'activité arrêtés au 31/12/2007

	Quatrième trimestre		Cumul au 31 décembre	
	2007	2006	2007**	2006
Approbations	5 855	19 286	28 448	57 547
Mises en force	7665	11680	27 666	37 763
Total des engagements en cours*			114 718	134 506
Total des engagements classés			59 427	65 037
Trésorerie Nette			3 740	5 131
Ressources d'emprunts			72 025	88 756
Capitaux propres			-3 106	-4 381
Revenus bruts de Leasing & Factoring	10 621	12 653	43 858	50 760
Revenus nets de leasing	1 938	1 960	8 819	8 887
Produits nets de leasing	536	304	2 789	1 945
Total charges d'exploitation hors provisions	616	550	2 205	2 225

* Données 2006 relatives aux engagements ont été corrigées conformément aux rapports des commissaires aux comptes

**Données 2007 non auditées

7.1.2 Stratégie future

La politique de croissance d'ATTIJARI LEASING pour les années à venir sera basée sur la poursuite de son développement à un rythme régulier et conjugué à la maîtrise du risque. La stratégie à adopter par la société s'articule autour des points suivants :

- Le renforcement de l'assise financière ;
- Une meilleure orientation en matière de financement leasing quant à la sélection d'une clientèle diversifiée, présentant une assise financière et dont les projets de financement envisagés pouvant assurer une rentabilité acceptable;
- Veiller à développer des synergies avec son actionnaire de référence Attijari Bank en mettant à profit commun le réseau d'agences commerciales;
- La mise en place d'une action vigoureuse de recouvrement du portefeuille afin :
 - D'améliorer le rendement du portefeuille des créances classées par des actions de recouvrement ciblées,
 - D'améliorer le recouvrement des créances faisant l'objet d'actions en recours au fond;

Et ce, en vue de diminuer le ratio des créances douteuses et litigieuses.

Par ailleurs, avec la consolidation des efforts déployés par la société dans les divers domaines d'intervention, au niveau commercial et essentiellement de recouvrement, et la reprise que connaît l'économie du pays et la relance constatée au niveau du secteur

du tourisme, ATTIJARI LEASING table sur la relance des financements afin de récupérer ses parts de marché qui ont été affectées durant les deux dernières années, de retourner à la réalisation de bénéfices et d'atteindre les objectifs avancés dans les états prévisionnels ci-après présentés.

7.1.3 Note sur les principaux changements des prévisions par rapport au dernier prospectus

Pour le présent prospectus, certaines informations financières prévisionnelles concernant l'activité de la société et ses ressources futures de financement ont dû être modifiées par rapport au dernier prospectus visé sous le numéro 06.527 en date du 28/4/2006 à l'occasion de l'augmentation du capital en numéraire de 2,5 millions de dinars et ce, pour tenir compte des éléments suivants :

- ✓ De l'évaluation détaillée du portefeuille ayant engendré des dotations aux provisions nettes d'un montant de 11 936mD à fin 2006 ;
- ✓ De la situation nette des fonds propres devenus négatifs à fin 2006, et donc de l'urgence de se conformer à la réglementation régissant l'activité de la société et notamment les articles 20 de la loi bancaire 2001- 65 du 10 juillet 2001 et de l'article 388 du code des sociétés commerciales ;
- ✓ Pour tenir compte de la nouvelle stratégie de développement de la société basée sur une exploitation des effets de synergie avec le réseau commercial d'ATTIJARI BANK, de nouvelles procédures en matière de risque, contrôle et de recouvrement ;
- ✓ Pour tenir compte de la nouvelle réglementation fiscale et comptable régissant le secteur du leasing quant à la durée minimale instaurée et son impact sur les durées moyennes de contrats de leasing prévus.

En conséquence de ce qui précède, tous les états prévisionnels tels que présentés dans le prospectus sus indiqué ont été révisés et ce au niveau des mises en force, d'émission d'emprunts obligataires ou bancaires, de résultats et d'indicateurs de gestion.

7.2 Perspectives d'avenir

7.2.1 Hypothèses retenues

Les perspectives d'avenir d'ATTIJARI LEASING (2008-2012) ont été établies sur la base des états financiers provisoires arrêtés au 31/12/2007 avant audit et compte tenu des hypothèses suivantes :

1- Les mises en force

La progression des mises en forces prévue pour les années 2008 à 2012 tient compte de la stratégie de récupération de part de marché perdue par ATTIJARI LEASING surtout que la conjoncture économique dans le pays est favorable et que des projets importants sont prévus par le 11^{ème} plan de développement.

- Evolution des mises en force :

→ En 2008, le volume de financement global prévu est de 60 millions de dinars justifié par l'apport du réseau d'ATTIJARI BANK qui compte plus de 100 agences, notamment au niveau de la production dont les apporteurs d'affaires seront dorénavant au nombre de deux par agence.

→ A partir de 2009, et pour tenir compte des effets de synergie à développer avec le réseau commercial Attijari Bank, un accroissement important de l'activité a été projetée avec une évolution du niveau d'activité de 33,3% pour atteindre 80 millions de dinars, puis une évolution de 25% durant l'année 2010 et de 15% à partir de 2011 pour se mettre au niveau souhaité de production permettant à la société de conquérir les premières places du secteur.

La périodicité des contrats sera de 48 mois (pour tenir compte des durées minimales à effectuer pour les nouveaux contrats de leasing selon la nouvelle réglementation fiscale) avec un taux moyen de sortie de 11% et un autofinancement moyen de 10%.

(En milliers de dinars)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Mises en force	37 763	27 700	60 000	80 000	100 000	115 000	132 250
Evolution		-26 ,74%	116,61%	33,33%	25,00%	15,00%	15,00%

2- Les revenus bruts de leasing

Selon la structure actuelle du portefeuille ainsi que les prévisions d'activité retenues, le revenu brut de leasing ne peut évoluer en moyenne pour la période examinée qu'au taux de 17,5% en moyenne par an.

Ce niveau de progression s'explique par la relance de l'activité à partir de 2008 afin de pouvoir renouveler et reconstituer l'encours de la société.

(En milliers de dinars)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Revenus bruts de leasing	50 164	43 004	46 219	54 736	70 871	97 440	123 093
Evolution		-14,3%	7,5%	18,4%	29,5%	37,5%	26,3%

3- Le revenu du factoring

Pour la période 2008-2012, nous prévoyons une évolution limitée de cette activité de factoring comme le montre le tableau ci-après :

(En milliers de dinars)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Commissions de factoring	166	156	164	172	181	190	199
Intérêts de financement	360	219	230	241	254	266	280
Revenus nets de factoring	526	375	394	413	434	456	479
Evolution		-28,7%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%

4- Les charges d'exploitation

A fin 2007, la baisse des charges d'exploitation s'est poursuivie grâce au maintien de la politique de compression des charges et du niveau réel d'activité de la société à fin de cette année 2007.

A partir de 2008 et compte tenu de l'apport prévu en clientèle à assurer par le réseau Attijari Bank, de la relance de l'activité, des différentes charges liées au changement de la dénomination sociale de la société et des charges liées à sa nouvelle politique prévue en matière de communication, les charges d'exploitation connaîtront une évolution moyenne globale de 13% sur la période 2007/2012.

Les frais du personnel connaîtront une évolution de 10% par an en 2008 pour tenir compte du besoin en remplacement de certains postes qui se sont trouvés vacants depuis 2007 et de la nécessité de recruter pour certains postes clés de la société, à compter de 2009, l'évolution sera de 5% par an puis repassera de nouveau à 10% pour tenir compte de la nouvelle structure commerciale et du volume important prévu des affaires à réaliser, suivre et contrôler.

Sur toute la période 2007/2012, l'évolution des frais du personnel sera de 7%.

Les dotations aux amortissements tiennent compte de l'amortissement annuel des immobilisations d'ATTIJARI LEASING existantes ainsi que des nouvelles acquisitions en

matériel roulant notamment estimées pour 2008 à 100mD par an et du matériel informatique estimé à 30mD à partir de l'année 2008 et des logiciels informatiques pour 20mD.

	(En milliers de dinars)						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Frais du personnel	-1 184	-1 207	-1 328	-1 394	-1 464	-1 610	-1 771
Evolution		1,9%	10,0%	5,0%	5,0%	10,0%	10,0%
Autres charges d'exploitation	-633	-648	-915	-1 077	-1 186	-1 230	-1 275
Evolution		2,4%	41,2%	17,7%	10,1%	3,7%	3,7%
Dotations aux amortissements	-408	-350	-335	-452	-535	-619	-622
Evolution		-14,0%	-4,3%	34,9%	18,4%	15,7%	0,5%

5 -Les dotations aux amortissements financiers

La dotation annuelle aux amortissements financiers tient compte des immobilisations existantes en plus des nouvelles mises en force de l'année programmées par la société pour la période.

L'évolution de la dotation annuelle tient compte de la structure du capital restant dû existant et de celle relative aux nouveaux financements (nature des financements, conditions et période).

Les dotations aux amortissements financiers à réaliser seront comme suit :

	(En milliers de dinars)						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dotations aux amortissements financiers	-41 873	-35 039	-38 475	-43 952	-55 658	-77 716	-99 669
Evolution		-16,3%	9,8%	14,2%	26,6%	39,6%	28,2%

6- Les dotations aux provisions

Le poste de dotations aux provisions tient compte du diagnostic effectué sur le portefeuille actif de la société au 31 décembre 2006 et de la mise à jour effectuée à fin décembre 2007 compte tenu de l'action de recouvrement effectuée durant l'année 2007 et des éventuels glissements ayant eu lieu.

L'évolution de ces dotations ou reprises nettes pour la période 2008/2012 a été arrêtée en fonction de cette classification à fin décembre 2007 avant audit et des prévisions de recouvrement prévues sur tout l'ancien portefeuille d'ATTIJARI LEASING.

Pour les nouveaux financements, il est prévu une dotation nette de provisions égale à 1% de l'encours des nouveaux financements à compter de 2008, taux qui passera à 1.5% à compter de 2010 compte tenu du volume des affaires qui sera traité.

Le tableau ci-après retrace le détail des dotations aux provisions ou reprises nettes durant la période 2008/2012.

	(En milliers de dinars)						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dotations / portefeuil ancien 31/12/2006	-12 839	-1 860	-806	-819	-498	-297	-106
Reprises / anciens portefeuille au 31/12/2006	903	2 263	3 125	2 026	1 072	769	596
Dotations aux provisions / nouveau financements			-492	-1 024	-1 541	-2 909	-3 412
Total des dotations aux provisions nettes	-11 936	403	1 826	183	-967	-2 437	-2 921

7- Ressources à mobiliser

La société projette durant la période 2008-2012 d'effectuer une augmentation de capital et de mobiliser d'autres ressources de financement bancaires et obligataires.

Réduction et augmentation de capital

Conformément au plan de restructuration décidé par l'AGE du 23/01/2008 et tel que proposé par le Conseil d'Administration de la société en date du 26/12/2007, ATTIJARI LEASING procédera à une réduction du capital de 30% par l'annulation de l'équivalent en titres émis sur le marché, soit la suppression de 3 actions d'un nominal de 10D chacune pour 10 actions détenues.

Le capital social passera en conséquence de 12 500 000DT à 8 750 000DT en fin de cette première opération.

L'augmentation de capital qui suit sera de 12 500 000DT (sur la base de 7 actions anciennes de 10DT ouvert droit à la souscription de 10 nouvelles actions) et fera passer le capital de 8 750 000DT à 21 250 000DT, elle permettra à ATTIJARI LEASING de consolider sa situation nette de capitaux propres et de se conformer à la réglementation en vigueur (La loi 2001-65 du 10 juillet 2001 et l'article 388 du Code des Sociétés Commerciales) et d'améliorer en conséquence le ratio Cooke devenu négatif depuis fin 2006.

(En milliers de dinars)

Risques encourus pondérés	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
Total Bilan	101 325	83 281	102 537	131 195	176 576	208 983	241 194
Risque encouru sur la clientèle	86 597	71 024	87 072	120 904	163 464	199 281	231 064
Risque / liquidités	1 026	753	1 317	205	721	0	0
Risques / autres actifs	9 329	8 337	8 816	9 011	9 040	9 100	9 489
Total	96 953	80 114	97 205	130 121	173 225	208 382	240 553
Fonds propres	-4 380	-3 105	14 951	17 911	20 476	23 491	27 834
Non valeurs	267	155	63	255	466	601	641
Fonds Propres nets	-4 647	-3 260	14 888	17 657	20 010	22 890	27 193
Ratios cooke	-4,79%	-4,07%	15,32%	13,57%	11,55%	10,98%	11,30%

Ressources d'emprunts

Durant la période 2008-2012, les besoins futurs d'ATTIJARI LEASING en matière de ressources d'emprunts bancaires ou obligataires sont illustrés dans le tableau suivant :

(En milliers de dinars)							
Type d'emprunt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Emprunts obligataires	0	0	0	30 000	40 000	40 000	40 000
Emprunts bancaires	2 000	1 000	15 000	10 000	25 000	15 000	15 000
Total d'emprunts émis	2 000	1 000	15 000	40 000	65 000	55 000	55 000

Caractéristiques des emprunts obligataires que la société compte émettre

Emprunt	Montant	Taux	Durée
Emission obligataire de 2009	30 000		
GL 2009 - 1		7%	5 ans
GL 2009 - 2		7%	5 ans
Emission obligataire de 2010	40 000		
GL 2010 - 1		7%	5 ans
GL 2010 - 2		7%	5 ans
GL 2010 - 3		7%	5 ans
Emission obligataire de 2011	40 000		
GL 2011-1		7%	5 ans
GL 2011-2		7%	5 ans
GL 2011- 3		7%	5 ans
Emission obligataire de 2012	40 000		
GL 2012-1		7%	5 ans
GL 2012-2		7%	5 ans
GL 2012-3		7%	5 ans

8- Les charges financières

Elles tiennent compte des intérêts relatifs aux différents crédits et emprunts en cours et ceux programmés pour les années qui suivent.

	(En milliers de dinars)						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Des crédits bancaires en cours			2 935	2 558	2 281	2 096	1 396
Des emprunts obligataires en cours			1 714	859	263	18	0
Des nouveaux crédits bancaires			548	1 183	2 291	2 593	2 695
Des emprunts obligataires projetés			0	1 050	3 903	5 880	7 298
Billets de trésorerie			156	156	156	156	156
Total charges financières	6 942	6 030	5 353	5 806	8 893	10 743	11 545

9- L'investissement propre

ATTIJARI LEASING prévoit un investissement annuel de maintien et de renouvellement de 100mD en véhicules et équipements de bureaux, de 30mD par an en matériel informatique et de 20mD en logiciels informatiques. En 2009, un investissement de renouvellement du système d'information est prévu pour 300mD.

	(en milliers de dinars)						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Matériel roulants, autres	97		100	100	100	100	100
Matériel informatique	1		30	30	30	30	30
Logiciels informatiques	10	30	20	320	20	20	20
Total investissements propres	108	30	150	450	150	150	150

10- Evolution du poste « clients » et des actifs classés

Poste clients

Pour la période 2008-2012, le poste client dépendra directement du résultat de l'effort de recouvrement entrepris sur les créances selon les bases projetées suivantes :

- Une baisse cumulée du solde du poste client tel qu'il est arrêté à fin décembre 2007 de 42% sur la période 2008-2012 (résultat de l'action de recouvrement sur les créances accrochées en particulier);
- Une hausse du poste client de 3% en net sur les financements engagés et de 1% en net pour les engagements nouveaux à compter de 2008.

	(En milliers de dinars)						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Poste client fin de période	34 083	31 178	27 918	24 702	21 920	19 453	17 654

Evolution des créances classées

- L'objectif étant de se rapprocher au maximum du taux souhaité de parts des actifs classés de 15%. Toutefois, compte tenu de la part relativement importante de créances classées à fin 2007 et de la reprise de l'activité de financement prévue, la part des créances classées passera durant la période examinée 2008/2012 de 42% à 21%.
- Le taux de couverture des actifs classés passera de 74% fin 2007 à 63% fin 2012.

Nous aurons pour la période 2007-2012 les chiffres suivants

Désignation	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Encours Comptable de base	93 991	80 414	98 529	134 577	178 919	216 204	248 785
Impayés Bruts	34 083	31 178	27 918	24 702	21 920	19 453	17 654
Engagement	128 074	111 592	126 447	159 279	200 839	235 656	266 439
Part des créances classées	50%	50%	42%	34%	29%	24%	21%
Montant des créances classées (leasing)	63 832	55 796	53 108	54 155	58 243	56 558	55 952
Impayés des créances classées (leasing)	32 531	25 108	23 898	24 370	26 209	25 451	25 179
Encours des créances classées (leasing)	31 301	30 688	29 209	29 785	32 034	31 107	30 774
Total Provisions	41 375	41 375	40 375	39 375	38 375	37 375	36 375
Dotation / CDL	11 936						
Radiation			1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Provisions et Agios (leasing)	41 375	41 375	39 375	38 375	37 375	36 375	35 375
Taux de couverture	64,82%	74,15%	74,14%	71%	64,17%	64,32%	63,22%
Provisions sur encours	14 126	13 954	18 676	20 871	23 309	23 864	24 213
Provisions sur impayés	27 359	26 614	20 699	17 504	14 066	12 511	11 162
Impayés Nets	6 732	4 564	7 219	7 198	7 854	6 942	6 493
Ratio de recouvrement : Encaissements bruts / CATTC	—	70,72%	69,76%	71,29%	77,56%	83,52%	87,01%

11- Le résultat et le report à nouveau

Après deux années difficiles 2005 et 2006, ATTIJARI LEASING compte résorber ses déficits antérieurs en premier lieu et de reconstituer ses réserves afin d'améliorer la situation nette de ses capitaux propres en second lieu. A cet effet, durant toute cette période 2008/2012, tous les résultats seront affectés en report à nouveau jusqu'à apurement de son solde débiteur.

Le tableau suivant retrace l'évolution de ce poste durant la période 2008/2012 :

	(En milliers de dinars)						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Résultats reportés	-9 879	-21 468	-16 443	-13 487	-10 527	-7 962	-4 947
Résultat de l'exercice	-11 589	1 275	2 956	2 960	2 565	3 015	4 343

12- L'impôt prévisionnel

L'impôt prévu durant les exercices 2008-2012 pour ATTIJARI LEASING est celui du droit commun, soit 35% du bénéfice fiscal à l'exception de l'année 2008 pour laquelle le minimum d'impôt sera appliqué en raison de la déduction importante prévue des reprises sur provisions.

	(En milliers de dinars)						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Impôt sur les bénéfices	-58	-50	-54	-503	-804	-1 209	-2 018

13- Les dividendes

Il est à signaler que la distribution de dividende ne peut être décidée qu'après avoir purger les déficits cumulés, effectuer les prélèvements au titre des réserves légales. Selon les prévisions, cette situation ne sera envisageable qu'à partir des résultats de l'exercice 2012.

7.2.2 Etats Financiers prévisionnels

Bilans prévisionnels

(En milliers de dinars)

ACTIFS	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
ACTIFS NON COURANTS							
Immobilisations incorporelle							
Immobilisations utilisées par la société	9	27	22	220	120	20	20
Immobilisations destinées à la location	3 300	2 573	3 001	2 908	2 812	2 709	2 596
Provisions sur encours	93 991	80 414	98 529	134 577	178 919	216 204	248 785
Immobilisations financières	-14 126	-13 954	-18 676	-20 871	-23 309	-23 864	-24 213
Total des actifs immobilisés	825	650	550	450	450	450	450
Autres actifs non courants	83 999	69 710	83 425	117 285	158 993	195 519	227 638
Total des actifs non courants	267	155	63	255	466	601	641
	84 267	69 865	83 488	117 540	159 458	196 119	228 279
ACTIFS COURANTS							
Clients & comptes rattachés	34 083	31 178	27 918	24 702	21 920	19 453	17 654
Provisions sur impayés	-27 351	-26 614	-20 699	-17 504	-14 066	-12 511	-11 162
Clients & comptes rattachés nets de prov/agios	6 732	4 564	7 219	7 198	7 854	6 942	6 493
Acheteurs factorés nets des provisions	3 365	2 737	3 011	3 312	3 643	4 007	4 408
Autres actifs courants	1 830	2 350	2 233	2 121	2 015	1 914	2 014
Placements & autres actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0
Liquidités & équivalents de liquidités	5 131	3 765	6 587	1 025	3 606		
Total des actifs courants	17 058	13 416	19 049	13 656	17 117	12 863	12 915
TOTAL DES ACTIFS	101 325	83 281	102 537	131 195	176 576	208 983	241 194
CAPITAUX PROPRES & PASSIFS							
Capital social	12 500	12 500	21 250	21 250	21 250	21 250	21 250
Capital souscrit non versé							
Réserves	1 338	1 338	1 338	1 338	1 338	1 338	1 338
Titres Participatifs		0	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600
prime d'émission	3 250	3 250	3 250	3 250	3 250	3 250	3 250
Résultats reportés	-9 879	-21 468	-16 443	-13 487	-10 527	-7 962	-4 947
Résultat de l'exercice	-11 589	1 275	2 956	2 960	2 565	3 015	4 343
Total des capitaux propres avtaffectation du résultat	-4 380	-3 105	14 951	17 911	20 476	23 491	27 834
PASSIFS							
Passifs non courants							
Emprunts	62 926	55 354	53 158	68 027	102 779	123 881	121 674
Autres dettes	2 862	2 422					
Provisions	17	17	17	17	17	17	17
Total des passifs non courants	65 805	57 793	53 175	68 044	102 796	123 898	121 691
Passifs courants							
Fournisseurs & comptes rattachés	4 349	2 394	7 012	9 369	11 725	13 487	14 520
Comptes courants des adhérents et comptes rattachés							
Autres passifs courants	923	770	797	827	861	897	937
Autres dettes fiscales	5 724	6 595	5 361	5 796	6 620	7 977	9 287
DCT	0	0	1 982	1 102	221	0	0
Intérêts courus sur emprunts	25 830	16 734	17 196	25 131	30 248	33 898	57 207
Banques, découverts	3 074	2 100	2 064	3 016	3 630	4 068	6 865
Total des passifs courants	39 900	28 593	34 412	45 240	53 304	61 594	91 669
Total des passifs	105 705	86 386	87 586	113 284	156 100	185 492	213 360
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	101 325	83 281	102 537	131 195	176 576	208 983	241 194

Etats de résultat prévisionnels

(En milliers de dinars)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Revenus brut de leasing	50 164	43 004	46 219	54 736	70 871	97 440	123 093
Dotations aux amortissements des immobilisations en location	-41 873	-35 039	-38 475	-43 952	-55 658	-77 716	-99 669
Autres produits d'exploitation	70	480	528	554	499	449	404
REVENUS NETS DE LEASING	8 361	8 445	8 273	11 339	15 712	20 174	23 829
Commissions de factoring	166	156	164	172	181	190	199
Intérêts de financement	360	219	230	241	254	266	280
REVENUS NETS DE FACTORING	526	375	394	413	434	456	479
TOTAL DES REVENUS	8 887	8 820	8 666	11 752	16 146	20 630	24 307
Reprises sur provisions							
Charges de personnel	-1 184	-1 207	-1 328	-1 394	-1 464	-1 610	-1 771
Dotations aux amortissements	-407	-350	-335	-452	-535	-619	-622
Dotations / Portefeuille ancien	-12 839	-1 860	-806	-819	-498	-297	-106
Reprises / anc portefeuille au 31-12-06	903	2 263	3 125	2 026	1 072	769	596
Dotations aux provisions / nvx finacmt			-492	-1 024	-1 541	-2 909	-3 412
Autres charges d'exploitation	-633	-648	-680	-714	-750	-825	-908
Autres Charges liées au groupe ATT.B			-235	-363	-436	-405	-367
RESULTAT D'EXPLOITATION	-5 273	7 018	7 915	9 012	11 994	14 734	17 718
Charges financières nettes	-6 942*	-6 030	-5 353	-5 806	-8 893	-10 788	-11 645
Produits des placements	435	101	201	0	0	0	0
Autres gains ordinaires	335	251	264	277	291	305	320
Autres pertes ordinaires	-86	-15	-16	-19	-23	-27	-33
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT	-11 531	1 325	3 010	3 463	3 369	4 224	6 361
Impôts sur les bénéfices	-58	-50	-54	-503	-804	-1 209	-2 018
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT	-11 589	1 275	2 956	2 960	2 565	3 015	4 343

*Donnée retraitée pour les besoins de comparaison

Etats des flux de trésorerie prévisionnels

(En milliers de dinars)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
FLUX LIES A L'EXPLOITATION	6 618	16 550	-7 125	-28 016	-37 138	-29 476	-22 538
Encaissements reçus des clients	58 627	58 344	63 577	65 965	81 434	111 685	142 169
Acquisitions d'immobilisations	-42 718	-30 596	-62 278	-85 344	-107 180	-126 679	-147 189
Sommes versées aux autres fournisseurs d'exploitation	-1 700	-1 480	-1 555	-1 822	-1 937	-1 942	-2 152
Intérêts payés	-7 467	-6 421	-5 699	-5 069	-7 335	-9 316	-10 391
Intérêts payés / Emp oblig en cours	0	-3 178	-2 217	-1 328	-663	-148	0
Intérêts payés / Emp oblig prévus	0	0	0	0	-2 100	-4 480	-6 300
Intérêts / Crédits banc prévus	0	-54	-548	-1 183	-2 291	-2 593	-2 695
Intérêts payés/ Crédits bc en cours	0	-3 188	-2 935	-2 558	-2 281	-2 096	-1 396
tva à payer		-2 368	0	0	0	-1 389	-3 679
Impôts & taxes	154	-50	-54	-503	-804	-1 209	-929
Remboursement dettes fiscales	0	-880	-880	-880	-880	-220	0
Autres flux	-279	0	-235	-363	-436	-405	-367
FLUX LIES A L'EXPLOITATION							
FLUX D'INVESTISSEMENT	8 500	75	-50	-350	-150	-150	-150
Acquisitions d'immobilisations propres			-150	-450	-150	-150	-150
Cessions d'immobilisations	0	75	100	100	0	0	0
Acquisitions d'immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0
Cession d'immobilisations financières	8 500	0	0	0	0	0	0
FLUX DE FINANCEMENT	-15 090	-17 990	9 997	22 804	39 869	24 752	21 102
encaissements suite à l'émission d'actions	2 500	0	12 500	0	0	0	0
encaissement suite aux titres participatifs		0	2 600	0	0	0	0
dividendes+tantième	0	0	0	0	0	0	0
Encaissements d'emprunts obligataires	0	0	0	30 000	40 000	40 000	40 000
Encaissements emprunts bancaires	22 000	1 000	15 000	10 000	25 000	15 000	15 000
Remboursement d'emprunt obligataire en cours	-12 260	-13 000	-12 000	-9 000	-7 000	-2 000	0
Remboursement emprunt bancaires en cours	-27 330	-5 830	-6 417	-3 999	-3 421	-2 501	2 602
Remboursement emprunts obligataires prévus	0	0	0	0	-6 000	-14 000	-22 000
Remboursement emprunts bancaires prévus	0	-160	-1 686	-4 198	-8 710	-11 746	-14 500
AUTRES FLUX	0						
VARIATION DE TRESORERIE	28	-1 366	2 822	-5 562	2 581	-4 873	-1 586
TRESORERIE DEBUT D'EXERCICE	5 103	5 131	3 765	6 587	1 025	3 606	-1 267
TRESORERIE FIN D'EXERCICE	5 131	3 765	6 587	1 025	3 606	-1 267	-2 853

7.2.3 Etats des cash-flows prévisionnels

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Résultat net	-11 589	1 275	2 956	2 960	2 565	3 015	4 343
Dotations aux amortissements des immobilisations en leasing	41 873	35 039	38 475	43 952	55 658	77 716	99 669
Dotations aux amortissements des immobilisations propres	407	350	335	452	535	619	622
Dotations aux provisions	12 839	1 860	806	819	498	297	106
Reprises / provisions	903	2 263	3 125	2 026	1 072	769	596
Cash flow prévisionnel	42 627	36 261	39 447	46 157	58 184	80 877	104 143

7.2.4 Indicateurs de gestion et ratios prévisionnels

• Indicateurs de gestion

mD	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Revenus bruts de leasing	50 164	43 004	46 219	54 736	70 871	97 440	123 093
Revenu net total	8 887*	8 820	8 666	11 752	16 146	20 630	24 307
Résultat d'exploitation	-5 273*	7 018	7 915	9 012	11 994	14 734	17 718
Résultat net de la période (1)	-11 589	1 275	2 956	2 960	2 565	3 015	4 343
Engagements (immobilisations en locations nettes + immobilisations financières nettes + clients bruts) (2)	128 900	112 242	126 997	159 729	201 289	236 106	266 889
Capitaux propres (avant résultat) (3)	7 209	-4 380	11 995	14 951	17 911	20 476	23 491
Clients et Comptes Rattachés (4)	34 083	31 178	27 918	24 702	21 920	19 453	17 654
Créances classées (leasing) (5)	63 832	55 796	53 108	54 155	58 243	56 558	55 952
Total provisions (leasing) (6)	41 375	41 375	39 375	38 375	37 375	36 375	35 375
Emprunts et concours bancaires moyens (moyenne des concours bancaires et emprunts entre l'année N et l'année N-1) (7)	97 551	97 551	97 551	97 551	97 551	97 551	97 551
Charges financières (8)	-6 942	-6 030	-5 353	-5 806	-8 893	-10 788	-11 645
Capitaux permanents (9)	61 425	52 266	68 126	85 955	123 272	147 389	149 525
Fonds propres nets (10)	-4 380	-3 105	14 951	17 911	20 476	23 491	27 834

* Données retraitées pour les besoins de la comparaison

• Ratios financiers :

Ratios propres aux sociétés de leasing	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Fonds propres / engagements (3) / (2)	5,59%	-3,90%	9,45%	9,36%	8,90%	8,67%	8,80%
Rentabilité des fonds propres (1) / (3)	-160,76%	-29,11%	24,64%	19,80%	14,32%	14,72%	18,49%
Couverture client (6) / (4)	121,39%	132,71%	141,04%	155,35%	170,51%	186,99%	200,38%
Risque portefeuille (4) / (2)	26,44%	27,78%	21,98%	15,47%	10,89%	8,24%	6,61%
Taux de créances classées (5) / (2)	49,52%	49,71%	41,82%	33,90%	28,94%	23,95%	20,96%
Ratios de couverture des créances classées (6) / (5)	64,82%	74,15%	74,14%	70,86%	64,17%	64,32%	63,22%
Taux de financement apparent (8) / (9)	-7,12%	-6,18%	-5,49%	-5,95%	-9,12%	-11,06%	-11,94%

Ratios de structure	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Actifs non courants / Total bilan	83,16%	83,89%	81,42%	89,59%	90,31%	93,84%	94,65%
Immobilisées à la location / Total bilan	78,82%	79,80%	77,88%	86,67%	88,13%	92,04%	93,11%
Actifs courant / Total Bilan	16,84%	16,11%	18,58%	10,41%	9,69%	6,16%	5,35%
Passifs non courants / Total Bilan	64,95%	66,49%	51,86%	51,86%	58,22%	59,29%	50,45%
Passifs courants / Total Bilan	39,38%	37,24%	33,56%	34,48%	30,19%	29,47%	38,01%
Passifs / Total Bilan	104,32%	103,73%	85,42%	86,35%	88,40%	88,76%	88,46%
Capitaux permanents / Total Bilan	60,62%	62,76%	66,44%	65,52%	69,81%	70,53%	61,99%

Ratios de gestion	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Charges de personnel / Total revenu	13,32%	13,68%	15,32%	11,86%	9,07%	7,81%	7,29%
Résultat d'exploitation / Total revenu	-59,33%	105,76%	106,49%	104,95%	103,19%	102,23%	101,69%
Total revenu / Capitaux propres avant affectation	-202,90%	-284,05%	57,97%	65,61%	78,86%	87,82%	87,33%

Ratios de solvabilité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Capitaux propres (avant affectation) / passifs non courants	-6,66%	-5,61%	28,12%	26,32%	19,92%	18,96%	22,87%
Capitaux propres (avant affectation) / Capitaux permanents	-7,13%	-5,94%	21,95%	20,84%	16,61%	15,94%	18,61%

Ratios de liquidité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Actifs courants / passifs courants	42,75%	43,26%	55,36%	30,18%	32,11%	20,88%	14,09%
Liquidités et équivalents de liquidités / Passifs courants	12,86%	12,14%	19,14%	2,27%	6,76%	0,00%	0,00%

Union des Consultants Auditeurs

MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES DE TUNISIE

Adresse : 2, Rue Hanouz Abdelmottaleb
Menzah 6 - 2037 -Tunis - Tunisie
Tél : 71 238 756/71 234 371 - Fax : 71 238 756

CABINET SALAH DHIBI

EXPERT COMPTABLE

MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES
DE TUNISIE

Adresse : 92 Rue 8600 2035 Charguia 1
Tunis - Tunisie
Tél: 71 206 341Fax : 71 206 342

ATTIJARI LEASING
RUE DU LAC D'ANNECY
1053 LES BESRGES DU LAC -TUNIS-

**AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES
INFORMATIONS PRÉVISIONNELLES
2008-2012**

MESDAMES, MESSIEURS LES ACTIONNAIRES,

En exécution de la mission qui nous a été confiée pour l'examen des projections financières d'ATTIJARI LEASING, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport spécial sur les informations financières prévisionnelles des cinq prochains exercices allant de 2008 à 2012, tels qu'elles sont jointes au présent rapport.

Ces informations relevant de la responsabilité de la direction ont été préparées dans le cadre du prospectus d'émission relatif à l'opération de restructuration de la société caractérisée principalement par une réduction et une augmentation simultanée de capital pour un montant respectif de 3 750 KDT et de 12 500 KDT.

Nous avons procédé à l'examen des bases et des hypothèses de ces projections financières en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes d'audit généralement admises en la matière. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'apprecier si les hypothèses les plus plausibles retenues par la direction sont raisonnables, de vérifier que les informations prévisionnelles sont préparées de manière satisfaisante sur la base de ces hypothèses et de s'assurer qu'elles sont correctement présentées et cohérentes avec les états financiers de la société.

Les hypothèses ayant servi à la détermination de ces projections financières ont été arrêtées selon les options stratégiques des dirigeants de la société et les nouvelles dispositions fiscales et comptables en la matière.

Les variables retenues sont basées sur des hypothèses plausibles arrêtées en fonction de l'historique de la société sans prendre en compte les éléments non récurrents qui ont modifiés les tendances enregistrés par l'activité et les fonds propres de la société courant les trois derniers exercices.

Conformément aux objectifs de notre mission et après l'examen des éléments corroborant les hypothèses retenues par la direction, rien ne nous est apparu qui nous conduit à penser que celles-ci ne constituent pas une base raisonnable pour les projections proposées. A notre avis, les prévisions sont correctement préparées sur la base des hypothèses décrites et elles sont synthétisées dans un bilan, un état de résultat et un état de flux de trésorerie: conformément aux normes comptables applicables en Tunisie, à l'exception des méthodes de présentation préconisées par la nouvelle norme comptable n°41, relative aux contrats de location.

Nous rappelons que s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations sont susceptibles d'être différentes des prévisions, parfois de manière significative, dès lors que les événements ne se produisent pas toujours comme prévu. En conséquence, les lecteurs de ces informations financières prévisionnelles sont avertis que ces projections ne peuvent en aucun cas être utilisées à d'autres fins que celles indiquées ci-dessus.

Tunis, le 20 février 2008

Les commissaires aux comptes

Union des Consultants Auditeurs

Fethi NEJLI



Salah DHIBI



« ATTIJARI LEASING S.A»

Société anonyme au capital de 8.750.000 de dinars
Siège social : Rue du Lac d'Annecy - 1053 Les Berges du Lac
Registre du commerce N°125651997
Objet social : Effectuer des opérations de leasing portant sur les biens à usage industriel, professionnel, meubles et immeubles, ainsi que le factoring.
ATTIJARI LEASING est notée « B+ » à long terme et « B » à court terme sous surveillance positive par l'agence de notation Fitch Ratings en date du 08 février 2008

AUGMENTATION DE CAPITAL DE 8 750 000D à 21 250 000D

Décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 janvier 2008
Décision du C.A du 18 février 2008
Dépôt du procès verbal de l'assemblée Générale Extraordinaire au greffe du tribunal de 1^{re} instance de Tunis, le 11 février 2008
Les fonds provenant de la souscription seront déposés au compte indisponible n° 04015101404200177804 ouvert à ATTIJARI BANK agence les berges du lac

N° 0 8 - 0 6 0 1
Visa du CMF N° du 04 AVR. 2008
NOTICE LEGALE PUBLIEE AU JORT N ° 20 du 08/04/2008
BULLETIN DE SOUSCRIPTION N°....

Je(nous)soussigné(s) (nom et prénom).....
N° de pièce d'identité..... Sexe ⁽¹⁾ M F
Agissant pour le compte de qualité :
Nationalité : Profession :

Adresse :
Propriétaire de actions nouvelles (après réduction du capital)
Déclare (ons) souscrire en numéraire à (en toutes lettres) actions nouvelles portant jouissance en dividendes à partir du 1^{er} janvier 2008 .

1- A titre irréductible : à raison de 10 actions nouvelles à souscrire en numéraire pour 7 actions nouvelles (détenues après la réduction du capital) contre la remise de mes⁽²⁾ :
 Actions nouvelles (après réduction du capital)
 Droits acquis(ou vendus) en Bourse (attestation de transaction n°du.....)
 Total des droits de souscription donnant droit à actions nouvelles à souscrire en numéraire

2- A titre réductible : àactions nouvelles à souscrire en numéraire.

Je (nous) certifie (ons) avoir reçu une copie du prospectus d'émission et pris connaissance de son contenu. Sur cette base, j'ai (nous avons) accepté de souscrire en numéraire au nombre d'actions ci-dessus indiqués, étant signalé que cette souscription ne vaut pas renonciation de ma (notre) part au recours par tous moyens pour la réparation des dommages qui pourraient résulter soit de l'insertion d'informations incomplètes ou erronées, soit d'une omission d'information dont la publication aurait influencé ma (notre) décision de souscrire

En vertu de tout ce qui précède, je (nous) verse (ons) ⁽³⁾:

- En espèces
 Par chèque n° tiré sur agence
 Par virement effectué le par le débit de mon (notre) compte n°
Ouvert à la somme de (en toutes lettres)

Représentant le montant des actions nouvelles souscrites à raison de 10 dinars (dix dinars) par action.
Fait en double exemplaire dont un en ma (notre) possession, Le second servant de souche

A Tunis, le.....
Signature⁽³⁾

⁽¹⁾ Cocher la case correspondante
⁽²⁾ Remplir la case appropriée
⁽³⁾ Faire précédé la signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé »



COPIE

« ATTIJARI LEASING S.A»

Société anonyme au capital de 8.750.000 de dinars
Siège social : Rue du Lac d'Annecy - 1053 Les Berges du Lac

Registre du commerce N°125651997

Objet social : Effectuer des opérations de leasing portant sur les biens à usage industriel,
professionnel, meubles et immeubles, ainsi que le factoring.

ATTIJARI LEASING est notée « B+ » à long terme et « B » à court terme sous surveillance
positive par l'agence de notation Fitch Ratings en date du 08 février 2008

AUGMENTATION DE CAPITAL DE 8 750 000D à 21 250 000D

Décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 janvier 2008

Décision du C.A du 18 février 2008

Dépôt du procès verbal de l'assemblée Générale Extraordinaire au greffe du tribunal de 1^{ère} instance de Tunis, le 11 février 2008

Les fonds provenant de la souscription seront déposés au compte indisponible
n° 04015101404200177804 ouvert à ATTIJARI BANK agence les berges du lac

N° 0 8 0 6 0 1
Visa du CMF N° du 04 AVR. 2008
NOTICE LEGALE PUBLIEE AU JORT N ° 29 du 08/04/2008
BULLETIN DE SOUSCRIPTION N°....

Je(nous)soussigné(s) (nom et prénom).....

N° de pièce d'identité.....Sexe (1) M F

Agissant pour le compte dequalité :

Nationalité :Profession :

Adresse :

Propriétaire deactions nouvelles (après réduction du capital)

Déclare (ons) souscrire en numéraire à (en toutes lettres).....actions
nouvelles portant jouissance en dividendes à partir du 1^{er} janvier 2008 .

1- A titre irréductible : à raison de 10 actions nouvelles à souscrire en numéraire pour 7 actions nouvelles
(détenues après la réduction du capital) contre la remise de mes⁽²⁾ :

Actions nouvelles (après réduction du capital)

Droits acquis(ou vendus) en Bourse (attestation de transaction n°du.....)

Total des droits de souscription donnant droit àactions nouvelles à souscrire en numéraire

2- A titre réductible : àactions nouvelles à souscrire en numéraire.

Je (nous) certifie (ons) avoir reçu une copie du prospectus d'émission et pris connaissance de son contenu.
Sur cette base, j'ai (nous avons) accepté de souscrire en numéraire au nombre d'actions ci-dessus indiqués,
étant signalé que cette souscription ne vaut pas renonciation de ma (notre) part au recours par tous moyens
pour la réparation des dommages qui pourraient résulter soit de l'insertion d'informations incomplètes ou
erronées, soit d'une omission d'information dont la publication aurait influencé ma (notre) décision de
souscrire

En vertu de tout ce qui précède, je (nous) verse (ons) ⁽¹⁾

En espèces

Par chèque n°tiré suragence.....

Par virement effectué lepar le débit de mon (notre) compte n°

Ouvert à

la somme de (en toutes lettres).....

Représentant le montant des actions nouvelles souscrites à raison de 10 dinars (dix dinars) par action.

Fait en double exemplaire dont un en ma (notre) possession, Le second servant de souche

A Tunis, le.....

Signature⁽³⁾



(1) Cocher la case correspondante

(2) Remplir la case appropriée

(3) Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé »